



Statistics Canada

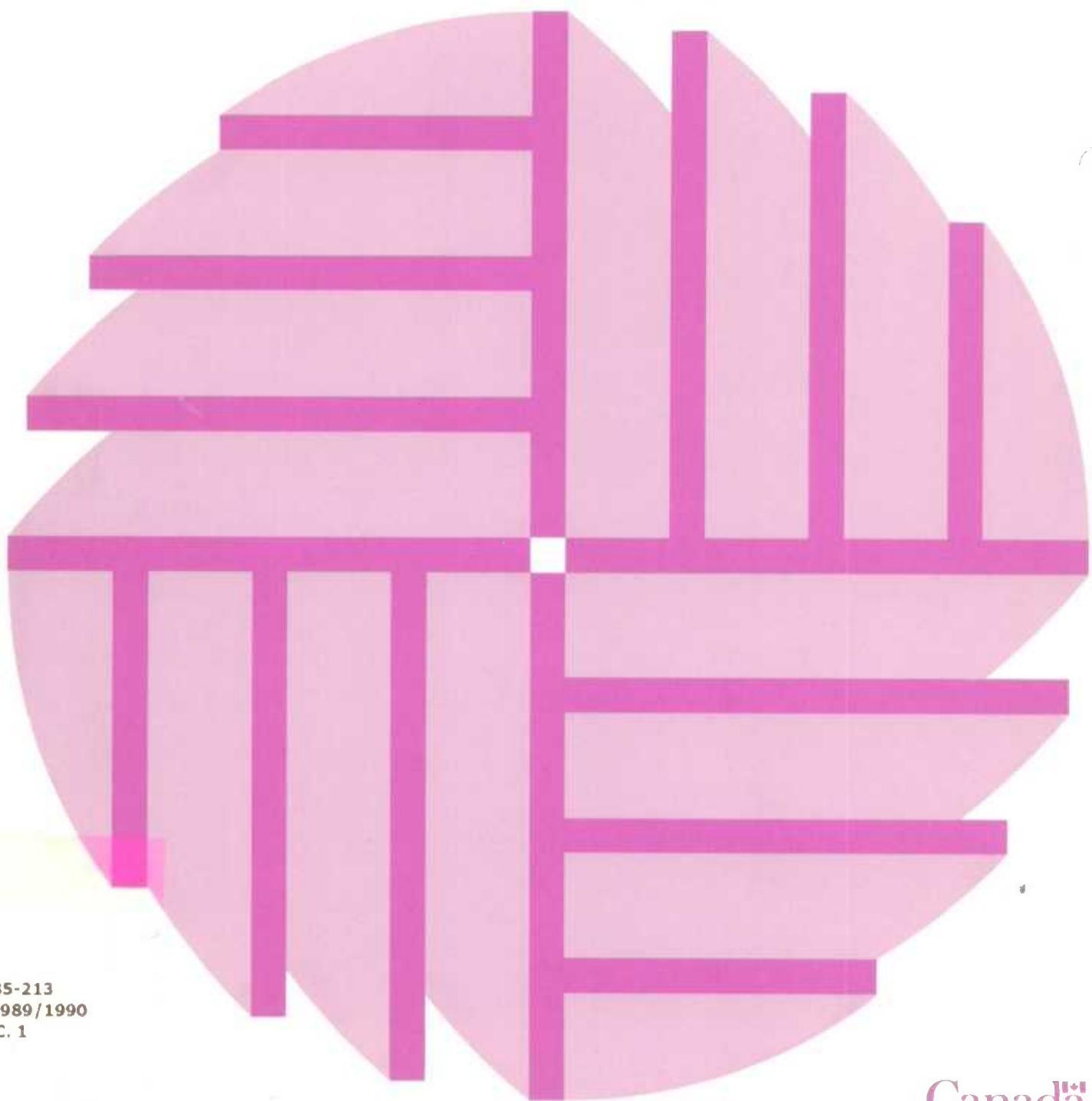
Canadian Centre
for Justice Statistics

Statistique Canada

Centre canadien
de la statistique juridique

Resource and Caseload Statistics for Legal Aid in Canada, 1989-90

Ressources et nombre de cas de l'aide juridique au Canada, 1989-1990



85-213
1989/1990
C. 1

Canada

Resource and Caseload Statistics for Legal Aid in Canada, 1989-90

Ressources et nombre de cas de l'aide juridique au Canada, 1989-1990

For further information contact:
Carol Gudz (613) 951-6608 or
Paul McPhie (613) 951-8940
Legal Aid Project
Adult Courts Program
Canadian Centre for
Justice Statistics
Statistics Canada
Ottawa K1A 0T6

Pour plus d'information
communiquez avec:
Carol Gudz (613) 951-6608
Paul McPhie (613) 951-8940
Projet de l'aide juridique
Programme des tribunaux
Centre canadien de la
statistique juridique
Statistique Canada
Ottawa K1A 0T6

Resource and Caseload Statistics for Legal Aid In Canada, 1989-90

Ressources et nombre de cas de l'aide juridique au Canada, 1989-1990

ERRATA

The footnote for Prince Edward Island in Tables 10 and 11 is incorrect. The footnote for both tables should read:

Prince Edward Island

Counts refer to the number of charges for which legal aid services were approved, rather than to the number of applications approved for legal aid services.

La note au bas des tableaux 10 et 11 relativement à l'île-du-Prince-Édouard est incorrecte. Elle devrait être remplacée par ce qui suit:

L'Île-du-Prince-Édouard

Les comptes désignent le nombre d'accusations pour lesquelles des services d'aide juridique ont été approuvés plutôt que le nombre de demandes de services d'aide juridique approuvées.

The footnote for Saskatchewan in Tables 4 and 5 is incorrect. The footnote for both tables should read:

Saskatchewan

Before 1989-90, value for free services (i.e. rent) is not included in the figures. Data reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

La note au bas des tableaux 4 et 5 relativement à la Saskatchewan est incorrecte. Elle devrait être remplacée par ce qui suit:

Saskatchewan

Avant l'année financière 1989-1990, la valeur des services gratuits (c.-à-d. le loyer) n'est pas comprise dans les chiffres. Les données déclarées à partir de 1987-1988 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.



Introduction

This report contains data on the resources and caseloads reported by each Legal Aid Plan for the 1989-90 fiscal year. These data were released by the Canadian Centre for Justice Statistics on February 14, 1991.

Historical data previously released in the legal aid series are provided in each table for comparative purposes. However, while the earlier reports included data back to 1971-72, this report only includes data back to 1980-81. Historical data pertaining to provincial and territorial contributions to legal aid are only included back to 1985-86. The 1987-88, 1988-89 and 1989-90 data for Newfoundland were not available in time for inclusion in this report.

The Consumer Price Index is now used in this report instead of the Gross Domestic Product in the calculation of constant dollars. The move to using the Consumer Price Index was made to conform to a more widely used and therefore more appropriate method of calculation.

There are various factors that affect the comparability of legal aid data across Canada and over time. These include the inherent differences among legal aid plans in the services provided and the methods of service delivery, variations in

Introduction

Le présent rapport contient des données sur les ressources et le nombre de cas déclarés par chaque régime d'aide juridique pour l'exercice financier 1989-1990. Elles ont été publiées par le Centre canadien de la statistique juridique le 14 février 1991.

Il convient de faire remarquer que les données chronologiques déjà parues dans la série sur l'aide juridique figurent dans chaque tableau à des fins de comparaison. Bien que les rapports antérieurs contiennent des données remontant à 1971-1972, le présent rapport ne comprend que des données allant jusqu'à 1980-1981. Les données chronologiques sur les contributions provinciales et territoriales pour l'aide juridique sont incluses uniquement à partir de 1985-1986. Les données de Terre-Neuve pour 1987-1988, 1988-1989, et 1989-1990 n'ont pas été fournies à temps pour être publiées dans le présent rapport.

On utilise à présent l'indice des prix à la consommation au lieu du produit intérieur brut pour faire les calculs en dollars constants. On a apporté ce changement afin de se conformer à une méthode de calcul plus répandue et donc plus appropriée.

De nombreux facteurs influent sur la comparabilité des données dans l'ensemble du Canada. On peut citer, par exemple, les différences entre les régimes d'aide juridique en ce qui concerne les services fournis et les méthodes de

data availability and quality, and government policy and legislation. Factors such as these should be considered when conducting historical comparisons or comparisons between provinces and territories.

prestation des services, les variations de la disponibilité et de la qualité des données et des politiques et des lois gouvernementales. Il faudra tenir compte de ces facteurs au moment d'établir des comparaisons dans le temps et entre des provinces et territoires.

Table of Contents**Table des matières****Tables**

1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.
2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1989-90.
3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90.
4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.
5. Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.
6. Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.
7. Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

Page Tableaux

- 5 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.
- 15 2. Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1989-1990.
- 26 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990.
- 40 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.
- 50 5. Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990.
- 59 6. Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990.
- 65 7. Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990.

- | | |
|---|--|
| <p>8. Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.</p> <p>9. Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.</p> <p>10. Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.</p> <p>11. Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983-84 to 1989-90.</p> <p>12. Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.</p> <p>13. Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.</p> <p>14. Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, 1987-88 to 1989-90.</p> <p>15. Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90.</p> | <p>69 8. Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990.</p> <p>75 9. Demandes totales, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990.</p> <p>83 10. Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990.</p> <p>93 11. Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983-1984 à 1989-1990.</p> <p>99 12. Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990.</p> <p>105 13. Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990.</p> <p>109 14. Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire, de 1987-1988 à 1989-1990.</p> <p>111 15. Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990.</p> |
|---|--|

16. Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90.

107 16. Dossiers transmis en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990.

Figures

1a) Revenue by Source, Canada, 1989-90.

1b) Revenue by Source, Canada.

3a) Federal Per Capita Contribution to Criminal Legal Aid, 1989-90.

4a) Per Capita Expenditure, 1989-90.

4b) Per Capita Expenditure, Canada.

5a) Expenditure by Object, 1989-90.

7a) Personnel Resources as of March 31st, 1990.

9a) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter, 1989-90.

Figures

3 1a) Revenu selon la source, Canada, 1989-1990.

4 1b) Revenu selon la source, Canada.

25 3a) Contribution fédérale par habitant au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, 1989-1990.

38 4a) Dépenses par habitant, 1989-1990.

39 4b) Dépenses par habitant, Canada.

49 5a) Dépenses par objet, 1989-1990.

64 7a) Ressources en personnel au 31 mars, 1990.

74 9a) Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire, 1989-1990.

Symbols:

-- too small to express
- zero
(e) estimate
(r) revised figure
(p) preliminary figure
.. not available
... not applicable

Symboles:

-- nombre infimes
- zéro
(e) estimation
(r) chiffres révisés
(p) chiffres provisoires
.. chiffres indisponibles
... chiffres n'ayant pas lieu de figurer

Highlights

- . Canada's legal aid plans spent \$338.9 million in 1989-90 (excluding Newfoundland). Between 1988-89 and 1989-90 total spending increased by 8% on a constant dollar basis.
- . Legal aid services are funded by three main sources: governments (81%), contributions of the legal profession (12%), clients (4%) and other miscellaneous sources (4%). The 1989-90 breakdown of the government source is as follows: the provincial and territorial governments funded 52% of total expenditures, the Department of Justice Canada funded 31% and the federal Department of Health and Welfare funded 17% through the Canada Assistance Plan.
- . Privately retained lawyers and staff lawyers assist recipients of legal aid in Canada. Taken together, these lawyers comprised 32% of the total bar member count in 1989-90 (excluding Newfoundland and Nova Scotia).
- . Payments made to private law firms totalled \$200.4

Faits saillants

- . Les régimes d'aide juridique du Canada ont dépensé \$ 338.9 millions en 1989-1990 (les données de Terre-Neuve sont exclues). Entre 1988-1989 et 1989-1990 le dépenses totales en dollars constants ont augmenté de 8%.
- . Les services d'aide juridique sont subventionnés par trois sources majeures: gouvernements (81%), les contributions des avocats (12%), les contributions des clients (4%) et des sources diverses (4%). La ventilation des administrations publique pour 1989-1990 est la suivante: les administrations provinciales et territoriales ont contribué 52% aux dépenses totales, le Ministère de la Justice Canada a contribué 31%, et le Ministère de la Santé et du Bien-être a contribué pour 17% à travers le Régime d'assistance publique du Canada.
- . Les avocats de pratique privée et les avocats salariés assistent les bénéficiaires d'aide juridique. Ces avocats ensemble, comprennent 32% du total des membres du barreau en 1989-1990. (Les données de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Ecosse sont exclues.)
- . Les versements faits aux avocats de pratique privée

million or 59% of the total legal aid budget in 1989-90 (excluding Newfoundland, Nova Scotia and Northwest Territories). This proportion has remained relatively constant since 1981-82.

The total number of approved applications reached 568,510 (excluding Newfoundland) in 1989-90. For Canada as a whole, 52% of the total approved applications were civil, the remaining percentage being criminal. The highest proportion of approved applications that dealt with civil matters were reported in Quebec (60%) and Nova Scotia (54%). The highest proportion of approved applications that dealt with criminal matters were reported in Northwest Territories (83%).

totalisaient \$200.4 millions ou 59% du budget total de l'aide juridique en 1989-1990. (Les données de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et du Territoire du Nord-Ouest sont exclues.) Cette proportion est demeurée relativement constant depuis 1981-1982.

Le nombre total de demandes approuvées a atteint 568,510 en 1989-1990 (les données de Terre-Neuve sont exclues). Pour l'ensemble du Canada, les affaires civiles représentaient 52% du nombre total des cas et le reste du pourcentage était criminel. Le Québec et la Nouvelle-Écosse comptaient les plus fortes proportions de demandes approuvées relativement à des affaires civiles (60% et 54% respectivement). Les Territoires du Nord-Ouest comptait la plus forte proportion de demandes approuvées relativement à des affaires criminelles (83%).

Revenue by Source, Canada,
the Provinces and
Territories, 1980-81 to
1989-90

Legal Aid Plans are funded by federal, provincial and territorial governments, client contributions and cost recoveries as well as contributions of the legal profession. The reader is referred to the Glossary of Definitions for a description of the terms used.

In 1989-90, Legal Aid Plans, excluding Newfoundland, received \$347.2 million to provide services. Government is the major source of funds for legal aid. For Canada as a whole, 81% of the funds have come from federal, provincial, and territorial governments.

Figure 1a) depicts revenue by source for 1989-90 for each province and territory, excluding Newfoundland, and for Canada. The "Other" category represents the sum of client contributions and cost recoveries, contributions of the legal profession, and other. With the exception of Alberta, the proportion of legal aid revenue provided by government is lowest for those provinces receiving contributions from the legal profession, namely New Brunswick, Ontario, Manitoba, and British Columbia.

Revenu selon la source,
Canada, provinces et
territoires, 1980-1981 à
1989-1990

Le financement des régimes d'aide juridique est assuré par les administrations fédérale, provinciales et territoriales, les contributions des clients et le recouvrement des coûts ainsi que par les contributions des avocats. Le lecteur est prié de se reporter au Glossaire des définitions pour obtenir une description des termes utilisés ici.

En 1989-1990, les régimes d'aide juridique à l'exclusion de Terre-Neuve ont reçu 347.2\$ millions pour assurer des services. L'État est le principal bailleur de fonds des régimes d'aide juridique. Pour l'ensemble du Canada, 81% des sommes proviennent des administrations fédérale, provinciales et territoriales.

La figure 1a) indique le revenu selon la source pour 1989-1990 pour chaque province et territoire à l'exclusion de Terre-Neuve et pour le Canada. La catégorie «Autres» comprend la somme des contributions des clients et des recouvrements des coûts, des contributions des avocats et des autres contributions. A l'exception de l'Alberta, le pourcentage du revenu provenant de l'État est le plus bas dans les provinces qui reçoivent des contributions des avocats: Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba, et Colombie-

Britannique.

Figure 1b) provides a perspective over time of legal aid revenue based on current dollars. The federal trend line represents total government contributions minus the provincial and territorial contribution to legal aid. The total current dollar legal aid revenues increased by an average of 16% per year from \$190.8 million in 1985-86 to \$347.2 million in 1989-90. Over the same time period, revenue from provincial and territorial governments increased by an average of 10% per year from \$102.2 million to \$146.2 million, revenue from the federal government increased by an average of 19% per year from \$67.8 million to \$133.7 million, and revenue from other sources increased by an average of 35% per year from \$20.8 million to \$67.3 million.

La figure 1b) donne une perspective historique du revenu de l'aide juridique exprimé en dollars courants. La courbe de la contribution fédérale représente le total des contributions gouvernementales moins les contributions des provinces et territoires faites à l'aide juridique. Le revenu total de l'aide juridique exprimé en dollars courants s'est accru d'une moyenne de 16% par année, passant de 190.8\$ millions en 1985-1986 à 347.2\$ millions en 1989-1990. Au cours de la même période, le revenu provenant des administrations provinciales et territoriales a augmenté d'une moyenne de 10% par année, passant de 102.2\$ millions à 146.2\$ millions, le revenu provenant de l'administration fédérale s'est accru d'une moyenne de 19% par année, passant de 67.8\$ millions à 133.7\$ millions et le revenu provenant d'autres sources a augmenté d'une moyenne de 35% par année, passant de 20.8\$ à 67.3\$ millions.

Figure 1a) Revenue by Source, 1989-90.
Revenu selon la source, 1989-1990.

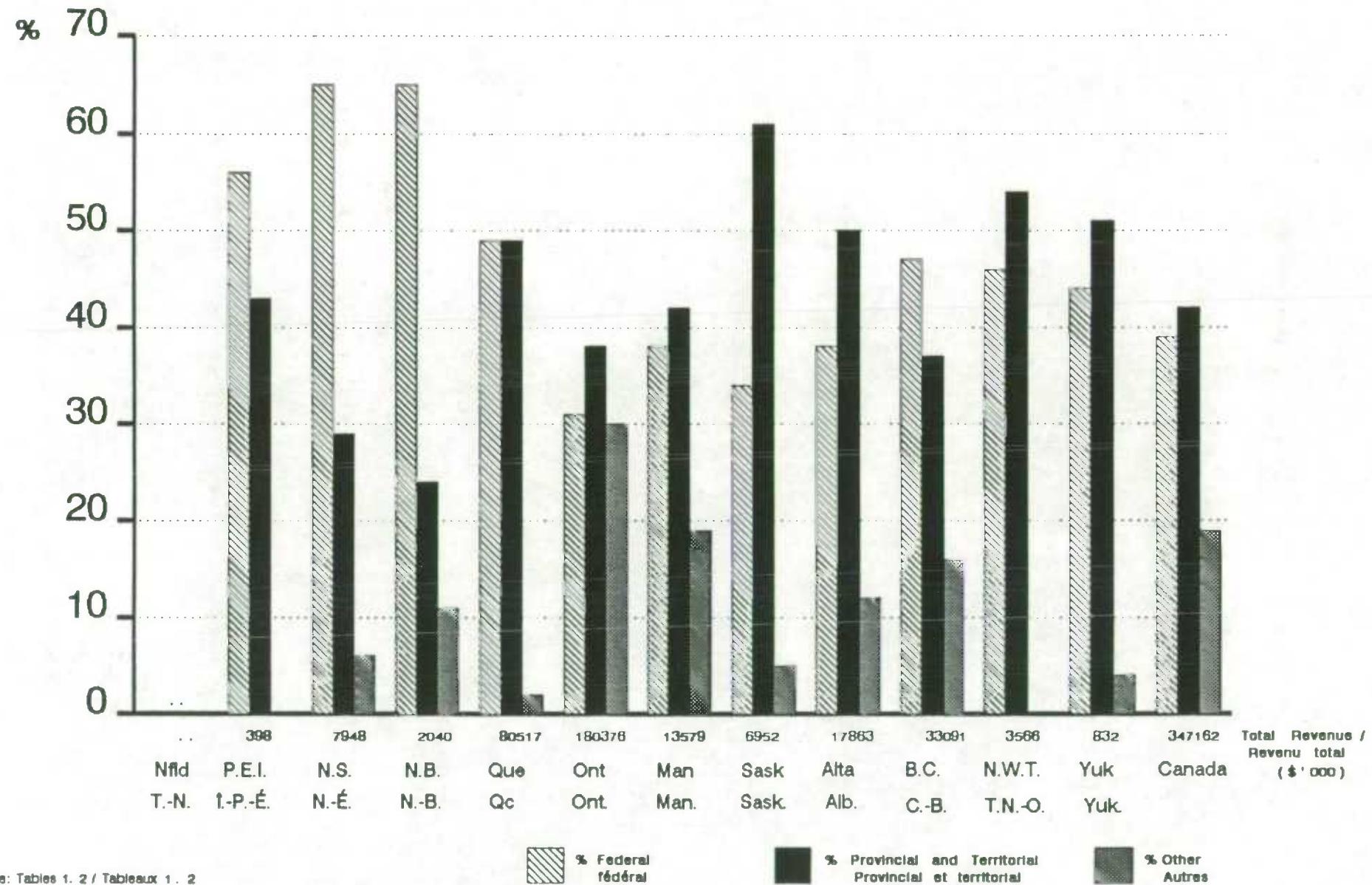


Figure 1b) Revenue by Source, Canada.
Revenu selon la source, Canada.

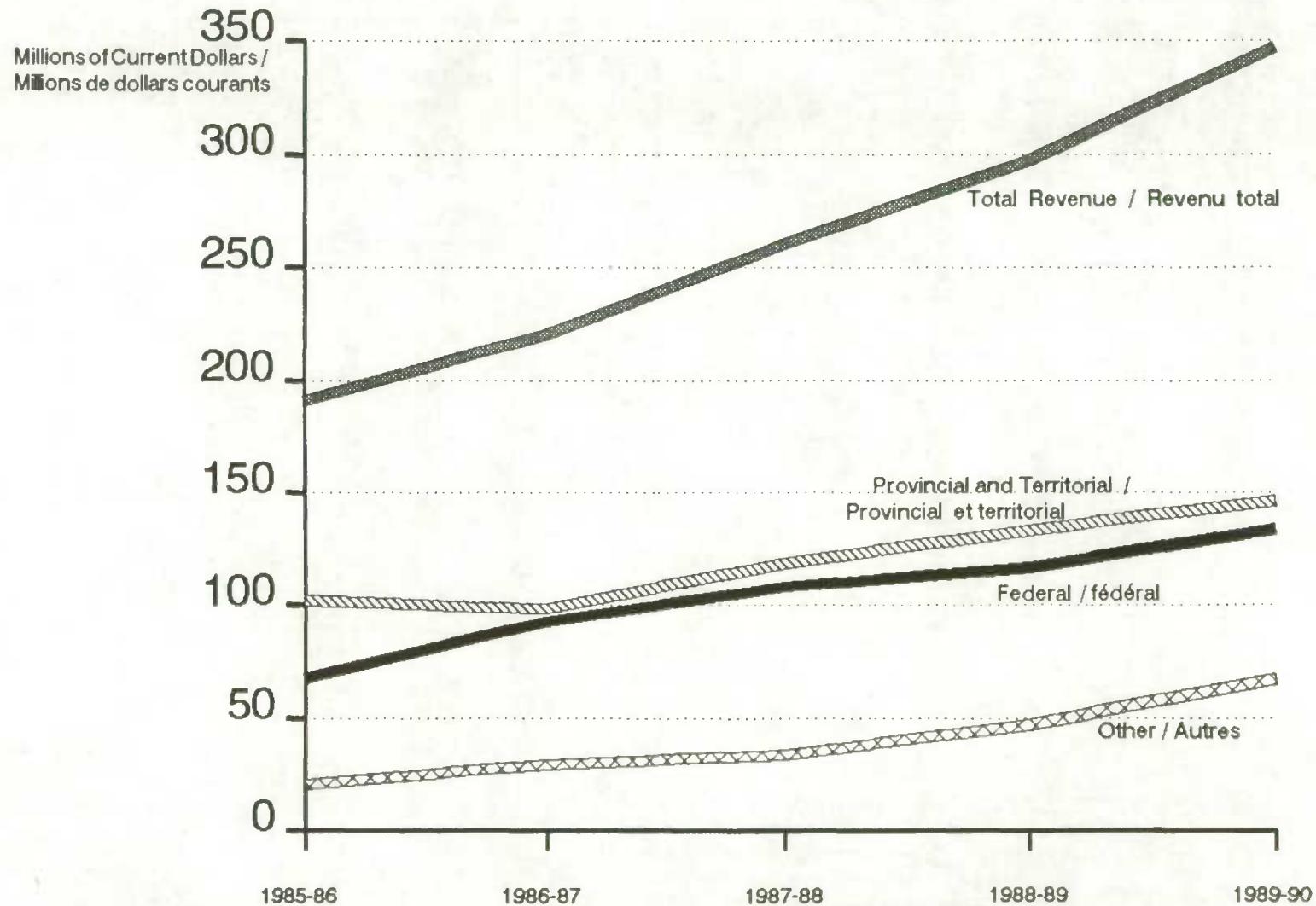


TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other
		Revenu total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts	Contributions des avocats			
Province ou territoire et année		\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	
Newfoundland	1980-81	767	726	95	32	4	...	9
Terre-Neuve	1981-82	1,013	976	96	20	2	...	17
	1982-83	1,278	1,247	98	17	1	...	2
	1983-84	1,217	1,120	92	20	2	71	14
	1984-85	1,415	1,270	90	20	1	112	6
	1985-86	1,743	1,600	92	42	2	88	5
	1986-87	1,798	1,664	93	35	2	91	5
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island	1980-81	126	126	100	...	...	...	...
île-du-Prince-Édouard (2)	1981-82	158	158	100	...	...	...	...
	1982-83	169	169	100	...	...	...	...
	1983-84	184	184	100	...	...	...	...
	1984-85	196	196	100	...	...	...	...
	1985-86	200	200	100	...	...	...	...
	1986-87	269	269	100	...	...	...	...
	1987-88	286	286	100	...	...	...	...
	1988-89	319	319 (p)	100	...	...	...	...
	1989-90	398	398	100	...	...	...	...
Nova Scotia	1980-81	2,383	2,258	95	..	..	...	125
Nouvelle-Écosse (3)	1981-82	2,860	2,697	94	25	1	...	5
	1982-83	2,563	2,427	95	41	2	...	138
	1983-84	3,111	2,945	95	30	1	...	4
	1984-85	3,443	3,314	96	15	--	...	136
	1985-86	4,146	4,015	97	14	--	...	3
	1986-87	5,228	4,999	96	23	--	...	115
	1987-88	5,877	5,640	96	19	--	...	116
	1988-89	6,657	6,390	96	4	--	...	4
	1989-90	7,948	7,506	94	8	--	...	206
							218	4
							263	4
							434	5

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)	Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other
Province ou territoire et année	Revenu total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres
	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	
New Brunswick Nouveau-Brunswick (4)	1980-81	812	800	99	10	1	
	1981-82	1,200	1,173	98	23	2	
	1982-83	2,745	2,650	97	95	3	
	1983-84	2,137	2,000	94	136	6	
	1984-85	2,043	1,950	95	93	5	
	1985-86	1,892	1,813	96	79	4	
	1986-87	2,177	2,095	96	82	4	
	1987-88	2,171	2,094	96	78	4	
	1988-89	1,905	1,782	94	63	3	
	1989-90	2,040	1,820	89	40	2	
Quebec Québec	1980-81	38,965	38,290	98	209	1	
	1981-82	45,736	45,008	98	249	1	
	1982-83	51,879	51,092	98	304	1	
	1983-84	57,842	57,024	99	327	1	
	1984-85	61,531	60,413	98	299	--	
	1985-86	63,722	62,771	99	252	--	
	1986-87	63,620	62,823	99	281	--	
	1987-88	77,791	76,930	99	293	--	
	1988-89	79,393	78,478	99	261	--	
	1989-90	80,517	79,051	98	227	--	
Ontario	1980-81	46,598	37,004	79	2,894	6	
	1981-82	56,224	40,538	72	3,583	6	
	1982-83	58,231	44,887	77	3,916	7	
	1983-84	69,967	59,545	85	4,294	6	
	1984-85	74,909	62,248	83	4,744	6	
	1985-86	71,735	58,546	82	5,880	8	
	1986-87	88,816	67,799	76	6,484	7	
	1987-88	113,579	88,536	78	7,240	6	
	1988-89	142,687	105,591	74	9,412	7	
	1989-90	180,376	125,837	70	10,524	6	

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other		
		Province ou territoire et année	Revenu total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts	Contributions des avocats	Autres			
	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	
Manitoba (5)	1980-81	4,897	4,745	97	145	3	..	..	7	--
	1981-82	5,213	5,054	97	158	3	..	..	-	--
	1982-83	6,973	5,812	83	140	2	1,017	15	4	--
	1983-84	8,377	7,301	87	165	2	879	10	32	--
	1984-85	8,280	6,973	84	212	3	1,064	13	31	--
	1985-86	8,529	6,822	80	212	2	1,447	17	48	1
	1986-87	9,941	8,248	83	325	3	1,345	14	23	--
	1987-88	10,707	8,847	83	333	3	1,464	14	63	1
	1988-89	12,227	10,153	83	392	3	1,531	13	151	1
	1989-90	13,579	10,944	81	454	3	1,998	15	183	1
Saskatchewan (6)	1980-81	4,420	4,390	99	..	..	...	...	30	1
	1981-82	5,169	5,136	99	31	1	...	...	2	--
	1982-83	5,913	5,878	99	26	--	...	...	10	--
	1983-84	5,818	5,752	99	45	1	...	...	22	--
	1984-85	5,830	5,752	99	52	1	...	...	26	--
	1985-86	6,192	6,116	99	34	1	...	...	42	1
	1986-87	6,446	6,265	97	33	1	...	...	148	2
	1987-88	6,147	5,832	95	165	3	...	...	150	2
	1988-89	6,216	5,833	94	122	2	...	...	261	4
	1989-90	6,952	6,624	95	40	1	...	...	288	4
Alberta (7)	1980-81	5,154	4,518	88	446	9	...	...	190	4
	1981-82	6,097	5,413	89	538	9	...	...	146	2
	1982-83	9,148	8,284	91	604	7	...	...	260	3
	1983-84	11,412	10,421	91	782	7	...	...	208	2
	1984-85	12,306	11,168	91	768	6	...	...	370	3
	1985-86	12,107	10,998	91	834	7	...	...	274	2
	1986-87	16,583	15,336	92	908	5	...	...	339	2
	1987-88	16,693	15,337	92	951	6	...	...	405	2
	1988-89	17,421	15,650	90	1,224	7	...	...	547	3
	1989-90	17,863	15,696	88	1,335	7	...	...	832	5

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)	Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other
Province ou territoire et année	Revenu total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres
	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	
British Columbia (8) Colombie-Britannique	1980-81	13,684	12,769	93	61	--	214
	1981-82	15,459	13,146	85	51	--	453
	1982-83	18,838	15,769	84	46	--	263
	1983-84	16,383	13,923	85	191	1	268
	1984-85	18,242	15,920	87	134	1	189
	1985-86	17,598	14,224	81	97	1	196
	1986-87	22,211	18,236	82	99	--	185
	1987-88	23,436	19,427	83	82	--	927
	1988-89	26,245	21,762 (r)	83	111 (r)	--	1,372 (r)
	1989-90	33,091	27,642	84	101	--	2,305
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (9)	1980-81	563	556	99	7	1	-
	1981-82	1,199	1,190	99	9	1	-
	1982-83	1,420	1,394	98	26	2	-
	1983-84	1,587	1,557	98	29	2	1
	1984-85	1,878	1,854	99	23	1	1
	1985-86	2,100	2,100	100	-	--	-
	1986-87	2,666	2,666	100	-	--	-
	1987-88	3,096	3,096	100	-	--	-
	1988-89	3,351	3,351	100	-	--	-
	1989-90	3,566	3,566	100	-	--	-
Yukon Territory (10) Territoire du Yukon	1980-81	170	170	100	-	--	-
	1981-82	536	531	99	5	1	-
	1982-83	590	581	98	9	2	-
	1983-84	756	747	99	9	1	1
	1984-85	793	784	99	9	1	1
	1985-86	863	851	99	12	1	-
	1986-87	924	909	98	14	2	-
	1987-88	788	759	96	28	4	1
	1988-89	780	746	96	31	4	3
	1989-90	832	794	95	23	3	15

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)	Client Contributions and Cost Recoveries	Contributions of the Legal Profession	Other
Province ou territoire et année	Revenu total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts	Contributions des avocats	Autres
	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$
Canada (11)					
1980-81	118,540	106,352	90	3,804	3
1981-82	140,863	121,020	86	4,692	3
1982-83	159,748	140,190	88	5,224	3
1983-84	178,790	162,519	91	6,028	3
1984-85	190,869	171,842	90	6,369	3
1985-86	190,825	170,056	89	7,456	4
1986-87	220,678	191,309	87	8,284	4
1987-88	260,572	226,784	87	9,189	4
1988-89	297,201	250,054	84	11,620	4
1989-90	347,162	279,879	81	12,752	4

Notes:

Columns may not add to indicated totals due to rounding. Calculations are also subject to rounding error.

Nota:

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués. Des erreurs d'arrondissement peuvent également influer sur les calculs.

Footnotes

Table 1 - Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90

(1) **Government Contributions**

Refers to monies received by the Plans through an annual provincial and territorial government grant. The provincial and territorial government then claims reimbursement from the federal government for its portion of legal aid expenditures.

(2) **Prince Edward Island**

Revenue is estimated to equal expenditure for each fiscal year given that expenditures are fully funded by the government of P.E.I.

(3) **Nova Scotia**

Data reported are based on "modified accrual" accounting procedures. "Client contributions and cost recoveries" are included in the "other" category for 1980-81.

(4) **New Brunswick**

Civil coverage was initiated during the fiscal year 1981-82 and accounts largely for substantial increases in revenue and expenditures for that and the following 2 or 3 fiscal years. As of April 13, 1988, access to civil

Notes

Tableau 1 - Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990

(1) **Contributions de l'état**

Désigne les fonds reçus par les régimes dans le cadre d'une subvention provinciale et territoriale annuelle. L'administration provinciale ou territoriale demande ensuite à l'administration fédérale de lui rembourser sa part des dépenses au chapitre de l'aide juridique.

(2) **Île-du-Prince-Édouard**

On estime que les recettes correspondent aux dépenses pour chaque exercice financier, étant donné que les dépenses sont entièrement absorbées par l'administration de l'Île-du-Prince-Édouard.

(3) **Nouvelle-Écosse**

Les données sont fondées sur la méthode de la «comptabilité d'exercice modifiée». Les «contributions des clients et les frais recouvrés» figurent dans la catégorie «autres» pour l'exercice 1980-1981.

(4) **Nouveau-Brunswick**

L'aide juridique au civil a été instaurée au cours de l'exercice financier 1981-1982, ce qui explique en grande partie les hausses importantes des recettes et des dépenses pour cet exercice et les 2 ou 3 exercices suivants.

legal aid has been limited to those areas of family law involving violence, abuse, or guardianship orders. These cases are paid through domestic legal aid.

Le 13 avril 1988, l'aide juridique en matière civile a été réduite de sorte que les régimes ne couvrent maintenant que les cas concernant le droit de la famille pour ce qui est de la violence, des mauvais traitements ou des demandes de tutelle. Les frais engagés pour ces cas sont payés par l'intermédiaire du Programme de l'aide juridique en matière familiale.

(5) Manitoba

"Government contributions" for 1980-81 and 1981-82 include lawyers' trust account interest. "Client contributions and cost recoveries" for 1980-81 include Department of Health and Social Development funding for civil legal aid expenditure. Also, user fees of \$35.00 were in effect until May 1, 1982. "Other revenue" includes a Health and Education tax levy from 1986-87 onwards.

(5) Manitoba

Les «contributions de l'État» pour les exercices 1980-1981 et 1981-1982 englobent les intérêts des comptes en fiducie des avocats. Les «contributions des clients et les frais recouvrés» pour l'exercice 1980-1981 englobent les fonds consacrés par le ministère de la Santé et du Développement social à l'aide juridique au civil. En outre, des cotisations d'utilisateurs de 35\$ ont été perçues jusqu' au 1er mai 1982. A partir de 1986-1987, les «autres» recettes englobent un prélèvement d'impôt en matière de santé et d'éducation.

(6) Saskatchewan

"Client contributions and cost recoveries" includes \$26,000 refunds in both 1983-84 and 1984-85 to the Commission of unexpended prior year collections. These refunds result from changes in governing legislation. "Other" revenue includes "client contributions and cost recoveries" for the year 1980-81. A supplemental contract with the provincial Department of Health was entered into in the amount of \$100,000 for 1986-87 and 1987-88 and \$74,000 for 1988-89, which is included in "Other" revenue. An agreement with the Department of Indian Affairs and Northern Development was entered into in the amount of \$89,000 in 1988-89 and \$182,000 in 1989-90, which is

(6) Saskatchewan

Les «contributions des clients et les frais recouvrés» pour les exercices 1983-1984 et 1984-1985 englobent des remboursements de 26,000\$ à la Commission pour des sommes perçues au cours de l'exercice précédent et non dépensées. Ces remboursements découlent de modifications apportées à la loi. Les «autres» recettes comprennent les «contributions des clients et les frais recouvrés» pour l'exercice 1980-1981. Un contrat supplémentaire de 100,000\$ pour 1986-1987 et 1987-1988 et 74,000\$ pour 1988-1989 a été conclu avec le ministère provincial de la Santé, montant qui est inclus dans les «autres» recettes. Une entente de 89,000\$ (1988-1989) et

also included in "Other" revenue. The rise in client contributions in fiscal years 1987-88 and 1988-1989 can be attributed to a more expansive approach to assessing and collecting contributions which was temporarily in effect. Revenues reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

de 182,000\$ (1989-1990) est intervenue avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, montant qui est également inclus dans les "autres" recettes. L'augmentation des contributions des clients pour les exercices financiers 1987-1988 et 1988-1989 peut être attribuée à l'utilisation d'une approche plus expansive pour la détermination et la collecte des contributions. Les recettes déclarées pour les exercices 1987-1988 et suivants sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(7) Alberta

A cash-based accounting system was used up to and including fiscal year 1985-86. Data reported for 1986-87 onwards are based on accrual accounting procedures.

(7) Alberta

La méthode de la comptabilité de caisse a servi jusqu'à l'exercice financier 1985-1986 inclusivement. Les données déclarées à partir de 1986-1987 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(8) British Columbia

"Other" revenue generally includes interest, publication sales income, contributions from the Notary Foundation and a Government Services donation. Revenues reported for 1982-83 through to the current fiscal year are based on an accrual system of accounting.

(8) Colombie-Britannique

Les «autres» recettes englobent généralement les intérêts, les recettes provenant de la vente des publications, contributions des notaires et «Government Services Donation». Les recettes déclarées à l'exercice 1982-1983 jusqu'au présent sont calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(9) Northwest Territories

Revenue is estimated to equal expenditure given that expenditures are fully funded by the government of the Northwest Territories. "Government contributions" include funding of the Mackenzie Court Workers Service in the amounts of \$341,000 (1981-82), \$443,000 (1982-83), \$413,000 (1983-84), \$495,000 (1984-85 and 1985-86), \$614,000 (1986-87), \$635,000 (1987-88), \$691,000 (1988-89) and \$678,000 (1989-90).

(9) Territoires du Nord-Ouest

On estime que les recettes correspondent aux dépenses étant donné que les dépenses sont entièrement absorbées par l'administration des Territoires du Nord-Ouest. Les «contributions de l'État» englobent des sommes de 341,000\$ (1981-1982), 443,000\$ (1982-1983), 413,000\$ (1983-1984), 495,000\$ (1984-1985 et 1985-1986), 614,000\$ (1986-1987), 635,000\$ (1987-1988), 691,000\$ (1988-1989) et 678,000\$ (1989-1990) pour le financement du «Mackenzie Court Workers Services».

X (10) Yukon Territory

Revenue is estimated to equal expenditure for fiscal years 1980-81 to 1985-86 given that legal aid services were provided by the Yukon Department of Justice. The Legal Services Society Act was proclaimed in December 1986 and the regulations governing the act were passed in March 1987. Legal services are now provided by the Society which is governed by a board of directors.

(10) Territoire du Yukon

On estime que les recettes correspondent aux dépenses des exercices financiers 1980-1981 à 1985-1986 étant donné que les services juridiques ont été fournis par le ministère de la Justice du Yukon. La «Legal Services Society Act» du Yukon a été proclamée en décembre 1986, et les règlements régissant cette loi ont été adoptés en mars 1987. Les services juridiques sont maintenant fournis par la société qui est régie par un conseil d'administration.

2 (11) Canada

Canada totals for fiscal years 1987-88, 1988-89 and 1989-90 exclude Newfoundland.

(11) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 ne comprennent pas Terre-Neuve.

TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1989-90.

TABLEAU 2. Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)			CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	Population (3)
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants				
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	IPC (2) Moyenne financière 1986-1987=100	'000 en milliers
	Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente	Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente	Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente		
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%		
Newfoundland (4) Terre-Neuve	1985-86 693	1.22	50	722	1.27	44	96.0	569.3
	1986-87 819	1.44	18	819	1.44	13	100.0	568.1
	1987-88 612 (r)	1.08	-25	586	1.03	-28	104.4	567.5
	1988-89 941 (r)	1.66	54	866	1.52	48	108.7	568.5
	1989-90 1,068	1.87	13	934	1.63	8	114.4	572.4
Prince Edward Island (5) Île-du-Prince-Édouard	1985-86 57	8.45	-	59	8.47	-0	96.0	126.1
	1986-87 89	0.70	56	89	0.70	50	100.0	126.8
	1987-88 98	0.77	10	94	0.74	5	104.4	127.6
	1988-89 104	0.80	6	96	0.74	2	108.7	129.2
	1989-90 173	1.33	66	151	1.16	58	114.4	130.1
Nova Scotia (6) Nouvelle-Écosse	1985-86 1,591	1.82	35	1,657	1.90	30	96.0	872.1
	1986-87 2,237	2.55	41	2,237	2.55	35	100.0	875.7
	1987-88 1,801	2.04	-19	1,725	1.96	-23	104.4	881.3
	1988-89 2,058	2.33	14	1,893	2.14	10	108.7	883.9
	1989-90 2,318 (p)	2.61	13	2,026	2.28	7	114.4	887.7
New Brunswick (7) Nouveau-Brunswick	1985-86 632	0.89	-38	658	0.93	-40	96.0	710.4
	1986-87 885	1.25	40	885	1.25	34	100.0	710.7
	1987-88 900	1.26	2	862	1.21	-3	104.4	712.4
	1988-89 572 (r)	0.80	-36	526	0.74	-39	108.7	715.0
	1989-90 496	0.69	-13	434	0.60	-18	114.4	720.7
Quebec (8) Québec	1985-86 33,567	5.15	11	34,966	5.36	7	96.0	6522.7
	1986-87 32,517	4.96	-3	32,517	4.96	-7	100.0	6556.5
	1987-88 39,148 (r)	5.92	20	37,498	5.67	15	104.4	6608.9
	1988-89 41,886	6.29	7	38,534	5.79	3	108.7	6654.3
	1989-90 39,551	5.89	-6	34,573	5.15	-10	114.4	6717.8
Ontario (9)	1985-86 42,272	4.67	13	44,033	4.87	8	96.0	9050.2
	1986-87 36,618	3.99	-13	36,618	3.99	-17	100.0	9166.0
	1987-88 49,094	5.26	34	47,025	5.04	20	104.4	9333.9
	1988-89 57,228	6.04	17	52,648	5.55	12	108.7	9479.8
	1989-90 69,065	7.17	21	60,372	6.27	15	114.4	9634.0

TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1989-90.

TABLEAU 2. Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)			CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	Population (3)		
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année		Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente		Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente	IPC (2) Moyenne financière 1986-1987=100			
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%		'000 en milliers		
Manitoba (10)	1985-86	5,490	5.15	48	5,719	5.37	42	96.0	1065.2	
	1986-87	4,400	4.10	-20	4,400	4.10	-23	100.0	1073.2	
	1987-88	4,954	4.59	13	4,745	4.39	8	104.4	1080.3	
	1988-89	5,613	5.18	13	5,164	4.76	9	108.7	1083.8	
	1989-90	5,763	5.31	3	5,038	4.64	-2	114.4	1085.9	
Saskatchewan (11)	1985-86	3,360 (r)	3.33	-4	3,500	3.46	-8	96.0	1010.3	
	1986-87	3,383 (r)	3.35	1	3,383	3.35	-3	100.0	1009.9	
	1987-88	3,231 (r)	3.19	-4	3,095	3.06	-9	104.4	1012.5	
	1988-89	3,136 (r)	3.11	-3	2,885	2.86	-7	108.7	1008.9	
	1989-90	4,589	4.57	46	4,011	4.00	39	114.4	1003.9	
Alberta	1985-86	5,789 (r)	2.85	13	6,978	2.97	8	96.0	2349.5	
	1986-87	9,614 (r)	3.59	27	8,523	3.59	22	100.0	2374.2	
	1987-88	9,287 (r)	3.90	9	8,896	3.73	-	104.4	2381.8	
	1988-89	9,164 (r)	3.81	-1	8,431	3.50	-5	108.7	2407.9	
	1989-90	8,932	3.66	-3	7,808	3.20	-7	114.4	2440.3	
British Columbia (12) Colombie-Britannique	1985-86	6,866	2.38	-1	7,152	2.48	-5	96.0	2879.8	
	1986-87	7,101	2.45	3	7,101	2.45	-	100.0	2901.4	
	1987-88	8,171 (r)	2.77	15	7,827	2.66	10	104.4	2945.9	
	1988-89	10,454 (e)	3.47	28	9,617	3.20	23	108.7	3009.1	
	1989-90	12,218 (e)	3.96	17	10,680	3.46	11	114.4	3083.3	
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (13)	1985-86	530	18.21	-44	552	10.64	-46	96.0	51.9	
	1986-87	571	11.04	8	571	11.04	3	100.0	51.7	
	1987-88	1,731 (r)	33.55	203	1,658	32.13	190	104.4	51.6	
	1988-89	2,069 (r)	39.41	20	1,903	36.26	15	108.7	52.5	
	1989-90	1,940	36.19	-6	1,696	31.64	-11	114.4	53.6	
Yukon Territory Territoire du Yukon	1985-86	439	18.60	6	457	19.38	2	96.0	23.6	
	1986-87	455	18.96	4	455	18.96	-1	100.0	24.0	
	1987-88	384	15.48	-16	368	14.83	-19	104.4	24.8	
	1988-89	397 (r)	15.63	3	365	14.38	-1	108.7	25.4	
	1989-90	428	16.72	8	374	14.61	2	114.4	25.6	

TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1989-90.

TABLEAU 2. Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)			CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	Population (3)		
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente			IPC (2) Moyenne financière 1986-1987-100			
	\$'000 milliers de \$	\$	\$	\$'000 milliers de \$	\$	\$		'000 en milliers		
Canada	1985-86	101,286 (r)	4.01	9	105,506	4.10	5	96.0	25231.1	
	1986-87	98,689 (r)	3.88	-3	98,689	3.88	-6	100.0	25436.2	
	1987-88	119,411 (r)	4.64	21	114,378	4.45	16	104.4	25728.5	
	1988-89	133,622 (r)	5.14	12	122,927	4.72	7	108.7	26018.4	
	1989-90	146,541	5.56	10	128,095	4.86	4	114.4	26355.2	

Footnotes

Table 2 - Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1989-90

Note that the provincial and territorial contribution figures are based on data contained in Tables 1,3 and 4. All of these table notes therefore apply to Table 2.

(1) Provincial and Territorial Contribution

Refers to Monies Contributed by the provinces and territories. Provincial and territorial contributions are calculated to equal total expenditure less the sum of federal contributions to criminal and civil legal aid, direct federal grants and revenues other than provincial and territorial government grants. Funds paid by the federal government through the Canada Assistance Plan (CAP) program for the cost-sharing of civil legal aid are subtracted for eight provinces: Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, Quebec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan and British Columbia.

(2) Consumer Price Index

To control for inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure by consumers for goods and services as reported by Statistics Canada's The Consumer Price Index, Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was

Notes

Tableau 2 - Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1989-1990

Il convient de noter que les chiffres relatifs à la contribution totale des provinces et territoires sont fondés sur les données des tableaux 1, 3 et 4. Toutes les notes afférentes à ces tableaux s'appliquent donc au tableau 2.

(1) Contribution des provinces et territoires

Désigne les fonds alloués par les provinces et territoires. Les contributions des provinces et territoires sont calculées de telle sorte qu'elles équivalent aux dépenses totales moins la somme des contributions fédérales à l'aide juridique au criminel et au civil, des subventions fédérales directes et des recettes autres que les subventions des provinces. Les fonds payés par l'administration fédérale dans le cadre du programme de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour le partage des coûts de l'aide juridique au civil sont défaillants pour 8 provinces: Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

(2) L'indice des prix à la consommation

Pour éliminer les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles pour les biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer

used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

(3) Population

Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1986-87, 1988-89 and 1989-90 data are updated postcensal estimates and the 1987-88 data are preliminary postcensal estimates.

(4) Newfoundland

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$1,426,000 (1986-87), \$426,000 (1987-88), \$547,000 (1988-89) and \$183,000 (1989-90).

(5) Nova Scotia

Considered in the calculation are federal contributions to civil legal aid of \$751,400 (1985-86), \$835,000 (1986-87), \$1,348,600 (1987-88), \$1,577,000 (1988-89) and \$773,000 (1989-90).

(6) New Brunswick

Considered in the calculation are federal contributions to civil legal aid of \$301,500 (1985-86), \$105,900 (1986-87) \$103,800 (1987-88), \$56,000 (1988-89) and \$19,000 (1989-90).

les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes, on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(3) Population

Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1er octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1986-1987, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires à jour, et les données de 1987-1988 sont des estimations postcensitaires provisoires.

(4) Terre-Neuve

Les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique en matière civile, se chiffrant à 1,426,000\$ (1986-1987), 426,000\$ (1987-1988), 547,000\$ (1988-1989) et 183,000\$ (1989-1990), sont comprises dans les calculs.

(5) Nouvelle-Écosse

Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de 751,400\$ (1985-1986), 835,000\$ (1986-1987), 1,348,600\$ (1987-1988), 1,577,000\$ (1988-1989) et 773,000\$ (1989-1990).

(6) Nouveau-Brunswick

Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de 301,500\$ (1985-1986), 105,900\$ (1986-1987), 103,800\$ (1987-1988), 56,000\$ (1988-1989) et 19,000\$ (1989-1990).

(7) Quebec

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$19,482,300 (1985-86), \$17,989,100 (1986-87), \$18,248,500 (1987-88), \$21,986,000 (1988-89) and \$25,168,000 (1989-90).

(7) Québec

Sont prises en compte dans les calculs des contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil aux montants de 19,482,300\$ (1985-1986), 17,989,100\$ (1986-1987), 18,248,500\$ (1987-1988), 21,986,000\$ (1988-1989), et 25,168,000\$ (1989-1990).

(8) Ontario

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$7,759,800 (1985-86), \$10,071,500 (1986-87), \$12,305,000 (1987-88), \$12,943,000 (1988-89) and \$17,619,000 (1989-90).

(8) Ontario

Sont prises en compte dans les calculs des contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil au montants de 7,759,800\$ (1985-1986), 10,071,500\$ (1986-1987), 12,305,000\$ (1987-1988), 12,943,000\$ (1988-1989), et 17,619,000\$ (1989-1990).

(9) Manitoba

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$921,800 (1985-86), \$1,095,400 (1986-87), \$1,219,400 (1987-88), \$1,409,000 (1988-89) and \$1,730,000 (1989-90). Also considered in the calculations is a Department of Justice Canada grant of \$64,000 1,250 in (1985-86). This grant provided support for the Plan's Public Interest Law Department.

(9) Manitoba

Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de 921,800\$ (1985-1986), 1,095,400\$ (1986-1987), 1,219,400\$ (1987-1988), 1,409,000\$ (1988-1989) et 1,730,000\$ (1989-1990). Y compris une subvention du ministère fédéral de la Justice, au montant de 1,250\$ (1985-1986). Cette subvention a servi à financer le «Public Interest Law Department» du régime.

(10) Saskatchewan

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$602,700 (1985-86), \$848,400 (1986-87), \$1,255,000 (1987-88), and \$591,000 (1989-90).

(10) Saskatchewan

Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de 602,700\$ (1985-1986), 848,400\$ (1986-1987), 1,255,000\$ (1987-1988), et 591,000\$ (1989-1990).

(11) British Columbia

Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of \$3,612,400 (1985-86), \$3,247,600 (1986-87) \$4,716,000 (1987-88), \$5,346,000 (1988-89) and \$3,715,000 (1989-

(11) Colombie-Britannique

Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de 3,612,400\$ (1985-1986), 3,247,600\$ (1986-1987), 4,716,000\$

90).

(1987-1988), 5,346,000\$ (1988-
1989) et 3,715,000\$ (1989-1990).

Federal Contribution to
Criminal Legal Aid, Canada,
the Provinces and
Territories. Expenditure
Years 1980-81 to 1989-90

Justice Canada and the provincial and territorial governments have shared the cost of legal aid for certain criminal matters since 1972. More recently in 1980, Health and Welfare Canada formally began sharing the cost of civil legal aid with the provinces and territories under the Canada Assistance Plan.

Figure 3a) presents the contributions these two federal departments have made, in current and constant dollars, from 1980-81 to 1989-90 for Justice Canada and from 1985-86 to 1989-90 for Health and Welfare Canada. Constant dollar contributions to criminal legal aid increased by an average of 10% per year from \$51.4 million in 1985-86 to \$76.4 million in 1989-90. Constant dollar contributions to civil legal aid increased by an average of 5% per year from \$34.8 million in 1985-86 to \$43.0 million in 1989-90.

The 1982-83 portion of both criminal trend lines has been removed due to the change from retroactive to

Contribution fédérale au
chapitre de l'aide juridique
en matière criminelle,
Canada, provinces et
territoires, années de
dépenses 1980-1981 à 1989-
1990

Justice Canada et les administrations provinciales et territoriales se partagent les coûts de l'aide juridique pour certaines affaires criminelles depuis 1972. En 1980, Santé et Bien-être social Canada a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.

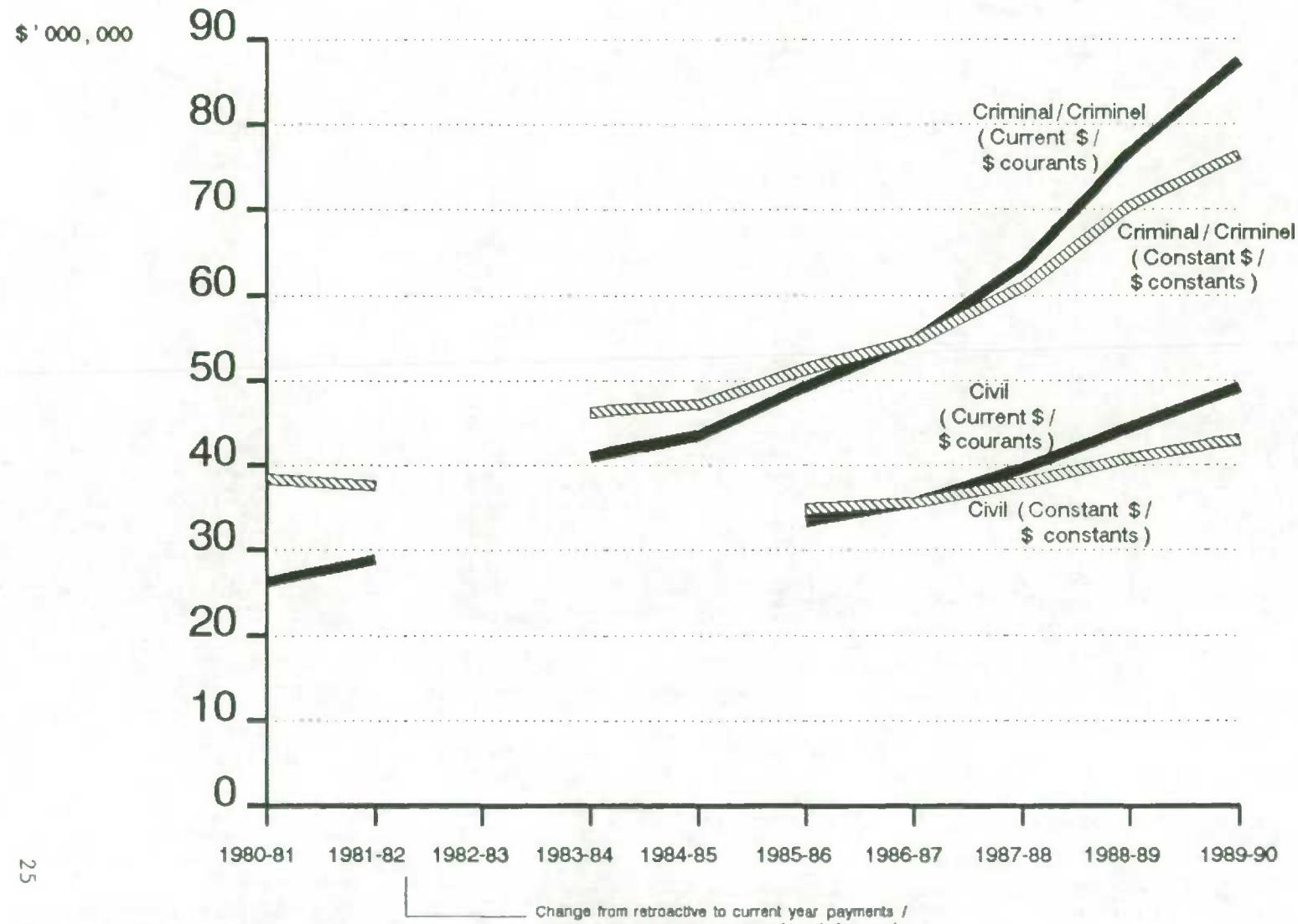
La figure 3a) montre les contributions faites en dollars courants et en dollars constants par ces deux ministères fédéraux, soit Justice Canada de 1980-1981 à 1989-1990 et Santé et Bien-être social Canada de 1985-1986 à 1989-1990. Les contributions exprimées en dollars constants en matière criminelle se sont accrues de 10% en moyenne par année, passant de 51.4\$ millions en 1985-1986 à 76.4\$ millions en 1989-1990. Les contributions exprimées en dollars constants en matière civile se sont accrues de 5% en moyenne par année, passant de 34.8\$ millions en 1985-1986 à 43.0\$ millions en 1989-1990.

La partie des deux courbes en matière criminelle qui se rapporte à 1982-1983 a été supprimée étant donné que

current year payments. No federal government contribution was paid for 1982-83. However, cashflow from the federal government to the provinces and territories was not interrupted because the 1981-82 contribution was paid to the provinces and territories in 1982-83.

les paiements se font maintenant pour l'année courante et non pour l'année précédente. L'administration fédérale n'a versé aucun fonds pour 1982-1983. Cependant, les mouvements de fonds entre l'administration fédérale, les provinces et territoires n'ont pas été interrompus, parce que la contribution de 1981-1982 a été versée aux provinces et territoires en 1982-1983.

Figure 3a) Federal Contribution to Criminal and Civil Legal Aid.
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle et civile.



Source : Table 3 and Footnotes for Table 2 /
 Tableau 3 et les notes pour le tableau 2

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1) Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)				CPI (3) Fiscal Average 1986-87=100	Population (4)			
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Net Cost-Shared Expenditure (2)					
Province ou territoire et année	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants		CPI (3) Moyenne financière 1986-1987=100			
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Net Cost-Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita			
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$			
	Par habitant	Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)	Par habitant		'000 en milliers			
Newfoundland (5) Terre-Neuve	1980-81	430	0.76	90	477	629	1.11	68.4	566.9
	1981-82	629	1.11	90	698	819	1.44	76.8	567.6
	1982-83	-	-	-	849	-	-	84.4	560.9
	1983-84	750	1.31	90	834	846	1.48	88.7	571.8
	1984-85	811	1.42	90	901	879	1.54	92.3	571.3
	1985-86	939	1.65	90	1,043	978	1.72	96.0	569.3
	1986-87	1,220	2.16	90	1,364	1,228	2.16	100.0	568.1
	1987-88	1,427 (r)	2.51	86	1,644 (r)	1,367	2.41	104.4	567.5
	1988-89	1,549	2.72	77	2,003	1,425	2.51	108.7	568.5
	1989-90	1,700	2.97	83	2,040	1,486	2.60	114.4	572.4
Prince Edward Island (6) Île-du-Prince-Édouard	1980-81	91	0.74	90	101	133	1.09	68.4	122.5
	1981-82	115	0.94	90	126	150	1.22	76.8	122.6
	1982-83	-	-	-	133	-	-	84.4	123.0
	1983-84	136	1.09	90	151	153	1.23	88.7	124.4
	1984-85	141	1.13	90	157	153	1.22	92.3	125.3
	1985-86	143	1.13	90	159	149	1.18	96.0	126.1
	1986-87	180	1.42	90	200	180	1.42	100.0	126.8
	1987-88	174 (r)	1.36	90	193 (r)	167	1.31	104.4	127.6
	1988-89	195 (r)	1.51	83	235 (r)	179	1.39	108.7	129.2
	1989-90	225	1.73	89	252	197	1.51	114.4	130.1
Nova Scotia (7) Nouvelle-Écosse	1980-81	946	1.12	74	1,286	1,383	1.63	68.4	846.8
	1981-82	1,052	1.24	69	1,521	1,370	1.61	76.8	848.6
	1982-83	-	-	-	1,708	-	-	84.4	853.1
	1983-84	1,358	1.58	74	1,842	1,531	1.78	88.7	860.6
	1984-85	1,630	1.88	72	2,256	1,766	2.04	92.3	867.6
	1985-86	1,840	2.11	73	2,535	1,917	2.20	96.0	872.1
	1986-87	2,166	2.47	69	3,131	2,166	2.47	100.0	875.7
	1987-88	2,491	2.83	78	3,214	2,386	2.71	104.4	881.3
	1988-89	2,754	3.12	77	3,560	2,534	2.87	108.7	883.9
	1989-90	3,222	3.63	78	4,155	2,816	3.17	114.4	887.7
New Brunswick (8) Nouveau-Brunswick	1980-81	651	0.94	90	723	952	1.37	68.4	696.0
	1981-82	789	1.13	90	876	1,027	1.48	76.8	695.6
	1982-83	-	-	-	1,017	-	-	84.4	699.5
	1983-84	798	1.13	90	887	900	1.28	88.7	705.1
	1984-85	902	1.27	90	1,002	977	1.38	92.3	709.1
	1985-86	920	1.30	90	1,022	958	1.35	96.0	710.4
	1986-87	1,077	1.52	90	1,197	1,077	1.52	100.0	710.7
	1987-88	1,115	1.57	90	1,239	1,068	1.50	104.4	712.4
	1988-89	1,201 (r)	1.68	89	1,351	1,105	1.55	108.7	715.0
	1989-90	1,229	1.71	90	1,368	1,074	1.49	114.4	720.7

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1) Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)					CPI (3) Fiscal Average 1986-87=100	Population (4)
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Net Cost-Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita	
Province ou territoire et année	Current Dollars - Dollars courants				Constant Dollars - Dollars constants		CPI (3) Moyenne financière 1986-1987=100
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Net Cost-Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita	CPI (3) Moyenne financière 1986-1987=100
	Par habitant	Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)		Par habitant		
	\$'000 milliers de \$	\$	\$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$	'000 en milliers
Quebec (9)							
Québec	1980-81	7,042	1.10	54	13,040	1.61	68.4
	1981-82	7,042	1.09	50	14,205	1.42	76.8
	1982-83	-	-	-	16,917	-	84.4
	1983-84	10,760	1.66	55	19,467	1.87	88.7
	1984-85	12,043	1.85	56	21,351	2.01	92.3
	1985-86	12,760	1.96	54	23,449	2.04	96.0
	1986-87	11,939	1.82	55	21,905	1.82	100.0
	1987-88	14,664 (r)	2.22	55	26,891 (r)	2.13	104.4
	1988-89	15,360 (r)	2.31	55	28,157 (r)	2.12	108.7
	1989-90	16,043	2.39	55	29,404	2.09	114.4
Ontario (10)							
	1980-81	9,488	1.10	38	25,070	1.62	68.4
	1981-82	10,517	1.22	37	29,544	1.58	76.8
	1982-83	-	-	-	29,786	-	84.4
	1983-84	14,546	1.65	40	36,533	1.86	88.7
	1984-85	14,412	1.61	45	32,190	1.75	92.3
	1985-86	16,636	1.84	46	36,009	1.91	96.0
	1986-87	20,434	2.23	46	44,531	2.23	100.0
	1987-88	25,293 (r)	2.71	46	55,453 (r)	2.60	104.4
	1988-89	34,254 (r)	3.61	46	74,958 (r)	3.32	108.7
	1989-90	41,231	4.28	46	90,102	3.74	114.4
Manitoba (11)							
	1980-81	1,161	1.13	47	2,452	1.66	68.4
	1981-82	1,291	1.26	49	2,626	1.64	76.8
	1982-83	-	-	-	3,673	-	84.4
	1983-84	1,726	1.65	39	4,464	1.85	88.7
	1984-85	2,054	1.94	44	4,663	2.225	92.3
	1985-86	2,240	2.10	46	4,898	2,333	96.0
	1986-87	2,640	2.46	46	5,763	2,640	100.0
	1987-88	2,822	2.61	46	6,156	2,703	104.4
	1988-89	3,114	2.87	46	6,795	2,865	108.7
	1989-90	3,384	3.12	46	7,386	2,958	114.4
Saskatchewan (12)							
	1980-81	1,066	1.11	42	2,546	1.62	68.4
	1981-82	1,185	1.22	39	3,020	1,59	76.8
	1982-83	-	-	-	3,081	-	84.4
	1983-84	1,549	1.56	48	3,227	1,76	88.7
	1984-85	1,781	1.77	48	3,694	1,930	92.3
	1985-86	2,250	2.23	49	4,633	2,364	96.0
	1986-87	2,331	2.31	49	4,785	2,331	100.0
	1987-88	2,129 (r)	2.10	50	4,231	2,039	104.4
	1988-89	2,405 (r)	2.38	54	4,446 (r)	2,213	108.7
	1989-90	2,418	2.41	54	4,480	2,114	114.4

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1) Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)				CPI (3) Fiscal Average 1986-87=100	Population (4)	
	Total \$'800 milliers de \$	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Net Cost-Shared Expenditure (2)			
	Par habitant	Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)	Par habitant			
	\$	%	\$	\$	'000 milliers de \$	'000 en milliers	
Alberta (13)	2,203	1.01	55	4,040	3,221	68.4	2179.6
1981-82	2,464	1.08	45	5,430	3,208	76.8	2271.2
1982-83	-	-	-	7,183	-	84.4	2325.5
1983-84	3,884	1.66	47	8,303	4,379	88.7	2337.2
1984-85	4,374	1.87	49	8,917	4,739	92.3	2333.3
1985-86	5,209	2.22	49	10,597	5,426	96.0	2349.5
1986-87	5,721	2.41	49	11,624	5,721	100.0	2374.2
1987-88	6,050	2.54	49	12,285	5,795	104.4	2381.8
1988-89	6,510 (r)	2.70	52	12,631	5,989	108.7	2407.9
1989-90	6,742	2.76	51	13,094	5,893	114.4	2440.3
British Columbia (14) Colombie-Britannique	2,854	1.06	52	5,512	4,173	68.4	2694.2
1981-82	3,184	1.15	51	6,269	4,146	76.8	2763.2
1982-83	-	-	-	9,813	-	84.4	2798.2
1983-84	4,635	1.64	44	10,650	5,225	88.7	2826.9
1984-85	4,355	1.52	44	9,873	4,718	92.3	2858.2
1985-86	5,129	1.78	51	10,144	5,343	96.0	2879.8
1986-87	5,584	1.92	51	11,047	5,584	100.0	2901.4
1987-88	5,975	2.03	51	11,822	5,723	104.4	2945.9
1988-89	7,643	2.54	54	14,125	7,031	108.7	3009.1
1989-90	8,998	2.92	54	16,661	7,865	114.4	3083.3
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (15)	278	6.16	50	556	406	68.4	45.1
1981-82	415	8.92	50	834	540	76.8	46.5
1982-83	471	9.79	50	941	558	84.4	48.1
1983-84	558	11.27	50	1,116	629	88.7	49.5
1984-85	661	13.04	50	1,323	716	92.3	50.7
1985-86	842	16.22	50	1,684	877	96.0	51.9
1986-87	950	18.38	50	1,900	950	100.0	51.7
1987-88	1,190 (r)	23.06	50	2,381 (r)	1,140	104.4	51.6
1988-89	1,283 (r)	24.44	50	2,545 (r)	1,180	108.7	52.5
1989-90	1,626	30.34	50	3,251	1,421	114.4	53.6
Yukon Territory (16) Territoire du Yukon	72	3.17	36	198	105	68.4	22.7
1981-82	220	9.40	40	554	286	76.8	23.4
1982-83	261	11.11	45	581	309	84.4	23.5
1983-84	330	14.35	46	717	372	88.7	23.0
1984-85	370	15.81	47	784	401	92.3	23.4
1985-86	412	17.46	48	855	429	96.0	23.6
1986-87	439	18.29	49	895	439	100.0	24.0
1987-88	372 (r)	15.00	50	744 (r)	356	104.4	24.8
1988-89	383 (r)	15.08	50	765 (r)	352	108.7	25.4
1989-90	631	24.65	50	1,263	552	114.4	25.6

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1) Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)				CPI (3) Fiscal Average 1986-87-100	Population (4)
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants		
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost-Shared Expenditure	Total	Per Capita	CPI (3) Moyenne financière 1986-1987-100
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	'000 en milliers
Canada (17)						
1980-81	26,282	1.09	47	56,001	1.59	68.4
1981-82	28,903	1.18	45	64,705	1.54	76.8
1982-83	732	0.03	1	75,681	0.04	84.4
1983-84	41,030	1.65	47	88,191	1.86	88.7
1984-85	43,535	1.74	50	87,111	1.88	92.3
1985-86	49,320	1.95	51	97,029	2.04	96.0
1986-87	54,691	2.15	50	108,349	2.15	100.0
1987-88	63,579 (r)	2.47	50	126,116 (r)	2.37	104.4
1988-89	76,649 (r)	2.95	51	151,572 (r)	2.71	108.7
1989-90	87,451	3.32	50	173,455	2.90	114.4

Footnotes

Table 3 - Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1980-81 to 1989-90

(1) Federal Contribution to Criminal Legal Aid

Refers to monies contributed by the Department of Justice Canada. Due to the change from retroactive to current year payments, no federal government contribution was paid for the 1982-83 expenditure year. However, cash-flow from the federal government to the provinces and territories was not interrupted because the 1981-82 contribution was paid to the provinces and territories in 1982-83 (i.e. the last lag year payment). Should the federal and provincial and territorial governments terminate the agreement before April 1, 1994, the contribution will become payable retroactively for the expenditure year 1982-83. The figures for 1980-81 and later include contributions to shareable administrative costs. The figures for 1984-85 and onwards represent total monies contributed under the terms of the adult criminal and young offender legal aid cost-sharing agreements.

(2) Net Cost-Shared Expenditure
Represents the claims by the provinces and territories for costs incurred by each Legal Aid Plan on matters specified by the federal-provincial and territorial cost-sharing agreements for

Notes

Tableau 3 - Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1980-1981 à 1989-1990

(1) Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle

Désigne des fonds alloués par le ministère fédéral de la Justice. Étant donné que les paiements se font maintenant pour l'année courante et non pour l'année précédente, l'administration fédérale n'a versé aucun fonds pour 1982-1983 (année visée par les frais). Cependant, les mouvements de fonds entre l'administration fédérale et les provinces et territoires n'ont pas été interrompus, parce que la contribution de 1981-1982 a été versée aux provinces en 1982-1983 (dernier paiement retardé). Si les administrations fédérale et provinciales mettaient fin à l'entente avant le 1er avril 1994, les fonds devraient alors être versés rétroactivement pour 1982-1983 (année visée par les frais). Les chiffres pour 1980-1981 et les exercices suivants comprennent des contributions aux coûts administratifs partageables. Les chiffres pour 1984-1985 et les exercices suivants représentent les sommes totales versées en vertu des ententes de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes et des jeunes contrevenants.

(2) Dépenses nettes admissibles au partage des coûts

Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts représentent les frais, dont les provinces demandent le remboursement, qu'ont engagés les régimes d'aide

criminal legal aid. It covers both legal service costs and associated administrative expenses. Such an amount is net of all contributions and recoveries received from clients. Net cost-shared expenditures are calculated on a province-by-province and territorial basis; therefore, caution must be exercised when making inter-provincial and territorial comparisons.

juridique concernant les questions précisées dans l'entente fédérale-provinciale de partage des coûts en matière d'aide juridique au criminel. Ces dépenses comprennent les coûts afférents aux services juridiques et les frais administratifs connexes. Ce montant est diminué des contributions des clients et des frais recouvrés. Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts sont calculées province par province ou territoire; par conséquent, il faut faire preuve de prudence au moment de l'établissement de comparaisons entre les provinces ou territoires.

(3) Gross Domestic Product

To control for inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure for goods and services as reported by Statistics Canada's The Consumer Price Index, Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

(3) Produit intérieur brut

Pour éliminer les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles pour les biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes, on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(4) Population

Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1986-87, 1988-89 and 1989-90 data are updated postcensal estimates and the 1987-88 data are preliminary postcensal estimates.

(4) Population

Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1er octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1986-1987, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires à jour, et les données de 1987-1988 sont des estimations postcensitaires provisoires.

(5) Newfoundland

Included are retroactively paid differential payments of \$18,237 (1979-80) and \$150,828 (1981-82). The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$57,450 (1984-85), \$106,802 (1985-86), \$182,942 (1986-87), \$307,530 (1987-88), \$276,300 (1988-89) and \$276,300 (1989-90).

(6) Prince Edward Island

Included are retroactively paid differential payments of \$3,311 for fiscal year 1980-81 and \$18,194 for 1981-82. A federal grant of \$25,592 for coverage of family matters is excluded from 1980-81. The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$13,161 (1984-85), \$43,689 (1985-86), \$43,961 (1986-87), \$46,490 (1987-88), \$50,390 (1988-89) and \$68,000 (1989-90).

(7) Nova Scotia

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$139,015 (1984-85), \$291,124 (1985-86), \$401,672 (1986-87), \$482,494 (1987-88), \$503,328 (1988-89) and \$634,500 (1989-1990).

(8) New Brunswick

Included is a retroactively paid differential payment of \$64,943 for 1981-82. The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$26,354 (1984-85), \$68,433 (1985-86), \$118,424 (1986-87), \$147,993 (1987-88), \$180,542 (1988-89) and \$184,546 (1989-90).

(5) Terre-Neuve

Y compris les paiements d'appoint versés rétroactivement totalisant 18,237\$ pour l'exercice financier 1979-1980 et 150,828\$ pour l'exercice 1981-1982. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 57,450\$ (1984-1985), 106,802\$ (1985-1986), 182,942\$ (1986-1987), 307,530\$ (1987-1988), 276,300\$ (1988-1989) et 276,300\$ (1989-1990).

(6) île-du-Prince-Édouard

Y compris les paiements d'appoint versés rétroactivement totalisant 3,311\$ pour l'exercice financier 1980-1981 et 18,194\$ pour l'exercice 1981-1982. N'est pas prise en compte pour 1980-1981 une subvention fédérale de 25,592\$ concernant les affaires relevant du droit de la famille. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 13,161\$ (1984-1985), 43,689\$ (1985-1986), 43,961\$ (1986-1987), 46,490\$ (1987-1988), 50,390\$ (1988-1989) et 68,000 (1989-1990).

(7) Nouvelle-Écosse

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 139,015\$ (1984-1985), 291,124\$ (1985-1986), 401,672\$ (1986-1987), 482,494\$ (1987-1988), 503,328\$ (1988-1989) et 634,500\$ (1989-1990).

(8) Nouveau-Brunswick

Y compris un paiement d'appoint versé rétroactivement totalisant 64,943\$ pour l'exercice 1981-1982. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 26,354\$ (1984-1985), 68,433\$ (1985-1986), 118,424\$ (1986-1987), 147,993\$

(1987-1988), 180,542\$ (1988-1989) et 184,546\$ (1989-1990).

(9) Quebec

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$856,953 (1984-85), \$1,370,985 (1985-86), \$1,084,707 (1986-87), \$1,261,986 (1987-88), \$1,266,345 (1988-89) and 1,292,606 (1989-90).

(9) Québec

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 856,953\$ (1984-1985), 1,370,985\$ (1985-1986), 1,084,707\$ (1986-1987), 1,261,986\$ (1987-1988), 1,266,345\$ (1988-1989) et 1,292,606\$ (1989-1990).

(10) Ontario

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$543,764 (1984-85), \$1,317,083 (1985-86), \$2,572,343 (1986-87) \$3,391,026 (1987-88), \$5,230,698 (1988-89) and \$6,856,511 (1989-90).

(10) Ontario

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 543,764\$ (1984-1985), 1,317,083\$ (1985-1986), 2,572,343\$ (1986-1987), 3,391,026\$ (1987-1988), 5,230,698\$ (1988-1989) et 6,856,511\$ (1989-1990).

(11) Manitoba

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$276,788 (1984-85), \$356,140 (1985-86), \$460,180 (1986-87), \$514,511 (1987-88), \$563,773 (1988-89) and \$608,813 (1989-90).

(11) Manitoba

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 276,788\$ (1984-1985), \$356,140 (1985-1986), 460,180\$ (1986-1987), 514,511\$ (1987-1988), 563,773\$ (1988-1989) et 608,813\$ (1989-1990).

(12) Saskatchewan

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$126,919 (1984-85), \$408,045 (1985-86), \$574,587 (1986-87) \$455,698 (1987-88), \$403,932 (1988-89) and \$455,000 (1989-90).

(12) Saskatchewan

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 126,919\$ (1984-1985), 408,045\$ (1985-1986), 574,587\$ (1986-1987), 455,698\$ (1987-1988), 403,932\$ (1988-1989) et 455,000\$ (1989-1990).

(13) Alberta

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$301,362 (1984-85), \$752,750 (1985-86), \$1,197,826 (1986-87), \$1,384,686 (1987-88), \$1,587,635 (1988-89) and \$1,785,500 (1989-90).

(13) Alberta

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 301,362\$ (1984-1985), 752,750\$ (1985-1986), 1,197,826\$ (1986-1987), 1,384,686\$ (1987-1988),

1,587,635\$ (1988-1989) et
1,785,500\$ (1989-1990).

(14) British Columbia

The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$451,138 (1984-85), \$658,127 (1985-86), \$851,909 (1986-87), \$991,231 (1987-88), \$1,261,249 (1988-89) and \$1,267,457 (1989-90).

(15) Northwest Territories

Included is the cost-shared funding of civil legal aid. The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$22,318 (1984-85), \$98,555 (1985-86), \$130,990 (1986-87), \$124,998 (1987-88), \$123,214 (1988-89) and \$211,000 (1989-90).

(16) Yukon Territory

Included is a retroactive differential payment of \$49,251 for 1980-81. Figures for the Yukon Territory include cost-shared funding of civil legal aid. Due to a change in the cost-sharing agreement, payments for the 1982-83 expenditure were made to the Yukon Territory and the Northwest Territories only. The federal contribution towards legal aid for young offenders was \$18,580 (1984-85), \$46,539 (1985-86), \$48,611 (1986-87), \$36,364 (1987-88), \$39,845 (1988-89) and \$67,000 (1989-90).

(17) Canada

Federal contribution towards legal aid for all Canadian young

(14) Colombie-Britannique

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 451,138\$ (1984-1985), 658,127\$ (1985-1986), 851,909\$ (1986-1987), 991,231\$ (1987-1988), 1,261,249\$ (1988-1989) et 1,267,457 (1989-1990).

(15) Territoires du Nord-Ouest

Y compris le financement selon le partage des coûts de l'aide juridique au civil. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 22,318\$ (1984-1985), 98,555\$ (1985-1986), 130,990\$ (1986-1987), 124,214\$ (1987-1988), 123,214\$ (1988-1989) et 211,000 (1989-1990).

(16) Territoire du Yukon

Y compris un paiement d'appoint versé rétroactivement au montant de 49,251\$ pour l'exercice 1980-1981. Les chiffres déclarés pour le Yukon comprennent le financement selon le partage des coûts de l'aide juridique au civil. En raison d'une modification apportée à l'entente sur le partage des coûts, les paiements pour 1982-1983 (année visée par les frais) ont été versés uniquement au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à 18,580\$ (1984-1985), 46,539\$ (1985-1986), 48,611\$ (1986-1987), 36,364\$ (1987-1988), 39,845\$ (1988-1989), et 67,000\$ (1989-1990).

(17) Canada

La contribution fédérale au chapitre des services d'aide

offenders was \$2,833,802 (1984-85), \$5,518,272 (1985-86), \$7,668,152 (1986-87), \$9,022,025 (1987-88), \$11,487,271 (1988-89) and \$13,707,233 (1989-90).

juridique pour tous les jeunes contrevenants s'élevait à 2,833,802\$ (1984-1985), 5,518,272\$ (1985-1986), 7,668,152\$ (1986-1987), 9,022,025\$ (1987-1988), 11,487,271\$ (1988-1989) et 13,707,233 (1989-1990).

Total Expenditure, Canada,
the Provinces and
Territories, 1980-81 to
1989-90.

In 1989-90, the national per capita legal aid expenditure was \$12.86 and the total expenditures were \$338.9 million. Figure 4a) displays the total and per capita expenditures for each province and territory, excluding Newfoundland. Generally, per capita spending on legal aid is lowest in Eastern Canada, ranging from \$3.06 in Prince Edward Island to \$8.36 in Nova Scotia and highest in the Yukon and Northwest Territories at \$33.03 and \$66.53 respectively. The Yukon and Northwest Territories have always reported the highest per capita expenditures. This is explained in part by the high cost of delivering services throughout sparsely populated regions.

Figure 4b) illustrates how national per capita spending levels changed from 1980-81 to 1989-90 in current and constant dollars. Constant dollar per capita expenditures increased by an average of 5% per year from \$7.19 in 1980-81 to \$11.24 in 1989-90.

Dépenses totales, Canada,
provinces et territoires,
1980-1981 à 1989-1990.

En 1989-1990, les dépenses par habitant pour l'aide juridique se sont élevées, pour l'ensemble du pays, à \$12.86 et les dépenses totales se sont établies à 338.9\$ millions. La figure 4a) présente pour chaque province et territoire les dépenses totales et par habitant à ce titre, à l'exclusion de Terre-Neuve. En règle générale, les dépenses par habitant les plus faibles sont enregistrées dans l'Est du Canada, allant de 3.06\$ à l'Île-du-Prince-Édouard à 8.36\$ en Nouvelle-Écosse, et les dépenses les plus élevées sont observées au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, où elles s'établissent à 33.03\$ et à 66.53\$ respectivement. Les dépenses par habitant les plus importantes ont toujours été faites par le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, ce qui en partie traduit les coûts élevés de la prestation des services fournis dans les régions peu peuplées.

La figure 4b) illustre de quelle façon les dépenses par habitant ont évolué de 1980-1981 à 1989-1990 en dollars courants et en dollars constants. Les dépenses par habitant exprimées en dollars constants se sont accrues de 5% en moyenne par année et passant de 7.19 \$ en 1980-1981 à 11.24\$ en 1989-1990.

Figure 4a) Per Capita Expenditure, 1989-90.
Dépenses par habitant, 1989-1990.

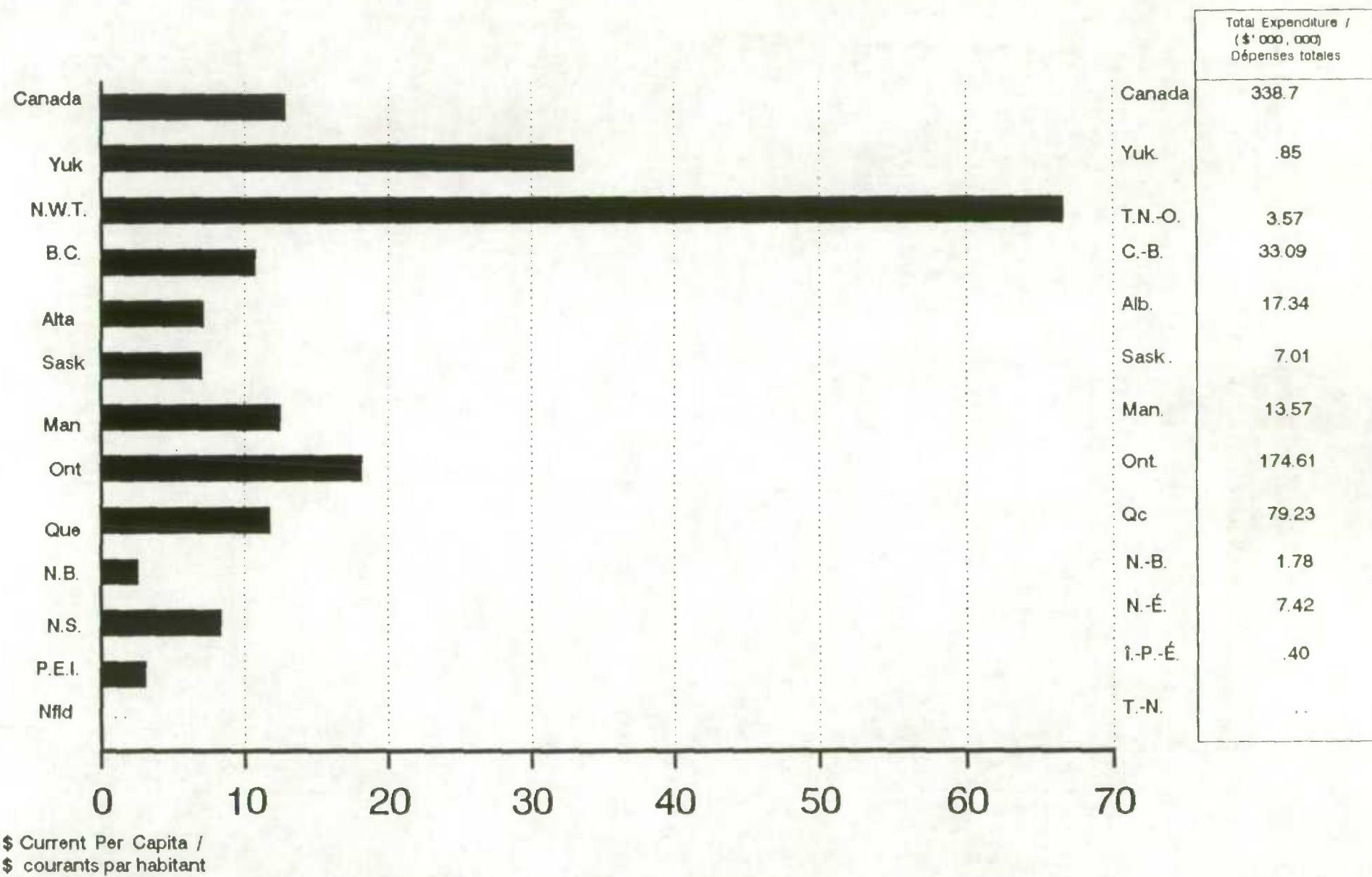


Figure 4b) Per Capita Expenditure, Canada.

Dépenses par habitant, Canada.

\$ Per Capita /
par habitant

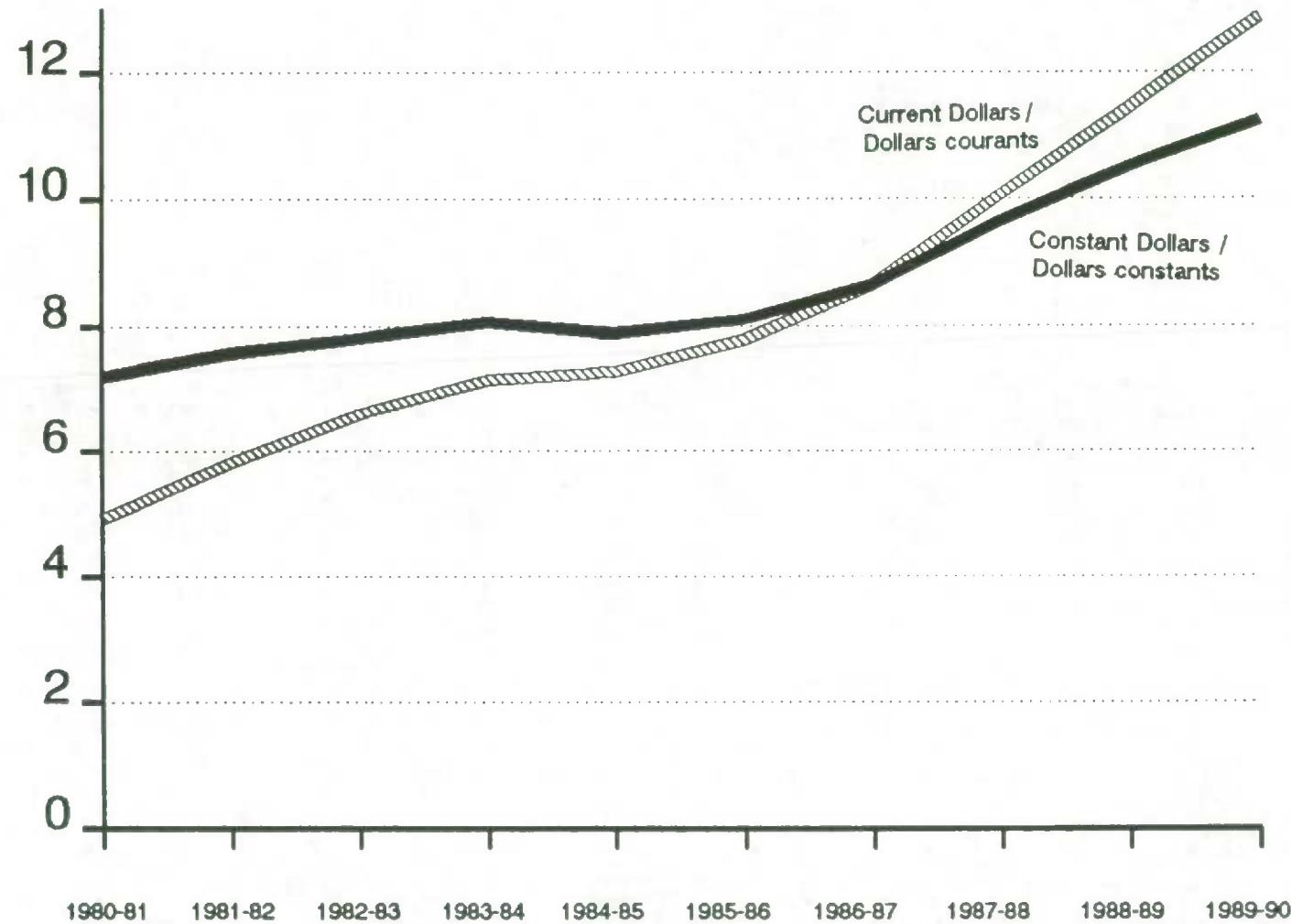


TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure			Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique			CPI (1) Fiscal Average 1986-1987-100	Population (2)	
	Current Dollars - Dollars courants		Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total			
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente	Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente	IPC (1) Moyenne financière 1986-1987-100		
	\$'000 milliers de \$	\$	#	\$'000 milliers de \$	\$	#		'000 en milliers	
Newfoundland	1980-81	794	1.40	14	1,161	2.05	3	66.4	566.9
Terre-Neuve	1981-82	1,023	1.80	29	1,332	2.35	15	76.8	567.6
	1982-83	1,265	2.22	24	1,499	2.63	13	84.4	568.9
	1983-84	1,179	2.06	-7	1,329	2.32	-11	88.7	571.8
	1984-85	1,408	2.46	19	1,525	2.67	15	92.3	571.3
	1985-86	1,699	2.98	21	1,770	3.11	16	96.0	569.3
	1986-87	2,690	4.74	58	2,690	4.74	52	100.0	568.1
	1987-88	..	..	..	..	..	..	104.4	567.5
	1988-89	..	..	..	..	..	..	108.7	568.5
	1989-90	..	..	..	..	..	..	114.4	572.4
Prince Edward Island (3)	1980-81	126	1.03	45	184	1.50	31	68.4	122.5
Île-du-Prince-Édouard	1981-82	158	1.29	25	206	1.68	12	76.8	122.6
	1982-83	169	1.37	7	200	1.63	-3	84.4	123.0
	1983-84	184	1.48	9	207	1.67	4	88.7	124.4
	1984-85	196	1.56	7	212	1.69	2	92.3	125.3
	1985-86	200	1.59	2	208	1.65	-2	96.0	126.1
	1986-87	269	2.12	35	269	2.12	29	100.0	126.8
	1987-88	286	2.24	6	274	2.15	2	104.4	127.6
	1988-89	319	2.47	12	293	2.27	7	108.7	129.2
	1989-90	398	3.06	25	348	2.67	19	114.4	130.1
Nova Scotia (4)	1980-81	2,356	2.78	18	3,444	4.07	7	68.4	846.8
Nouvelle-Écosse	1981-82	2,891	3.41	23	3,764	4.44	9	76.8	848.6
	1982-83	2,706	3.27	-4	3,301	3.87	-12	84.4	853.1
	1983-84	2,986	3.47	7	3,366	3.91	2	88.7	860.6
	1984-85	3,607	4.16	21	3,908	4.50	16	92.3	867.6
	1985-86	4,313	4.95	20	4,493	5.15	15	96.0	872.1
	1986-87	5,280	6.03	22	5,280	6.03	18	100.0	875.7
	1987-88	5,928	6.73	12	5,678	6.44	8	104.4	881.3
	1988-89	6,720	7.60	13	6,182	6.99	9	108.7	883.9
	1989-90	7,424	8.36	10	6,490	7.31	5	114.4	887.7
New Brunswick	1980-81	830	1.19	11	1,213	1.74	1	68.4	696.0
Nouveau-Brunswick	1981-82	1,264	1.82	52	1,646	2.37	36	76.8	695.6
	1982-83	2,635	3.77	108	3,122	4.46	90	84.4	699.5
	1983-84	2,227	3.16	-15	2,511	3.56	-20	88.7	705.1
	1984-85	2,010	2.83	-10	2,178	3.07	-13	92.3	709.1
	1985-86	1,932	2.72	-4	2,013	2.83	-8	96.0	710.4
	1986-87	2,150	3.03	11	2,150	3.03	7	100.0	710.7
	1987-88	2,197	3.08	2	2,104	2.95	-2	104.4	712.4
	1988-89	1,892 (r)	2.65	-14	1,741	2.43	-17	108.7	715.0
	1989-90	1,784	2.48	-6	1,560	2.16	-10	114.4	720.7

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure			Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique			CPI (1) Fiscal Average 1986-87-188	Population (2)	
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants					
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	IPC (1) Moyenne financière 1986-1987-100		
	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente		Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente				
	\$'008 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%		'008 en milliers	
Quebec	1980-81	41,725	6.52	16	61,001	9.53	5	68.4	6403.2
Québec	1981-82	45,700	7.09	10	59,505	9.23	-2	76.8	6444.7
	1982-83	52,710	8.16	15	62,453	9.66	5	84.4	6462.5
	1983-84	56,325	8.70	7	63,501	9.80	2	88.7	6476.9
	1984-85	60,096	9.25	7	65,109	10.02	3	92.3	6498.4
	1985-86	64,627	9.91	8	67,320	10.32	3	96.0	6522.7
	1986-87	63,906	9.75	-1	63,906	9.75	-5	100.0	6556.5
	1987-88	77,731	11.76	22	74,455	11.27	17	104.4	6608.9
	1988-89	79,556	11.96	2	73,189	11.00	--	108.7	6654.3
	1989-90	79,234	11.79	--	69,260	10.31	--	114.4	6717.8
Ontario (5)	1980-81	46,510	5.42	27	67,997	7.92	15	68.4	8586.7
	1981-82	56,241	6.51	21	73,230	8.47	8	76.8	8643.1
	1982-83	58,200	6.66	3	68,957	7.89	-6	84.4	8735.6
	1983-84	69,964	7.92	20	78,877	8.93	14	88.7	8832.8
	1984-85	69,850	7.81	-	75,677	8.46	-4	92.3	8947.9
	1985-86	74,969	8.20	7	78,093	8.63	3	96.0	9050.2
	1986-87	90,600	9.88	21	90,600	9.88	16	100.0	9166.8
	1987-88	113,468	12.16	25	108,686	11.64	20	104.4	9333.9
	1988-89	142,508	15.03	26	131,102	13.83	21	108.7	9479.8
	1989-90	174,612	18.12	23	152,633	15.84	16	114.4	9634.0
Manitoba (6)	1980-81	4,896	4.78	39	7,156	6.98	26	68.4	1824.8
	1981-82	5,201	5.06	6	6,772	6.59	-5	76.8	1827.4
	1982-83	6,981	6.72	34	8,271	7.97	22	84.4	1938.2
	1983-84	8,362	7.97	20	9,427	8.99	14	88.7	1949.1
	1984-85	8,275	7.83	-1	8,965	8.48	-5	92.3	1957.5
	1985-86	8,521	8.00	3	8,876	8.33	-1	96.0	1965.2
	1986-87	9,946	9.27	17	9,946	9.27	12	100.0	1973.2
	1987-88	10,701	9.91	8	10,250	9.49	3	104.4	1980.3
	1988-89	12,227	11.28	14	11,248	10.38	10	108.7	1983.8
	1989-90	13,570	12.50	11	11,862	10.92	5	114.4	1985.9
Saskatchewan (7)	1980-81	4,540	4.72	16	6,637	6.89	5	68.4	962.7
	1981-82	5,152	5.30	13	6,708	6.90	-	76.8	971.8
	1982-83	5,904	6.01	15	6,995	7.12	4	84.4	982.3
	1983-84	5,644	5.68	-4	6,363	6.40	-9	88.7	993.5
	1984-85	5,933	5.90	5	6,428	6.40	1	92.3	1004.8
	1985-86	6,176	6.11	4	6,433	6.37	-	96.0	1010.3
	1986-87	6,564	6.50	6	6,564	6.50	2	100.0	1009.9
	1987-88	6,121	6.05	-7	5,863	5.79	-11	104.4	1012.5
	1988-89	6,132	6.08	0	5,641	5.59	-4	108.7	1008.9
	1989-90	7,008	6.98	14	6,126	6.10	9	114.4	1003.9

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Legal Aid Expenditure Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique			CPI (1) Fiscal Average 1986-87=100			Population (2) '000 en milliers		
	Current Dollars - Dollars courants								
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total			
Par habitant			Variation en pourcentage par rapport l'année précédente	Par habitant			Variation en pour- centage par rapport l'année précédente		
\$'000 milliers de \$		\$	%	\$'000 milliers de \$		\$	%		
Alberta (8)	1980-81	5,384	2.47	18	7,871	3.61	7	68.4	2179.6
	1981-82	7,260	3.20	35	9,453	4.16	20	76.8	2271.2
	1982-83	9,457	4.07	30	11,205	4.82	19	84.4	2325.5
	1983-84	10,998	4.71	16	12,399	5.31	11	88.7	2337.2
	1984-85	11,459	4.91	4	12,415	5.32	-	92.3	2333.3
	1985-86	13,016	5.54	14	13,558	5.77	9	96.0	2349.5
	1986-87	15,491	6.52	19	15,491	6.52	14	100.0	2374.2
	1987-88	16,297	6.84	5	15,610	6.55	1	104.4	2381.8
	1988-89	17,036	7.08	5	15,672	6.51	0	108.7	2407.9
	1989-90	17,338	7.18	2	15,156	6.21	-3	114.4	2440.3
British Columbia (9)	1980-81	10,905	4.05	-6	15,943	5.92	-15	68.4	2694.2
Colombie-Britannique	1981-82	15,446	5.59	42	20,112	7.28	26	76.8	2763.2
	1982-83	20,333	7.27	32	24,091	8.61	20	84.4	2798.2
	1983-84	17,328	6.13	-15	19,536	6.91	-19	88.7	2826.9
	1984-85	16,564	5.80	-4	17,946	6.28	-8	92.3	2858.2
	1985-86	18,656	6.48	13	19,433	6.75	6	96.0	2879.8
	1986-87	20,643	7.11	11	20,643	7.11	6	100.0	2901.4
	1987-88	22,813	7.74	11	21,852	7.42	6	104.4	2945.9
	1988-89	27,000	8.97	18	24,839	8.25	14	108.7	3009.1
	1989-90	33,088	10.73	23	28,923	9.38	16	114.4	3083.3
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (10)	1980-81	563	12.48	24	823	18.25	12	68.4	45.1
	1981-82	1,199	25.78	113	1,561	33.57	90	76.8	46.5
	1982-83	1,420	29.52	18	1,682	34.98	8	84.4	48.1
	1983-84	1,587	32.06	12	1,789	36.14	6	88.7	49.5
	1984-85	1,878	37.04	18	2,035	40.13	14	92.3	50.7
	1985-86	1,372	26.44	-27	1,429	27.54	-30	96.0	51.9
	1986-87	1,521	29.42	11	1,521	29.42	6	100.0	51.7
	1987-88	2,921	56.61	92	2,798	54.22	84	104.4	51.6
	1988-89	3,352 (r)	63.85	15	3,084	58.74	10	108.7	52.5
	1989-90	3,566	66.53	6	3,117	58.16	1	114.4	53.6
Yukon Territory (11) Territoire du Yukon	1980-81	170	7.49	23	249	10.95	11	68.4	22.7
	1981-82	536	22.91	215	698	29.83	181	76.8	23.4
	1982-83	590	25.11	10	699	29.75	-	84.4	23.5
	1983-84	756	32.87	28	852	37.06	22	88.7	23.0
	1984-85	793	33.89	5	859	36.72	-	92.3	23.4
	1985-86	863	36.57	9	899	38.09	5	96.0	23.6
	1986-87	909	37.88	5	909	37.88	1	100.0	24.0
	1987-88	748	30.16	-18	716	28.89	-21	104.4	24.8
	1988-89	783	30.82	5	720	28.35	1	108.7	25.4
	1989-90	846	33.03	8	739	28.87	3	114.4	25.6

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure			Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique			CPI (1) Fiscal Average 1986-87=100	Population (2)	
	Current Dollars - Dollars courants		Constant Dollars - Dollars constants	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total			
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	IPC (1) Moyenne financière 1986-1987=100		
		Par habitant	Variation en pourcentage par rapport l'année précédente		Par habitant	Variation en pour- centage par rapport l'année précédente			
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%		'000 en milliers	
Canada (12)	1980-81	118,799	4.92	19	173,683	7.18	7	68.4	24151.1
	1981-82	142,071	5.82	20	184,988	7.57	7	76.0	24425.7
	1982-83	162,450	6.59	14	192,476	7.81	4	84.4	24658.4
	1983-84	177,540	7.14	9	200,158	8.05	4	88.7	24850.8
	1984-85	182,069	7.27	3	197,250	7.88	-1	92.3	25047.4
	1985-86	196,344	7.78	8	204,525	8.11	4	96.0	25231.1
	1986-87	219,969	8.65	12	219,969	8.65	0	100.0	25438.2
	1987-88	259,211 (r)	10.07	18	248,206	9.65	13	104.4	25728.5
	1988-89	297,525 (r)	11.44	15	273,712	10.52	10	108.7	26018.4
	1989-90	338,868	12.86	14	296,213	11.24	8	114.4	26355.2

Footnotes

Table 4 - Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1980-81 to 1989-90

(1) Consumer Price Index

To control for inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure for goods and services as reported by Statistics The Consumer Price Index Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

(2) Population

Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1986-87, 1988-89 and 1989-90 data are updated postcensal estimates and the 1987-88 data are preliminary postcensal estimates.

(3) Prince Edward Island

Some financial services are provided by the provincial government free of charge.

(4) Nova Scotia

A "modified accrual" accounting system is used to facilitate the inclusion of accrued private solicitor fees.

(5) Ontario

Notes

Tableau 4 - Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1980-1981 à 1989-1990

(1) L'indice des prix à la consommation

Pour éliminer les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles relatives aux biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes, on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(2) Population

Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1er octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1986-1987, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires à jour, et les données de 1987-1988 sont des estimations postcensitaires provisoires.

(3) île-du-Prince-Édouard

Certains services financiers sont assurés gratuitement par l'administration provinciale.

(4) Nouvelle-Écosse

La méthode de «comptabilité d'exercice modifiée» est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.

(5) Ontario

Includes funding for the Student Legal Aid Society, Independent Community Law Clinics, and Northern Legal Services.

Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, le financement de les Cliniques juridiques communautaires indépendante, et «Northern Legal Services».

(6) Manitoba

A health and education tax levy is included from 1986-87 onwards.

(6) Manitoba

A partir de 1986-1987, un prélèvement d'impôt en matière de santé et d'éducation est comprise dans les chiffres.

(7) Saskatchewan

Value for free services (i.e. rent) is not included in the figures. Data reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

(7) Saskatchewan

La valeur des services gratuits (c.-à-d. le loyer) n'est pas comprise dans les chiffres. Les données déclarées à partir de 1987-1988 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(8) Alberta

A cash-based accounting system was used up to and including fiscal year 1985-86. Data reported for 1986-87 onwards are based on accrual accounting procedures.

(8) Alberta

La méthode de la comptabilité de caisse a servi jusqu'à l'exercice financier 1985-1986 inclusivement. Les données déclarées pour les exercices 1986-1987 et suivants sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(9) British Columbia

Figures for 1980-81 and 1981-82 are aggregates of the financial statements of the Legal Services Commission and the Legal Aid Society. The figures reported from 1982-83 through to the current fiscal year are based on an accrual system of accounting. Commencing in 1982-83, the Native Courtworker and Counselling Association was directly funded by the Ministry of the Attorney General, rather than by the Plan. The Plan pays reduced rent for head office space due to efforts of the City of Vancouver.

(9) Colombie-Britannique

Les chiffres pour les exercices 1980-1981 et 1981-1982 sont tirés des états financiers de la Commission des services juridiques et de la Société d'aide juridique. Les chiffres déclarés à partir de l'exercice 1982-1983 sont fondés sur la méthode de la comptabilité d'exercice. Depuis 1982-1983, le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones et l'Association de conseillers sont financés directement par le ministère du Procureur général plutôt que par le régime. Le régime loue à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver.

(10) Northwest Territories

Office space and financial

(10) Territoires du Nord-Ouest

Les locaux et les services

administration services provided by the territorial government are not included. Included are monies for the funding of the Mackenzie Court Workers Services in the amounts of \$341,000 (1981-82), \$443,000 (1982-83), \$413,000 (1983-84), \$495,000 (1984-85), \$546,000 (1985-86), \$614,000 (1986-87), \$635,000 (1987-88), \$691,000 (1988-89) and \$678,000 (1989-90).

(11) Yukon Territory

Services, supplies, CPU time and equipment as well as accommodation provided by the territorial government are not included.

(12) Canada

Canada totals for fiscal years 1987-88, 1988-89 and 1989-90 exclude Newfoundland.

d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus. Sont prises en compte les sommes de 341,000\$ (1981-1982), 443,000\$ (1982-1983), 413,000\$ (1983-1984) 495,000\$ (1984-1985), 546,000\$ (1985-1986), 614,000\$ (1986-1987), 635,000\$ (1987-1988), 691,000\$ (1988-1989) et 678,000\$ (1989-1990) consacrées au financement du «Mackenzie Court Workers Services».

(11) Territoire du Yukon

Les services, les fournitures, le temps d'utilisation du processeur et le matériel ainsi que les locaux fournis par l'administration territoriale ne sont pas pris en compte.

(12) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 ne comprennent pas Terre-Neuve.

Expenditure by Object.
Canada, the Provinces and
Territories, 1981-82 to
1989-90.

Figure 5a) illustrates the criminal, civil, and central administrative expenditures for all provinces and territories in 1989-90, excluding Newfoundland. The criminal/civil breakdown is not available for Nova Scotia, Quebec, and the Northwest Territories. The expenditures are expressed as percentages of the total expenditure.

The bars for each province or territory do not add up to 100% in every case because "other program expenditures" are not included, which amount to up to 5% of the total expenditures for all jurisdictions except Northwest Territories, where they amount to 42% of total expenditures. Included under "other program expenditures" for the Northwest Territories are funds provided for the operation of three community-based legal services centres.

The percentages for "central administrative expenditures" are highest for the three jurisdictions employing a judicare model of service delivery, namely New Brunswick, Alberta, and the

Dépenses par objet, Canada,
provinces et territoires,
1981-1982 à 1989-1990.

La figure 5a) montre les dépenses enregistrées en 1989-1990 au chapitre des services d'aide juridique en matière criminelle et civile et des services administratifs centraux pour l'ensemble des provinces et territoires, à l'exclusion de Terre-Neuve. La répartition en matière criminelle et en matière civile n'est pas disponible pour la Nouvelle-Écosse, les Territoires du Nord-Ouest, et le Québec. Les dépenses sont exprimées en tant que pourcentages des dépenses totales.

Les barres pour chaque province ou territoire ne totalisent pas 100% dans tous les cas car sont exclues les «autres dépenses au chapitre des programmes», lesquelles représentent jusqu'à 5% des dépenses totales dans tous les secteurs de compétence, sauf les Territoires du Nord-Ouest, où elles se chiffrent à 42% des dépenses totales. Les «autres dépenses au chapitre des programmes» dans les Territoires du Nord-Ouest englobent les fonds fournis pour le fonctionnement de trois centres de services juridiques communautaires.

Les pourcentages des «dépenses administratifs centrales» sont plus élevés dans les trois secteurs de compétence dotés d'un régime d'aide juridique du type «judicare», notamment le

Yukon Territory.

Expenditures for criminal matters as a percentage of total expenditures ranges from a high of 65% in Prince Edward Island and the Yukon Territory to a low of 46% in British Columbia.

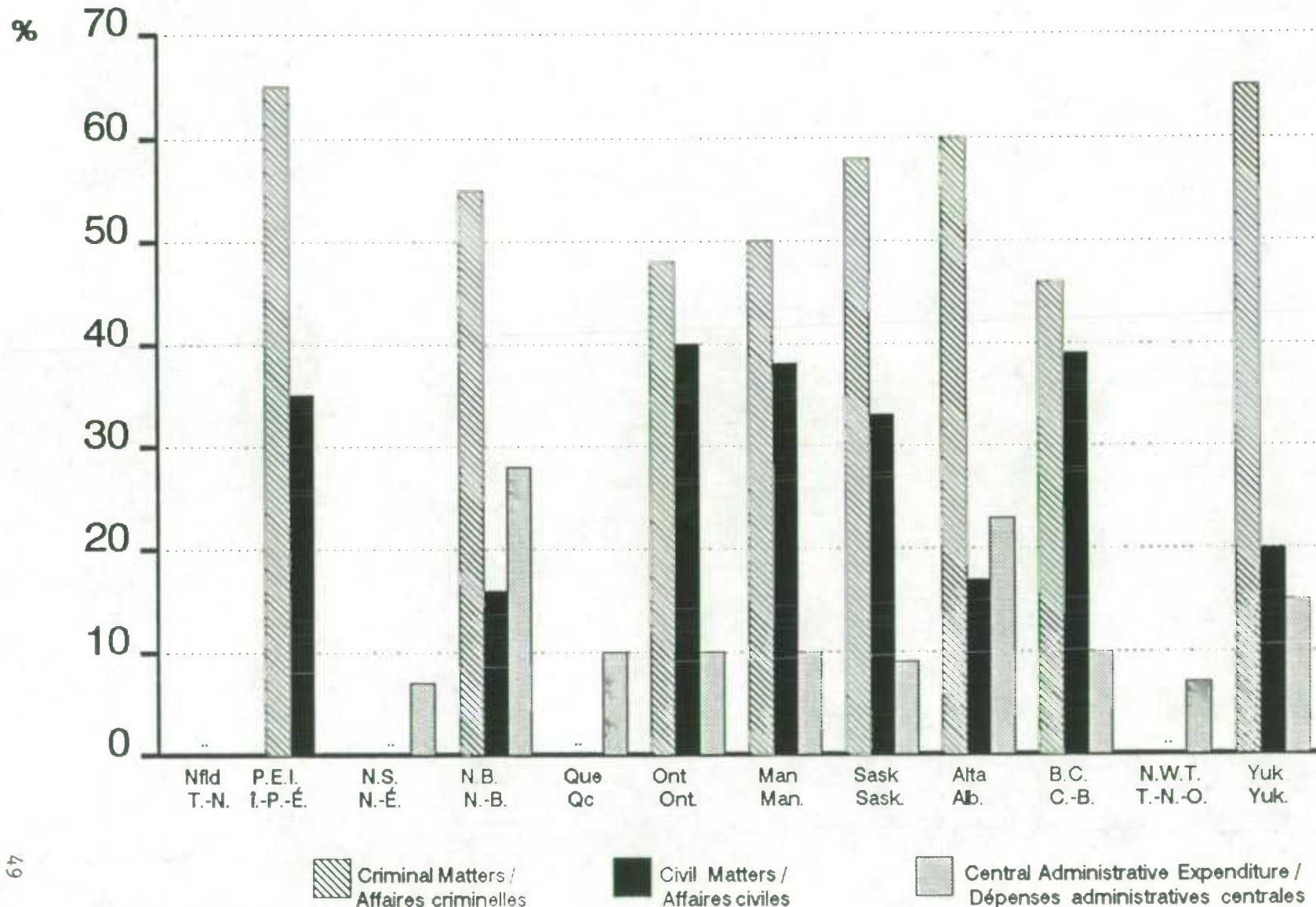
Expenditures for civil matters as a percentage of total expenditures ranges from a high of 40% in Ontario to a low of 16% in New Brunswick.

**Nouveau-Brunswick,
l'Alberta, et le Yukon.**

Les dépenses relatives aux affaires criminelles en tant que pourcentage des dépenses totales varient entre un sommet de 65% à l'île-du-Prince-Édouard et le Yukon et un creux de 46% en Colombie-Britannique.

Les dépenses relatives aux affaires civiles en tant que pourcentage des dépenses totales varient entre un sommet de 40% en Ontario et un creux de 16% en Nouveau-Brunswick.

Figure 5a) Expenditure by Object, 1989-90.
Dépenses par objet, 1989-1990.



Source : Table 5 / Tableau 5

TABLE 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 5 - Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Direct Legal Service Expenditure (1)											
		Dépenses directes d'aide juridique (1)						Other Program Expenditure (2)			Central Administrative Expenditure (3)		
		Criminal Matters			Civil Matters			Autres dépenses au chapitre des programmes (2)			Dépenses administratives centrales (3)		
		Affaires criminelles	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Dépenses administratives centrales (3)
		(\$'000)	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)
Newfoundland (4) Terre-Neuve	1981-82	1,023	915	89	673	74	242	26	9	1	99	10	
	1982-83	1,265	1,146	91	822	72	324	26	12	1	107	8	
	1983-84	1,179	1,061	90	786	74	275	26	9	1	109	9	
	1984-85	1,408	1,286	91	946	74	340	26	10	1	112	8	
	1985-86	1,699	1,529 (e)	90	1,131 (e)	74	398 (e)	26	17 (e)	1	153 (e)	9	
	1986-87	2,690	2,421 (e)	90	1,792 (e)	74	629 (e)	26	27 (e)	1	242 (e)	9	
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard (5)	1981-82	158	145	92	115	79	30	21	-	-	13	8	
	1982-83	169	156	92	119	76	37	24	-	-	14	8	
	1983-84	184	167	91	134	80	33	20	-	-	17	9	
	1984-85	196	181	92	136	75	44	24	-	-	15	8	
	1985-86	200	200	100	159	80	40	20	-	-	..	..
	1986-87	263	269	100	217	81	52	19	-	-	..	..
	1987-88	286 (p)	286	100	216	76	68	24	-	-	..	..
	1988-89	319	319	100	241	76	78	24	-	-	..	..
	1989-90	398 (p)	398	100	260	65	138	35	-	-	..	..
Nova Scotia (6) Nouvelle-Écosse	1981-82	2,690	2,336	81	..	..	..	..	186	6	368	13	
	1982-83	2,786	2,355	85	..	..	..	..	59	2	372	13	
	1983-84	2,986	2,656	89	1,675	63	981	37	62	2	268	9	
	1984-85	3,607	3,361	93	2,117	63	1,244	37	67	2	179	5	
	1985-86	4,313	4,053	94	2,536	63	1,517	37	-	-	260	6	
	1986-87	5,281	4,920	93	..	..	..	..	-	-	353	7	
	1987-88	5,928	5,497	93	..	..	..	..	-	-	431	7	
	1988-89	6,720	6,249	93	..	..	..	..	-	-	471	7	
	1989-90	7,424	6,867	92	..	..	..	..	22	--	535	7	
New Brunswick (7) Nouveau-Brunswick	1981-82	1,264	933	74	771	83	162	17	1	--	330	26	
	1982-83	2,635	2,161	82	916	42	1,245	50	1	--	473	18	
	1983-84	2,227	1,757	79	770	44	988	56	-	-	469	21	
	1984-85	2,010	1,516	75	819	54	698	46	-	-	494	25	
	1985-86	1,932	1,425	74	807	57	619	43	-	-	506	26	
	1986-87	2,150	1,652	77	983	60	669	40	-	-	497	23	
	1987-88	2,197	1,668	76	999	60	669	40	-	-	529	24	
	1988-89	1,892	1,396 (x)	74	1,029	74	367 (x)	26	-	-	496	26	
	1989-90	1,784	1,280	72	987	77	293	23	-	-	504	26	

TABLE 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 5 - Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Direct Legal Service Expenditure (1)						Other Program Expenditure (2)	Central Administrative Expenditure (3)			
		Dépenses directes d'aide juridique (1)			Criminal Matters		Civil Matters					
		Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Percent of Direct Legal Service	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Dépenses administratives centrales (3)				
		(\$'000)	(\$'000)	\$	(\$'000)	\$	(\$'000)	\$	(\$'000)	\$		
Quebec	1981-82	45,700	39,876	87	..	..	..	926	2	4,898	11	
Quebec	1982-83	52,710	46,390	88	..	..	..	916	2	5,405	10	
Quebec	1983-84	56,325	50,285	89	..	..	..	956	2	5,084	9	
Quebec	1984-85	60,096	52,228	87	..	..	..	1,027	2	6,841	11	
Quebec	1985-86	64,627	56,294	87	..	..	..	1,459	2	6,874	11	
Quebec	1986-87	63,906	55,492	87	..	..	..	1,423	2	6,991	11	
Quebec	1987-88	77,731	68,577	88	..	..	..	1,629	2	7,525	10	
Quebec	1988-89	79,556	69,711	88	..	..	..	1,760	2	8,077	10	
Quebec	1989-90	79,234	69,907	88	..	..	..	1,620	2	7,699	10	
Ontario (8)	1981-82	56,241	46,341	82	24,325	52	22,016	48	1,177	2	8,723	16
Ontario (8)	1982-83	58,200	46,865	81	24,893	53	21,972	47	1,587	3	9,749	17
Ontario (8)	1983-84	69,964	57,516	82	30,995	54	26,521	46	1,652	2	10,796	15
Ontario (8)	1984-85	69,850	56,834	81	28,615	50	28,219	50	1,505	2	11,511	16
Ontario (8)	1985-86	74,969	60,771	81	31,180	51	29,591	49	1,692	2	12,506	17
Ontario (8)	1986-87	90,600	75,628	83	40,394	53	35,234	47	1,934	2	13,038	14
Ontario (8)	1987-88	113,468	96,657	85	49,752	51	46,905	49	2,177	2	14,634	13
Ontario (8)	1988-89	142,508	124,811	88	69,851	56	54,960	44	2,305	2	15,392	11
Ontario (8)	1989-90	174,612	153,099	88	83,924	55	69,175	45	3,225	2	18,288	10
Manitoba (9)	1981-82	5,201	4,502	87	..	..	..	16	-	683	13	
Manitoba (9)	1982-83	6,981	6,020	86	..	..	..	74	1	879	13	
Manitoba (9)	1983-84	8,363	7,199	86	4,072	57	3,127	43	191	2	972	12
Manitoba (9)	1984-85	8,275	7,069	85	4,194	59	2,875	41	196	2	1,010	12
Manitoba (9)	1985-86	8,521	7,321	86	4,390	60	2,931	40	168	2	1,032	12
Manitoba (9)	1986-87	9,346	8,614	87	5,224	61	3,390	39	205	2	1,127	11
Manitoba (9)	1987-88	10,701	9,217	86	5,548	60	3,669	40	253	2	1,231	12
Manitoba (9)	1988-89	12,227	10,693	87	6,192	58	4,501	42	229	2	1,305	11
Manitoba (9)	1989-90	13,570	11,894	88	6,792	57	5,102	43	295	2	1,381	10
Saskatchewan (10)	1981-82	5,152	4,172	81	2,460	59	1,712	41	22	-	958	19
Saskatchewan (10)	1982-83	5,904	4,866	82	2,617	54	2,249	46	43	1	995	17
Saskatchewan (10)	1983-84	5,644	4,660	83	2,714	58	1,946	42	43	1	942	17
Saskatchewan (10)	1984-85	5,933	5,027	85	2,923	58	2,104	42	37	1	869	15
Saskatchewan (10)	1985-86	6,176	5,597	91	3,748	67	1,849	33	50	1	529	9
Saskatchewan (10)	1986-87	6,564	5,957	91	3,986	67	1,971	33	60	1	567	9
Saskatchewan (10)	1987-88	6,120	5,563	91	3,536	64	2,027	36	14	-	543	9
Saskatchewan (10)	1988-89	6,132	5,602	91	3,378	60	2,224	40	...	...	530	9
Saskatchewan (10)	1989-90	7,008	6,399	91	4,080	64	2,319	36	...	...	609	9

TABLE 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 5 - Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Direct Legal Service Expenditure (1)						Other Program Expenditure (2)	Central Administrative Expenditure (3)			
		Dépenses directes d'aide juridique (1)			Criminal Matters		Civil Matters					
		Total	Affaire criminelle	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Percent of Direct Legal Service	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Dépenses administratives centrales (3)				
		(\$'000)	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%		
Alberta (11)	1981-82	7,260	5,388	74	4,289	80	1,099	20	...	1,871	26	
	1982-83	9,457	7,169	76	5,788	81	1,401	19	...	2,269	24	
	1983-84	10,998	8,268	75	6,669	81	1,599	19	...	2,729	25	
	1984-85	11,459	8,555	75	7,035	82	1,520	18	...	2,904	25	
	1985-86	13,016	9,845	76	7,887	80	1,958	20	...	3,171	24	
	1986-87	15,491	12,114	78	9,548	79	2,566	21	...	3,377	22	
	1987-88	16,297	12,840	79	10,126	79	2,714	21	...	3,457	21	
	1988-89	17,035	13,132	77	10,350	79	2,782	21	...	3,903	23	
	1989-90	17,338	13,279	77	10,322	78	2,932	22	...	4,059	23	
British Columbia (12) Colombie-Britannique	1981-82	15,446	11,899	77	6,950 (a)	58	4,949 (a)	42	1,702	11	1,845	12
	1982-83	20,333	17,472	86	10,910 (e)	62	6,562 (e)	38	949	5	1,912	9
	1983-84	17,328	14,680	85	..	..	..	..	831	5	1,817	10
	1984-85	16,564	13,818	83	8,664 (e)	63	5,154 (e)	37	898	5	1,848	11
	1985-86	16,656	15,395	83	9,079	59	6,315	41	1,277	7	1,985	11
	1986-87	20,643	17,160	83	9,985	58	7,174	42	1,252	6	2,232	11
	1987-88	22,813	19,009	83	10,812	57	8,194	43	1,352	6	2,451	11
	1988-89	27,000	22,799	84	12,833	56	9,966	44	1,501	6	2,700	10
	1989-90	33,088	28,020	85	15,208	54	12,812	46	1,738	5	3,330	10
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (13)	1981-82	1,199	647	54	589	91	58	9	356	30	196	16
	1982-83	1,420	751	53	683	91	67	9	453	32	216	15
	1983-84	1,587	919	58	842	92	77	8	480	30	188	12
	1984-85	1,878	1,117	59	977	87	141	13	577	31	184	10
	1985-86	1,372	1,188	87	961	81	227	19	..	..	184	13
	1986-87	1,521	1,316	87	1,097	83	219	17	..	..	206	14
	1987-88	2,921	1,472	50	..	..	..	..	1,249	43	200	7
	1988-89	3,352 (r)	1,647 (r)	49	..	..	..	..	1,509	45	196 (r)	6
	1989-90	3,566	1,824	51	..	..	..	..	1,504	42	238	7
Yukon Territory (14) Territoire du Yukon	1981-82	536	505	94	429	85	76	15	-	-	31	6
	1982-83	590	561	95	434	77	127	23	-	-	29	5
	1983-84	756	720	95	502	70	218	30	-	-	36	5
	1984-85	793	754	95	518	69	237	31	-	-	39	5
	1985-86	863	791	92	611	77	180	23	-	-	72	8
	1986-87	909	844	93	657	78	187	22	3	..	62	7
	1987-88	748	654	87	510	78	144	22	-	-	94	13
	1988-89	783	671	86	543	81	128	19	-	-	111	14
	1989-90	846	718	85	553	77	165	23	-	-	128	15

TABLE 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 5 - Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Total	Direct Legal Service Expenditure (1)						Other Program Expenditure (2) Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Central Administrative Expenditure (3) Dépenses administratives centrales (3)		
		Dépenses directes d'aide juridique (1)			Civil Matters						
		Total	Criminal Matters	Affaires criminelles	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Percent of Direct Legal Service				
						Pourcentage des Dépenses directes d'aide juridique	Pourcentage des dépenses directes d'aide juridique				
	(\$'000)	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%
Canada (15)											
1981-82	142,070	117,659	83	..	..	..	..	4,395	3	20,015	14
1982-83	142,450	135,940	94	..	..	..	..	4,094	3	22,420	14
1983-84	177,541	149,088	84	..	..	..	..	4,224	2	23,427	13
1984-85	182,069	151,746	83	..	..	..	..	4,317	2	26,006	14
1985-86	196,344	164,409	84	..	..	..	..	4,663	2	27,272	14
1986-87	219,970	186,395	85	..	..	..	..	4,884	2	28,692	13
1987-88	259,210 (x)	221,440	85	..	..	..	..	6,674	3	31,064	12
1988-89	297,524 (x)	257,030	86	..	..	..	..	7,312	2	33,182	11
1989-90	338,868	293,685	87	..	..	..	..	8,412	2	36,771	11

Footnotes

Table 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

See explanatory notes for Table 4.

(1) Direct Legal Service Expenditure

Includes monies spent on the provision of legal advice and representation services to special target groups and other clients. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e. staff salaries, benefits and overhead). Also included are private lawyer fees and disbursements. Central administrative expenses of the Plan are excluded.

(2) Other Program Expenditure

Includes monies spent on legal research activities, public legal education and grants to other agencies. However, not all Legal Aid Societies administer funding for public legal education or legal research.

In 1985-86 and 1986-87 the "Other program expenditures" for the Canada total does not include the Northwest Territories.

(3) Central Administrative Expenditure

Includes monies spent on head office functions and on offices that do not employ staff to advise

Notes

Tableau 5 - Dépenses par object, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

Voir les notes explicatives pour le tableau 4.

(1) Dépenses directes d'aide juridique

Comprendnent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et les services de représentation offerts à certains groupes cibles et à d'autres clients. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ils comprennent également les honoraires versés aux avocats de pratique privée et leurs débours. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux du régime sont exclues.

(2) Autre dépenses au chapitre des programmes

Comprendnent les sommes dépensées pour les activités de recherche juridique, la vulgarisation juridique et les subventions à d'autres organismes. Cependant, ce ne sont pas toutes les sociétés d'aide juridique qui administrent les fonds pour la vulgarisation ou la recherche juridiques.

En 1985-1986, les «autres dépenses au chapitre des programmes» pour le total du Canada ne comprennent pas celles des Territoires du Nord-Ouest.

(3) Dépenses administratives centrales

Comprendnent les sommes engagées au chapitre des fonctions de l'administration centrale et des

and represent clients. From 1985-86 onwards, "Central Administration expenditure" for the Canada total does not include Prince Edward Island.

bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients. A partir de 1985-1986, les «dépenses administratives centrales» pour le total du Canada ne comprennent pas celles de l'Île-du-Prince-Édouard.

(4) Newfoundland

Expenditures on provincial statute offenses are included in the civil category.

(5) Prince Edward Island

The Plan does not pay for all central administrative functions (e.g. some financial services are provided by the provincial government free of charge). Some law office overhead expenditures have been included in the central administration category.

(6) Nova Scotia

"Modified accrual" rather than cash-based expenditures are reported. Central administrative expenditures in 1981-82 and 1982-83 include overhead expenses of law offices. In the latter years, all law office expenses are properly classified under the direct legal service expenditure category. Expenditures on provincial statute offenses are included in the civil category from fiscal year 1983-84 onwards.

(4) Terre-Neuve

Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires civiles.

(5) île-du-Prince-Édouard

Le régime ne défraie pas les coûts pour toutes les fonctions de l'administration centrale (par ex., certains services financiers sont assurés gratuitement par l'administration provinciale). Une partie des frais généraux des cabinets d'avocats sont inclus dans la catégorie de l'administration centrale.

(6) Nouvelle-Écosse

Les dépenses sont déclarées selon «la comptabilité d'exercice modifiée» plutôt que selon la comptabilité de caisse. En 1981-1982 et 1982-1983, les dépenses au chapitre des services administratifs centraux comprennent les frais généraux des cabinets d'avocats. Pour les dernières années, toutes les dépenses des cabinets d'avocats sont correctement classées à la catégorie des dépenses directes au chapitre des services juridiques. À partir de l'exercice financier 1983-1984, les dépenses relatives aux infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires civiles.

(7) New Brunswick

Civil legal aid coverage commenced in October 1981. Expenditures on provincial statute offenses have comprised approximately 8 % of criminal matter expenditures over the eight-year period. As of

(7) Nouveau-Brunswick

La prestation d'aide juridique au civil a commencé en octobre 1981. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales représentent environ 8% des dépenses au chapitre des

April 13, 1988, access to civil legal aid has been limited to those areas of family law involving violence, abuse or guardianship orders. These cases are paid through domestic legal aid.

affaires criminelles pour la période de huit ans. Le 13 avril 1988, l'aide juridique en matière civile a été réduite de sorte que les régimes ne couvrent maintenant que les cas concernant le droit de la famille pour ce qui est de la violence, des mauvais traitements ou des demandes de tutelle. Les frais engagés pour ces cas sont payés par l'intermédiaire du Programme d'aide juridique en matière familiale.

(8) Ontario

Costs incurred by the Ontario Ministry of Community and Social Services on financial assessment officers are not included. Expenditures on provincial statute offenses have comprised approximately 1% of criminal matter expenditures since 1983-84. Community clinic grants were \$5,469,935 (1981-82), \$6,795,142 (1982-83), \$8,298,266 (1983-84), \$9,840,000 (1984-85), \$11,401,000 (1985-86), \$13,665,000 (1986-87), \$18,169,000 (1987-88), \$19,069,000 (1988-89) and \$22,138,000 (1989-90).

(8) Ontario

Les frais encourus par le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario au chapitre des agents d'évaluation financière ne sont pas compris. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales ont compris environ 1% des dépenses au chapitre des affaires criminelles depuis 1983-1984. Les subventions accordées aux centres de consultation communautaires s'élevaient à 5,469,935\$ (1981-1982), 6,795,142\$ (1982-1983), 8,298,266\$ (1983-1984), 9,840,000\$ (1984-1985), 11,401,000\$ (1985-1986), 13,665,000\$ (1986-1987), 18,169,000\$ (1987-1988), 19,069,000\$ (1988-1989) et 22,138,000\$ (1989-1990).

(9) Manitoba

Expenditures on provincial statute offenses are included in the criminal category except for those handled by the Law Centres which are included in the civil category.

(9) Manitoba

Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles.

(10) Saskatchewan

The Plan does not pay for office space which is provided free of charge by the provincial government. Data reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

(10) Saskatchewan

Le régime ne défraie pas les coûts des locaux, lesquels sont fournis gratuitement par l'administration provinciale. Les données déclarées à partir de 1987-1988 sont fondées sur la méthode de la

comptabilité d'exercice.

(11) Alberta

Expenditures on provincial statute offenses have generally comprised less than 1% of criminal matter expenditures.

(11) Alberta

Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales représentent généralement moins de 1% des dépenses au chapitre des affaires criminelles.

(12) British Columbia

Accrual rather than cash-based expenditures are reported in 1982-83 to the current fiscal year. The Plan does not pay rent for head office space. It is provided free of charge by the provincial government. Since 1982-83, the Native Courtworker and Counselling Association has been funded directly by the Ministry of the Attorney General rather than by the Plan. Provincial statute offenses are included in the criminal category. Grants to community clinics amounted to \$2,304,615 (1982-83), \$1,919,644 (1983-84) and \$1,776,653 (1984-85). For fiscal years 1986-87 to 1989-90, audit, postage and telephone expenditure is included in the "Central Administration" category.

(12) Colombie-Britannique

Les dépenses sont déclarées selon la comptabilité d'exercice plutôt que selon la comptabilité de caisse à partir de l'exercice 1982-1983. Le régime ne defraie pas le coût du loyer pour les locaux de l'administration centrale, lesquels sont fournis gratuitement par l'administration provinciale. Depuis 1982-1983, le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones et l'Assistance de conseillers sont financés directement par le ministère du Procureur général plutôt que par le régime. Les infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles. Les subventions accordées aux centres de consultation communautaires s'élevaient à 2,304,615\$ (1982-1983), 1,919,644\$ (1983-1984) et 1,776,653\$ (1984-1985). Pour les exercices financiers de 1986-1987 à 1989-1990, les dépenses afférentes à la vérification ainsi qu'aux frais de poste et de téléphone sont incluses dans la catégorie de «l'administration centrale».

(13) Northwest Territories

"Other program expenditure" includes monies spent on the Mackenzie Court Workers Services, the Keewatin Legal Services Centre Society and, from 1986-87 to the present, includes the Arctic Rim Law Centre and Maliiganik Tukiisiniakdik Clinic. "Central administrative expenditure"

(13) Territoires du Nord-Ouest

Les «autres dépenses au chapitre des programmes» comprennent les sommes dépensées pour le «Mackenzie Court Workers Services» ainsi que le «Keewatin Legal Services Centre Society»; de 1986-1987 jusqu'à présent, sont également incluses les sommes consacrées au «Arctic Rim Law

excludes the cost of office space and financial services that are provided free of charge by the territorial government. In the early 1980's, circuit court travel expenses comprised an average of 13% of direct legal service expenditures. In 1988-89, this figure rose to 17% and in 1989-90, it was 19%.

(14) Yukon Territory

"Central administrative expenditure" excludes the cost of office space, CPU time and equipment as well as financial services that are provided free of charge by the territorial government. Circuit court travel expenses have generally comprised approximately 3% of direct legal service expenditures. Expenditures on territorial offenses have generally comprised approximately 1% of criminal matter expenditures. Provincial statute expenses are included in the criminal category.

(15) Canada

Canada totals for fiscal years 1987-88, 1988-89, and 1989-90 exclude Newfoundland.

Centre» et «Maliiganik Tukiisiniakdik Clinic». Les «dépenses au chapitre des services administratifs centraux» excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire. Au début des années 80, les frais de déplacement des tribunaux itinérants représentaient en moyenne 13% des dépenses directes au chapitre des services juridiques. Ce chiffre est passé à 17% en 1988-1989 et à 19% en 1989-1990.

(14) Territoire du Yukon

Les «dépenses au chapitre des services administratifs centraux» excluent le coût des locaux, le temps d'utilisation du processeur et le matériel ainsi que les services financiers fournis gratuitement par l'administration du territoire. Les frais de déplacement des tribunaux itinérants représentent généralement environ 3% des dépenses directes au titre des services juridiques. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois territoriales représentent d'ordinaire environ 1% des dépenses afférentes aux affaires criminelles. Les infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles.

15) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières 1987-1988, 1988-1989, et 1989-1990 ne comprennent pas Terre-Neuve.

TABLE 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total	Criminal Matters - affaires criminelles						Civil Matters - Affaires civiles								
		Staff Professional		Private Lawyer		Total	Staff Professional		Private Lawyer		Total	Staff Professional				
		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée			
	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%		
Newfoundland	1981-82	915	587	64	329	36	673	408	61	265	39	242	179	74	64	26
Terre-Neuve	1982-83	1,146	716	62	430	38	822	487	59	335	41	324	229	71	95	29
	1983-84	1,061	734	69	327	31	786	536	68	250	32	275	198	72	77	28
	1984-85	1,286	893	69	393	31	946	648	68	298	32	340	245	72	95	28
	1985-86	1,529 (e)	..	..	..	..	1,131 (e)	..	..	..	..	398 (e)	..	..	..	..
	1986-87	2,421 (e)	..	..	..	..	1,792 (e)	..	..	..	..	629 (e)	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island	1981-82	145	128	88	17	12	115	98	85	17	15	30	30	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard	1982-83	156	145	93	11	7	119	108	91	11	9	37	37	..	..	..
(1)	1983-84	167	150	90	17	10	134	117	87	17	13	33	33	..	..	..
	1984-85	181	156	86	25	14	136	124	91	13	10	44	32	73	12	27
	1985-86	200	166	93	14	7	159	149	94	10	6	41	37	90	4	10
	1986-87	269	217	81	52	19	216	175	81	41	19	53	42	79	11	21
	1987-88	286	242	85	44	15	218	194	89	24	11	69	49	71	20	29
	1988-89	319	244	76	75	24	241	193	80	48	20	78	51	65	27	35
	1989-90	398	286	72	112	28	260	208	80	52	20	138	78	57	60	43
Nova Scotia (2)	1981-82	2,336	2,205	94	131	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	1982-83	2,355	2,291	97	63	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	2,656	2,446	92	208	8	1,675	1,546	92	129	8	981	902	92	79	6
	1984-85	3,361	3,022	90	339	10	2,117	1,892	89	225	11	1,244	1,130	91	114	9
	1985-86	4,053	3,668	91	385	9	2,536	2,292	90	244	10	1,517	1,376	91	141	9
	1986-87	5,280	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	5,928	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	6,249	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	6,867	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
New Brunswick	1981-82	933	..	..	933	100	771	..	..	..	..	162	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick	1982-83	2,161	..	..	2,161	100	916	..	..	..	..	1,245	..	..	..	..
	1983-84	1,757	..	..	1,757	100	770	..	..	..	..	988	..	..	988	100
	1984-85	1,516	..	..	1,516	100	819	..	..	..	..	698	..	..	698	100
	1985-86	1,425	..	..	1,425	100	807	..	..	..	..	619	..	..	619	100
	1986-87	1,652	..	..	1,652	100	983	..	..	..	..	669	..	..	669	100
	1987-88	1,668	..	..	1,668	100	999	..	..	..	..	669	..	..	669	100
	1988-89	1,396 (r)	..	..	1,396	100	1,029	..	..	..	..	367 (r)	..	..	367	100
	1989-90	1,280	..	..	1,280	100	987	..	..	..	..	293	..	..	293	100
Quebec	1981-82	39,876	24,784	62	15,091	38	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec	1982-83	46,390	27,182	59	19,208	41	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	50,285	28,428	57	21,857	43	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	52,228	29,578	57	22,650	43	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	56,294	32,065	58	23,429	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	55,492	33,631	61	21,861	39	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	68,577	41,665	61	26,912	39	..	..	..	..	..	..	..	..	17,505	..
	1988-89	69,711	44,008	63	25,703	37	..	..	..	..	..	..	..	..	15,752	..
	1989-90	69,907	45,577	65	24,330	35	..	..	..	..	..	..	..	..	13,957	..

TABLE 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total	Criminal Matters - affaires criminelles						Civil Matters - Affaires civiles								
		Staff Professional			Private Lawyer			Staff Professional			Private Lawyer					
		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	%	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	%	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	%	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	%			
	\$'000	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%			
Ontario	1981-82	46,341	5,597	12	40,744	88	24,325	394	2	23,932	98	22,016	5,203	24	16,813	76
	1982-83	46,865	6,918	15	39,947	85	24,893	457	2	24,436	98	21,972	6,461	29	15,511	71
	1983-84	57,516	8,410	15	49,106	85	30,995	460	1	30,535	99	26,521	7,950	30	18,571	70
	1984-85	56,834	9,845	17	46,989	83	26,615	481	2	28,134	98	28,219	9,364	33	18,855	67
	1985-86	60,771	11,406	19	49,365	81	31,180	493	2	30,687	98	29,591	10,913	37	18,678	63
	1986-87	75,628	13,590	18	62,038	82	40,394	629	2	39,765	98	35,234	12,961	37	22,273	63
	1987-88	96,657	17,327	18	79,330	82	49,752	622	1	49,130	99	46,905	16,705	36	30,200	64
	1988-89	124,811	18,557	15	106,254	85	69,051	662	1	69,189	99	54,960	17,895	33	37,065	67
	1989-90	153,099	22,049	14	131,050	86	83,924	750	1	83,174	99	69,175	21,299	31	47,876	69
Manitoba	1981-82	4,502	1,654	37	2,848	63	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	6,028	1,840	31	4,189	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	7,199	2,349	33	4,850	67	4,072	983	24	3,089	76	3,127	1,366	44	1,761	56
	1984-85	7,069	2,408	34	4,661	66	4,194	1,306	31	2,888	69	2,875	1,102	38	1,773	62
	1985-86	7,321	2,516	34	4,805	66	4,390	1,297	30	3,093	70	2,931	1,219	42	1,712	50
	1986-87	8,614	2,834	33	5,780	67	5,224	1,498	29	3,726	71	3,390	1,336	39	2,054	61
	1987-88	9,217	3,051	33	6,166	67	5,548	1,669	30	3,879	70	3,669	1,382	38	2,287	62
	1988-89	10,693	3,220	30	7,473	70	6,107	1,738	28	4,369	72	4,501	1,482	33	3,019	67
	1989-90	11,894	3,693	31	8,201	69	6,691	2,027	30	4,664	70	5,102	1,666	33	3,436	67
Saskatchewan	1981-82	4,172	3,993	96	179	4	2,460	2,288	93	172	7	1,712	1,705	100	7	-
	1982-83	4,866	4,467	92	399	8	2,617	2,246	86	371	14	2,249	2,221	99	28	1
	1983-84	4,660	4,454	96	206	4	2,715	2,514	93	201	7	1,946	1,941	100	5	-
	1984-85	5,027	4,959	99	68	1	2,923	2,857	98	66	2	2,104	2,102	100	2	-
	1985-86	5,597	5,482	98	115	2	3,748	3,642	97	106	3	1,849	1,840	100	9	-
	1986-87	5,957	5,792	97	165	3	3,986	3,838	96	148	4	1,971	1,954	99	17	1
	1987-88	5,563	5,453	98	110	2	3,536	3,433	97	103	3	2,027	2,020	100	7	-
	1988-89	5,602	5,423	97	179	3	3,378	3,228	96	150	4	2,224	2,195	99	29	1
	1989-90	6,399	6,178	97	221	3	4,080	3,925	96	155	4	2,319	2,253	97	66	3
Alberta	1981-82	5,308	..	..	5,308	100	4,289	..	..	4,289	100	1,099	..	..	1,099	100
	1982-83	7,189	..	..	7,189	100	5,788	..	..	5,788	100	1,401	..	..	1,401	100
	1983-84	8,268	..	..	8,268	100	6,669	..	..	6,669	100	1,599	..	..	1,599	100
	1984-85	8,555	..	..	8,555	100	7,035	..	..	7,035	100	1,520	..	..	1,520	100
	1985-86	9,045	..	..	9,045	100	7,887	..	..	7,887	100	1,958	..	..	1,958	100
	1986-87	12,114	..	..	12,114	100	9,548	..	..	9,548	100	2,566	..	..	2,566	100
	1987-88	12,840	..	..	12,840	100	10,125	..	..	10,125	100	2,714	..	..	2,714	100
	1988-89	13,132	..	..	13,132	100	10,350	..	..	10,350	100	2,782	..	..	2,782	100
	1989-90	13,279	..	..	13,279	100	10,322	..	..	10,322	100	2,932	..	..	2,932	100
British Columbia Colombie-Britannique	1981-82	11,899	4,966	42	6,933	58	6,950 (e)	..	..	..	..	4,949 (e)	..	..	..	..
	1982-83	17,472	5,741	33	11,731	67	10,910 (e)	..	..	..	..	6,562 (e)	..	..	..	..
	1983-84	14,680	5,173	35	9,507	65	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	13,010	5,066	37	8,752	63	8,664 (e)	1,732	20	6,932	80	5,154 (e)	3,334	65	1,820	35
	1985-86	15,395	5,080	33	10,315	67	9,079 (e)	1,453	16	7,626	84	6,315 (e)	3,600	57	2,715	43
	1986-87	17,160	5,086	30	12,074	70	9,985	1,312	13	8,672	87	7,174	3,774	53	3,400	47
	1987-88	19,006	5,252	28	13,754	72	10,812	1,207	11	9,605	89	8,194	4,045	49	4,149	51
	1988-89	22,799	5,542	28	17,257	76	12,833	1,228	10	11,605	90	9,966	4,314	43	5,652	57
	1989-90	28,020	6,843	24	21,177	76	15,208	1,353	9	13,855	91	12,812	5,490	43	7,322	57

TABLE 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total	Criminal Matters - affaires criminelles						Civil Matters - Affaires civiles								
		Staff Professional			Private Lawyer			Staff Professional			Private Lawyer					
		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée		Professionnels salariés	Avocats de pratique privée				
	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%		
Northwest Territories	1981-82	647	131	20	515	80	589	131	22	457	78	58	...	...	58	100
Territoires du Nord-Ouest	1982-83	751	153	20	597	79	683	153	22	530	78	67	...	...	67	100
	1983-84	919	168	18	751	82	842	168	20	674	80	72	...	...	72	100
	1984-85	1,110	222	20	896	80	977	222	23	755	77	141	...	...	141	100
	1985-86	1,188	...	...	...	...	961	...	...	...	...	227	...	...	227	100
	1986-87	1,316	...	...	...	...	1,097	...	...	...	...	219	...	...	219	100
	1987-88	1,472	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1988-89	1,647 (x)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1989-90	1,824	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Yukon Territory	1981-82	505	...	...	505	100	429	...	...	429	100	76	...	...	76	100
Territoire du Yukon	1982-83	561	...	...	561	100	434	...	...	434	100	127	...	...	127	100
	1983-84	720	...	...	720	100	502	...	...	502	100	218	...	...	218	100
	1984-85	754	...	...	754	100	518	...	...	518	100	237	...	...	237	100
	1985-86	791	...	...	791	100	611	...	...	611	100	180	...	...	180	100
	1986-87	844	...	...	844	100	657	...	...	657	100	187	...	...	187	100
	1987-88	654	...	...	654	100	510	...	...	510	100	144	...	...	144	100
	1988-89	671	...	...	671	100	543	...	...	543	100	128	...	...	128	100
	1989-90	718	...	...	718	100	553	...	...	553	100	165	...	...	165	100
Canada (3)	1981-82	117,659	44,045	37	73,613	63	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1982-83	135,940	49,453	36	86,486	64	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1983-84	149,888	52,314	35	97,574	65	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1984-85	151,747	56,149	37	95,598	63	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1985-86	164,409	61,203	37	100,489	61	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1986-87	186,395	61,150	33	116,580	63	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1987-88	221,437	72,990	33	141,478	64	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1988-89	257,030	76,994	30	172,140	67	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1989-90	293,685	84,626	29	200,368	68	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Footnotes

Table 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

See explanatory notes for Table 5.

(1) Prince Edward Island
Excluded from the private lawyer expenditures are the costs of 9 family cases in 1981-82, 4 in 1982-83 and 7 in 1983-84.

(2) Nova Scotia
Data for fiscal years 1986-87 to the present are not comparable to the figures reported in earlier years due to the inclusion of central administration expenses in the latter years. Total direct legal service expenditure without the central administrative expenses equals \$4,927,742 (1986-87) \$5,496,891 (1987-88), \$6,248,694 (1988-89) and \$6,867,200 (1989-90).

(3) Canada
Canada totals for fiscal years 1985-86 to 1989-90 exclude Newfoundland.

Notes

Tableau 6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques selon le genre de professionnel et le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

Voir les notes du tableau 5.

(1) île-du-Prince-Édouard
Sont exclus des dépenses au chapitre des avocats de pratique privée, les coûts relatifs à 9 causes relevant du droit de la famille en 1981-1982, 4 de ces causes en 1982-1983 et 7 en 1983-1984.

(2) Nouvelle-Écosse
A partir de l'exercice financier 1986-1987, les données ne sont pas comparables avec les données des années antérieures, en raison de l'inclusion, au cours des dernières années, des dépenses au chapitre des services administratifs centraux. La totalité des dépenses directes au chapitre des services juridiques, sans compter les dépenses au chapitre des services administratifs centraux, s'élèvent à 4,927,742\$ (1986-1987), 5,496,891\$ (1987-1988), 6,248,694\$ (1988-1989) et 6,867,200\$ (1989-1990).

(3) Canada
Les totaux du Canada pour les années financières de 1985-1986 à 1989-1990 ne comprennent pas Terre-Neuve.

Personnel Resources as of
March 31st, Canada, the
Provinces and Territories,
1981-82 to 1989-90

Figure 7a) presents the percentage of lawyers and non-lawyers comprising the "direct legal service staff" count and the "other staff" count for all provinces and territories in 1989-90, excluding Newfoundland and British Columbia.

For "direct legal service staff", the percentage of lawyers is greater than that of non-lawyers for all jurisdictions except the Northwest Territories. Conversely, the proportion of lawyers is lower than that of non-lawyers for "other staff" in all provinces and territories. By definition, there is no "direct legal service staff" for the three jurisdictions employing a judicare system of service delivery, namely New Brunswick, Alberta, and the Yukon.

Ressources en personnel au
31 mars, Canada, provinces
et territoires, de 1981-1982
à 1989-1990

La figure 7a) indique, pour 1989-1990, le pourcentage des avocats et des non-avocats comprenant les «professionnels salariés qui assurent des services directs» et les «autres employés» pour l'ensemble des provinces et territoires, à l'exclusion de Terre-Neuve et la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne les «professionnels salariés qui assurent des services directs», le pourcentage des avocats est supérieur à celui des non-avocats pour tous les secteurs de compétence, à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest. Inversement, pour ce qui est des «autres employés», la proportion d'avocats est inférieure à celle des non-avocats dans l'ensemble des provinces et territoires. Par définition, il n'y a pas de «professionnels salariés qui assurent des services directs» dans les trois secteurs de compétence dotés d'un régime d'aide juridique du type «judicare», notamment le Nouveau-Brunswick, l'Alberta, et le Yukon.

Figure 7a) Personnel Resources as of March 31st, 1990.
Ressources en personnel au 31 mars, 1990.

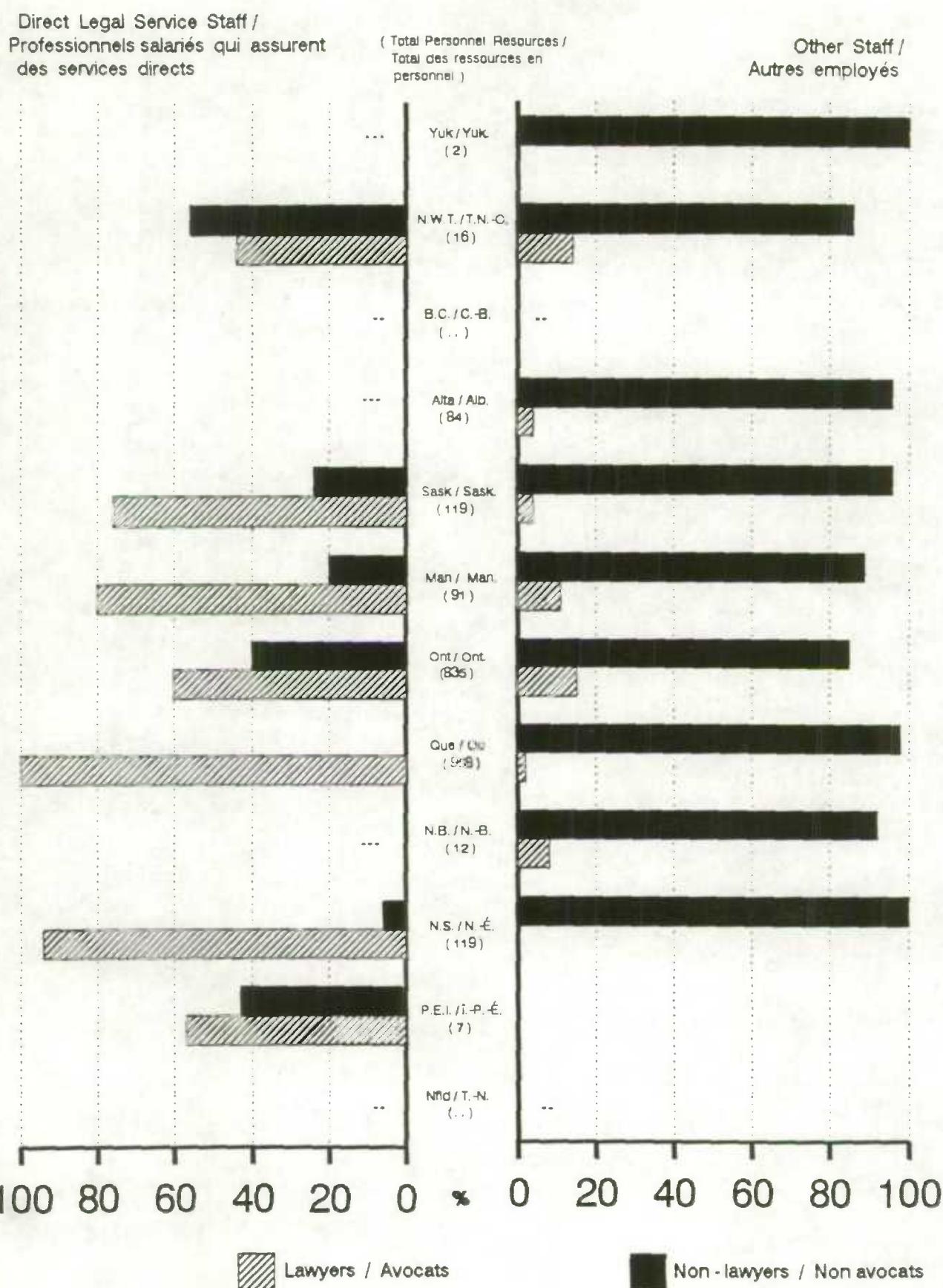


TABLE 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total						Direct Legal Service Staff (1)						Other Staff (2)					
							Professionnels salariés qui assurent des services directs (1)						Autres employés (2)					
	Total		Lawyers		Non-Lawyers		Total		Lawyers		Non-Lawyers		Total		Lawyers		Non-Lawyers	
	No.	(100%)	No.	%	No.	%	No.	(100%)	No.	%	No.	%	No.	(100%)	No.	%	No.	%
Newfoundland Terre-Neuve	1981-82	24	10	42	14	58	10	10	100	-	-	-	14	-	-	14	14	100
	1982-83	24	10	42	14	58	10	10	100	-	-	-	14	-	-	14	14	100
	1983-84	28	11	39	17	61	11	11	100	-	-	-	17	-	-	17	17	100
	1984-85	28	10	36	18	64	10	10	100	-	-	-	18	-	-	18	18	100
	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1981-82	4	3	75	1	25	3	3	100	-	-	-	1	-	-	-	1	100
	1982-83	4	3	75	1	25	3	3	100	-	-	-	1	-	-	-	1	100
	1983-84	4	3	75	1	25	3	3	100	-	-	-	1	-	-	-	1	100
	1984-85	4	3	75	1	25	3	3	100	-	-	-	1	-	-	-	1	100
	1985-86	5	3	60	2	40	5	3	60	2	40	-	-	-	-	-	-	-
	1986-87	5	3	60	2	40	5	3	60	2	40	-	-	-	-	-	-	-
	1987-88	5	3	60	2	40	5	3	60	2	40	-	-	-	-	-	-	-
	1988-89	5	3	60	2	40	5	3	60	2	40	-	-	-	-	-	-	-
	1989-90	7	4	57	3	43	7	4	57	3	43	-	-	-	-	-	-	-
Nova Scotia (3) Nouvelle-Écosse	1981-82	75	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	57	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	74	36	49	38	51	44	35	80	9	20	30	1	3	29	97	97	97
	1984-85	83	43	52	40	48	53	42	79	11	21	30	1	3	29	100	100	100
	1985-86	85	45	53	40	47	49	45	92	4	8	36	-	-	36	100	100	100
	1986-87	111	55	50	56	50	103	55	53	48	47	8	-	-	-	8	100	100
	1987-88	115	56	49	59	51	107	56	52	51	48	8	-	-	-	8	100	100
	1988-89	119	63	53	56	47	69	63	91	6	9	50	-	-	50	-	50	100
	1989-90	119	62	52	57	48	66	62	94	4	6	53	-	-	53	-	53	100
New Brunswick (4) Nouveau-Brunswick	1981-82	24	9	38	15	63	..	..	..	..	..	..	24	9	38	15	63	63
	1982-83	25	9	36	16	64	..	..	..	..	..	..	25	9	36	16	64	64
	1983-84	25	9	36	16	64	..	..	..	..	..	..	25	9	36	16	64	64
	1984-85	25	9	36	16	64	..	..	..	..	..	..	25	9	36	16	64	64
	1985-86	23	9	39	14	61	..	..	..	..	..	..	23	9	39	14	61	61
	1986-87	24	9	38	15	63	..	..	..	..	..	..	24	9	38	15	63	63
	1987-88	23	9	39	14	61	..	..	..	..	..	..	23	9	39	14	61	61
	1988-89	20	9	45	11	55	..	..	..	..	..	..	20	9	45	11	55	55
	1989-90	12	1	8	11	92	..	..	..	..	..	..	12	1	8	11	92	92
Quebec Québec	1981-82	837	334	40	503	60	324	324	100	-	-	-	513	10	2	503	98	98
	1982-83	829	338	40	499	60	320	320	100	-	-	-	509	10	2	499	98	98
	1983-84	821	332	40	489	60	322	322	100	-	-	-	499	10	2	489	98	98
	1984-85	797	340	43	457	57	329	329	100	-	-	-	468	11	2	457	98	98
	1985-86	816	349	43	467	57	337	337	100	-	-	-	479	12	3	467	97	97
	1986-87	875	356	41	519	59	346	346	100	-	-	-	529	10	2	519	98	98
	1987-88	884	360	41	524	59	346	346	100	-	-	-	538	14	3	524	97	97
	1988-89	918	372	41	546	59	358	350	100	-	-	-	560	14	3	546	98	98
	1989-90	958	383	40	575	60	371	371	100	-	-	-	587	12	2	575	98	98

TABLE 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990

TABLE 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Total						Direct Legal Service Staff (1)						Other Staff (2)					
								Professionnels salariés qui assurent des services directs (1)						Autres employés (2)					
		Total	Lawyers	Non-Lawyers	Total	Lawyers	Non-Lawyers	Total	Lawyers	Non-Lawyers	Total	Lawyers	Non-Lawyers	Total	Lawyers	Non-Lawyers	Total	Lawyers	Non-Lawyers
		No. (1000)	No.	%	No. (1000)	No.	%	No. (1000)	No.	%	No. (1000)	No.	%	No. (1000)	No.	%	No. (1000)	No.	%
Northwest Territories	1981-82	7	2	29	5	71		2	1	50	1	50		5	1	20	4	80	
Territoires du Nord-Ouest	1982-83	7	2	29	5	71		2	1	50	1	50		5	1	20	4	80	
	1983-84	7	2	29	5	71		2	1	50	1	50		5	1	20	4	80	
	1984-85	8	2	25	6	75		2	1	50	1	50		6	1	17	5	83	
	1985-86	9	2	22	7	78		9	2	22	7	78		-	-	-	-	-	
	1986-87	10	3	30	7	70		10	3	30	7	70		-	-	-	-	-	
	1987-88	13 (e)	5	38	8	62		7 (e)	3	43	4	57		6	2	33	4	67	
	1988-89	12	4	33	8	67		7	3	43	4	57		5	1	20	4	80	
	1989-90	16	5	31	11	69		9	4	44	5	56		7	1	14	6	86	
Yukon Territory	1981-82	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
Territoire du Yukon	1982-83	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
	1983-84	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
	1984-85	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
	1985-86	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
	1986-87	1	-	-	1	100		...	...	...	...	...		1	-	-	1	100
	1987-88	2	-	-	2	100		...	...	...	...	...		2	-	-	2	100
	1988-89	2	-	-	2	100		...	...	...	...	...		2	-	-	2	100
	1989-90	2	-	-	2	100		...	...	...	...	...		2	-	-	2	100
Canada	1981-82	...	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
	1982-83	1,974	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
	1983-84	2,075	688	33	1,388	67		855	577	67	279	33		1,220	111	9	1,109	91	
	1984-85	2,089	712	34	1,377	66		880	599	68	281	32		1,209	113	9	1,096	91	
	1985-86	2,143	740	35	1,403	65		904	623	69	281	31		1,239	117	9	1,122	91	
	1986-87	2,290	790	34	1,500	66		997	671	67	326	33		1,293	119	9	1,174	91	
	1987-88	2,337	812	35	1,525	65		1,003	689	69	314	31		1,334	123	9	1,211	91	
	1988-89	2,362	836	35	1,546	65		980	714	73	266	27		1,402	122	9	1,280	91	
	1989-90	2,243	801	36	1,442	64		847	696	82	151	18		1,396	105	8	1,291	92	

Footnotes

Table 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

(1) **Direct Legal Service Staff**
Refers to persons whose primary function is to deliver legal advice and/or legal representation directly to clients.

(2) **Other Staff**
Refers to all persons whose primary function does not involve the provision of legal advice and/or representation directly to clients. For example, accountants, librarians, research staff, law students and clerical staff.

(3) **Nova Scotia**
The reduced number of staff in 1982-83 was a result of budget restraint and consequent staff layoff.

(4) **New Brunswick**
The eight Area Director positions were eliminated in February 1990.

(5) **Ontario**
Additional resources are provided by the Ministry of Community and Social Services.

(6) **British Columbia**
A January 1st position count is reported. Community clinic staff are excluded from the 1982-83 count.

Notes

Tableau 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) **Professionnels salariés qui assurent des services directs**
Comprend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et (ou) à représenter les clients.

(2) **Autres employés**
Désignent toutes les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et (ou) de services de représentation directs à des clients. Il peut s'agir notamment de comptables, de bibliothécaires, de personnel affecté aux recherches, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

(3) **Nouvelle-Écosse**
La diminution du personnel en 1982-1983 provient des restrictions budgétaires et des congédiements qui en ont découlé.

(4) **Nouveau-Brunswick**
Les huit postes de directeur régional ont été éliminés en février 1990.

(5) **Ontario**
Le ministère des Services sociaux et communautaires fournit des ressources supplémentaires.

(6) **Colombie-Britannique**
Il s'agit du compte des postes au 1er janvier. Le personnel des centres de consultation communautaires est exclu du compte de 1982-1983.

TABLE 6 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 6 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services	Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers
Province ou territoire et année	Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique
	No.	%		
Newfoundland	1981-82	294	..	..
Terre-Neuve	1982-83	307	..	..
	1983-84	322	103	92
	1984-85	335	118	35
	1985-86	340	..	..
	1986-87	347	..	..
	1987-88	354	..	..
	1988-89	371	..	..
	1989-90	404	..	..
Prince Edward Island	1981-82	96	22	23
Ile-du-Prince-Édouard	1982-83	102	10	10
	1983-84	108	11	10
	1984-85	120	16	13
	1985-86	125	16	13
	1986-87	133	17	13
	1987-88	133	26	20
	1988-89	138	29	21
	1989-90	153	29	19
Nova Scotia	1981-82	949	..	..
Nouvelle-Écosse	1982-83	980	..	..
	1983-84	1,000	..	..
	1984-85	1,088	..	..
	1985-86	1,109	..	..
	1986-87	1,197	..	..
	1987-88	1,200	..	..
	1988-89	1,586	..	..
	1989-90	1,434	..	..
New Brunswick	1981-82	877	325	37
Nouveau-Brunswick	1982-83	753	428	57
	1983-84	791	389	49
	1984-85	816	399	49
	1985-86	849	378	45
	1986-87	852	389 (e)	46
	1987-88	851	379 (e)	45
	1988-89	859	415 (e)	48
	1989-90	863	407 (e)	47
Quebec (3)	1981-82	8,935	4,196	47
Québec	1982-83	9,238	4,251	46
	1983-84	9,377	3,083	33
	1984-85	9,750	3,225	33
	1985-86	9,613	3,170	33
	1986-87	9,795	3,125	32
	1987-88	9,598	3,241	34
	1988-89	9,813	3,215	33
	1989-90	9,648	3,054	32

TABLE 8 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services	Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers
Province ou territoire et année	Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique
	No.	%		
Ontario (4)				
1981-82	13,099	..	..	..
1982-83	13,446	..	..	141
1983-84	14,087	5,226	37	165
1984-85	14,569	5,045	35	175
1985-86	15,216	4,611	30	195
1986-87	16,132	4,619	29	226
1987-88	16,887	4,701	28	246
1988-89	18,496	4,843	26	247
1989-90	17,571	4,879	28	254
Manitoba				
1981-82	1,160	..	..	..
1982-83	1,238	..	..	27
1983-84	1,262	526	42	27
1984-85	1,307	666	51	31
1985-86	1,322	536	41	33
1986-87	1,402	540	39	33
1987-88	1,389	550	40	34
1988-89	1,530	562	37	34
1989-90	1,521	559	37	34
Saskatchewan				
1981-82	915	..	..	57
1982-83	969	..	..	55
1983-84	1,018	74	7	54
1984-85	1,090	105	10	51
1985-86	1,138	139	12	56
1986-87	1,160	146	13	57
1987-88	1,166	98	8	51
1988-89	1,242	143	12	56
1989-90	1,258	164	13	55
Alberta				
1981-82	3,102	..	..	3
1982-83	3,304	..	..	3
1983-84	3,633	..	..	3
1984-85	3,760	1,219	32	1,216
1985-86	3,875	1,203	31	1,200
1986-87	4,031	1,710	42	1,707
1987-88	4,181	2,321	56	2,318
1988-89	4,258	2,527	59	2,524
1989-90	4,352	2,693	62	2,690
British Columbia Colombie-Britannique				
1981-82	4,268	..	..	..
1982-83	4,496	..	..	..
1983-84	4,787	1,457	30	1,411
1984-85	5,103	1,394	27	1,349
1985-86	5,199	1,383	27	1,338
1986-87	5,420	1,418	26	1,373
1987-88	5,712	1,336	23	1,291
1988-89	5,844	1,345 (e)	23	1,300 (e)
1989-90	6,047	1,413 (e)	23	1,368

TABLE 8 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90.

TABLEAU 8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services	Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers		
Province ou territoire et année	Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique		
	No.	%				
Northwest Territories	1981-82	45	22	49	20	2
Territoires du Nord-Ouest	1982-83	53	22	42	20	2
	1983-84	48	26	54	24	2
	1984-85	53	28	53	26	2
	1985-86	58	36	62	34	2
	1986-87	63	38	60	35	3
	1987-88	69	41	59	36	5
	1988-89	74	36	49	32	4
	1989-90	86	47	55	42	5
Yukon Territory	1981-82	40	..	..	..	-
Territoire du Yukon	1982-83	44	..	..	..	-
	1983-84	44	29	66	29	-
	1984-85	46	32	70	32	-
	1985-86	39	27	69	27	-
	1986-87	49	28	57	28	-
	1987-88	49	28	57	28	-
	1988-89	64	30	47	30	-
	1989-90	62	30	48	30	-
Canada (5)	1981-82	33,780	..	..	..	..
	1982-83	34,932	..	..	..	..
	1983-84	36,477	10,924	30	10,275	608
	1984-85	38,037	12,247	32	11,578	712
	1985-86	38,913	..	..	..	740
	1986-87	40,581	..	..	..	790
	1987-88	41,589	..	..	..	812
	1988-89	44,275	..	..	..	836
	1989-90	43,399	..	..	..	847

Footnotes

Table 8 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

X (1) Total Bar Member Count

Includes the number of lawyers listed in the Canadian Law List as of February of each year. Lawyers who are retired or non-active are excluded. Private and public sector lawyers are included.

X (2) Number of Private Lawyers who Provided Services

The count reflects the number of private lawyers who bill the Plan during the fiscal year.

X (3) Quebec

Includes lawyers and notaries.

X (4) Ontario

Lawyers providing duty counsel are excluded.

③ (5) Canada

Canada totals for fiscal years 1985-86 through to and including 1989-90 exclude Newfoundland.

Notes

Tableau 8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) Total des membres du Barreau
Comprend le nombre d'avocats inscrits dans le répertoire «Canadian Law List» mise à jour en février de chaque année. Les avocats à la retraite ou inactifs sont exclus. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus.

(2) Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services
Le compte représente le nombre d'avocats de pratique privée qui ont présenté des notes d'honoraires au cours de l'exercice financier.

(3) Québec

Comprend les avocats et les notaires.

(4) Ontario

Exclut le nombre d'avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office.

③ (5) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières allant de 1985-1986 à 1989-1990 inclusivement ne comprennent pas Terre-Neuve.

Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1989-90.

Figure 9a) illustrates the percentages of approved and refused legal aid applications for each province and territory, excluding Newfoundland, Prince Edward Island and Ontario, for criminal and civil matters in 1989-90. The total number of applications received is also provided.

While each approved/refused pair of bars should add up to 100%, in a number of cases they do not. For a discussion of factors which may explain these deviations, please refer to the footnotes for Tables 9, 10, and 12.

The approval rates for criminal matters range from a low of 77% in Manitoba to a high of 96% in Nova Scotia. In comparison, the approval rates for civil matters range from a low of 43% in British Columbia to a high of 86% in Nova Scotia and Quebec.

Demandes totales, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1989-1990.

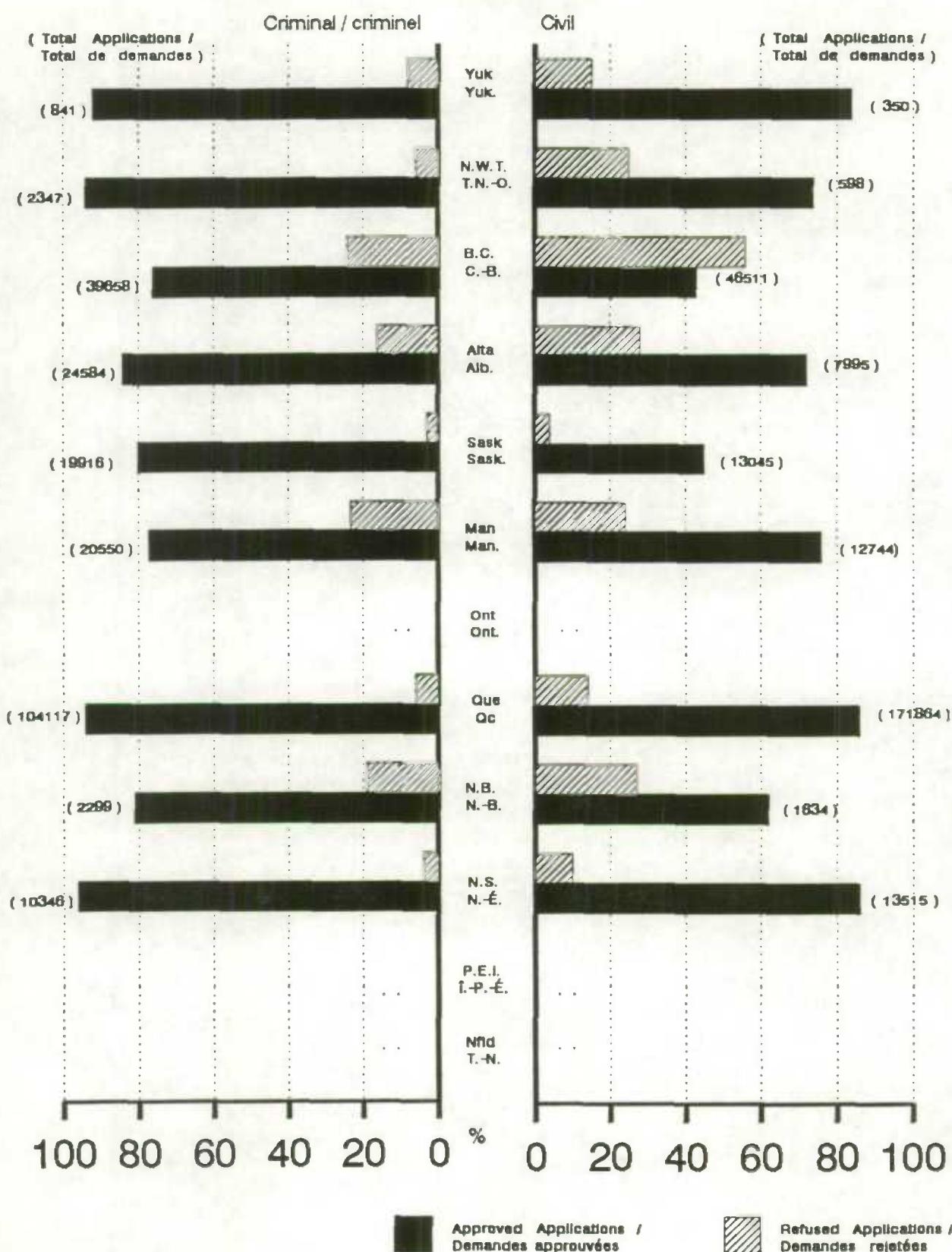
La figure 9a) illustre les pourcentages des demandes d'aide juridique approuvées et refusées en 1989-1990 pour chaque province et territoire, à l'exclusion de Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario, pour les affaires en matière criminelle et civile. Le nombre total de demandes reçues est également fourni.

Chaque paire de barres pour les demandes approuvées/refusées devrait totaliser 100%, à quelques exceptions près. Pour obtenir des précisions sur les facteurs pouvant expliquer ces déviations, veuillez consulter les notes au bas des tableaux 9, 10, et 12.

Les taux d'approbation en matière criminelle varient entre un creux de 77% en Manitoba et un sommet de 96% en Nouvelle-Écosse. Les taux d'approbation en matière civile varient entre un creux de 43% en Colombie-Britannique et un sommet de 86% en Nouvelle-Écosse et au Québec.

Figure 9a) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter, 1989-90.

Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire, 1989-1990.



Source: Tables 9, 10, and 12 / Tableaux 9, 10, et 12

TABLE 9 - Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 9 - Demandes totales, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province and Year Province et année	Total		Criminal Matters Affaires criminelles			Civil Matters Affaires civiles			
	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	
Newfoundland (2) Terre-Neuve	1981-82	5,908	..	2,911	..	49	2,997	..	51
	1982-83	7,238	23	3,497	20	48	3,741	25	52
	1983-84	6,291	-13	3,297	-6	52	2,994	-20	48
	1984-85	7,265	15	3,944	20	54	3,321	11	46
	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..
Nova Scotia (3) Nouvelle-Écosse	1981-82	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	17,120	..	7,268	..	42	9,852	..	58
	1985-86	16,070	6	7,870	8	44	10,200	4	56
	1986-87	20,760	15	8,904	13	43	11,856	16	57
	1987-88	22,737	10	9,778	10	43	12,959	9	57
	1988-89	23,218	2	9,908	1	43	13,310	3	57
	1989-90	23,861	3	10,346	4	43	13,515	2	57
New Brunswick (4) Nouveau-Brunswick	1981-82	4,064	..	2,080	..	51	1,984	..	49
	1982-83	7,469	84	2,408	16	32	5,061	155	68
	1983-84	5,310	-29	2,092	-13	39	3,218	-36	61
	1984-85	5,650	6	2,241	7	40	3,409	6	60
	1985-86	5,732	1	2,413	8	42	3,319	-3	58
	1986-87	5,460	-5	2,462	2	45	2,998	-10	55
	1987-88	5,396	-1	2,565	4	48	2,831	-6	52
	1988-89	2,322	-57	1,901	-26	62	421	-85	18
	1989-90	3,933	69	2,299	21	58	1,634	288	42
Quebec (5) Québec	1981-82	251,150	..	80,463	..	32	170,687	..	68
	1982-83	260,472	4	83,959	4	32	176,513	3	68
	1983-84	258,550	-1	85,417	2	33	173,133	-2	67
	1984-85	257,352	-	84,420	-1	33	172,932	-	67
	1985-86	265,754	3	88,730	5	33	177,024	2	67
	1986-87	271,804	2	91,608 (r)	3	34	180,196 (r)	2	66
	1987-88	265,054	-2	94,347 (r)	3	36	170,707 (r)	-5	64
	1988-89	273,420	3	100,634 (r)	7	37	172,786 (r)	1	63
	1989-90	275,981	1	104,117	3	38	171,864	-1	62

TABLE 9 - Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 9 - Demandes totales, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province and Year Province et année	Total		Criminal Matters			Civil Matters		
			Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	% %	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	% %
Ontario (6)	1981-82	111,456	..	..	..	..	..	..
	1982-83	279,189	..	..	..	..	..	..
	1983-84	277,334	-1	..	..	..	..	..
	1984-85	279,327	1	..	..	..	..	..
	1985-86	301,691	8	..	..	..	..	..
	1986-87	314,737	4	..	..	..	..	..
	1987-88	313,349	-	..	..	..	..	..
	1988-89	347,590	11	..	..	..	..	..
	1989-90	362,794	4	..	..	..	..	..
Manitoba (7)	1981-82	17,502	..	9,881	..	56	7,621	..
	1982-83	22,325	28	12,196	23	55	10,129	33
	1983-84	22,769	2	12,976	6	57	9,793	-3
	1984-85	24,820	9	14,658	13	59	10,162	4
	1985-86	26,178	5	17,451	19	67	8,727	-14
	1986-87	28,782	10	19,111	10	66	9,671	11
	1987-88	30,932	7	20,337	6	66	10,595	10
	1988-89	31,061	0	19,816	-3	64	11,245	6
	1989-90	33,294	7	20,550	4	62	12,744	13
Saskatchewan (8)	1981-82	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	25,078	..	..	..	..	..	..
	1985-86	25,841	3	15,651	..	61	10,190	..
	1986-87	27,823	8	16,641	6	60	11,182	10
	1987-88	26,019	-6	16,197	-3	62	9,822	-12
	1988-89	27,174	4	16,910	4	62	10,264	5
	1989-90	32,961	21	19,916	18	60	13,045	27
Alberta (9)	1981-82	22,916	..	16,231	..	71	6,685	..
	1982-83	28,012	22	19,434	20	69	6,578	28
	1983-84	30,503	9	21,838	12	72	8,665	1
	1984-85	30,686	1	22,059	1	72	8,627	-
	1985-86	32,961	7	23,213	5	70	9,746	13
	1986-87	35,343	7	25,082	8	71	10,261	5
	1987-88	35,209	-	25,702	2	73	9,507	-7
	1988-89	33,805	-6	25,147	-2	74	8,658	-9
	1989-90	32,579	-4	24,584	-2	75	7,995	-8

TABLE 9 - Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 9 - Demandes totales, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province and Year Province et année	Total		Criminal Matters			Civil Matters			
			Affaires criminelles			Affaires civiles			
	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	%	Number	Percent Change Over Previous Year	%	
	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	
British Columbia (10) Colombie-Britannique	1981-82	64,658	..	28,652	..	44	36,006	..	56
	1982-83	69,719	8	32,732	14	47	36,987	3	53
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	66,906	..	31,709	..	47	35,197	..	53
	1985-86	71,035	6	32,015	1	45	39,020	11	55
	1986-87	80,624	13	36,353	14	45	44,271	13	55
	1987-88	80,378	-	36,533	-	45	43,845	-1	55
	1988-89	82,342	2	38,163	4	46	44,179 (r)	1	54
	1989-90	86,169	5	39,658	4	46	46,511	5	54
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (11)	1981-82	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	1,685	..	1,540	..	91	145	..	9
	1985-86	2,509	49	2,231	45	89	278	92	11
	1986-87	2,523	1	2,259	1	90	264	-5	10
	1987-88	3,188	26	2,629	16	82	559	112	18
	1988-89	2,804	-12	2,234 (r)	-15	80	570 (r)	2	20
	1989-90	2,945	5	2,347	5	80	598	5	20
Yukon Territory (12) Territoire du Yukon	1981-82	591	..	469	..	79	122	..	21
	1982-83	576	-3	412	-12	72	164	34	28
	1983-84	618	7	435	6	70	183	12	30
	1984-85	1,142	..	814	..	71	328	..	29
	1985-86	1,033	-10	682	-16	66	351	7	34
	1986-87	1,210	17	935	37	77	275	-22	23
	1987-88	918	-24	637	-32	69	281	2	31
	1988-89	1,054 (r)	15	792 (r)	24	75	262 (r)	-7	25
	1989-90	1,191	13	841	6	71	350	34	29

Footnotes

Table 9 - Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

(1) Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1988-89

For the purpose of creating comparable caseloads, Plans are to report all written applications for service in this table, thereby combining those requiring summary service and full service assistance. However, the total application count may not reflect all requests for assistance as most of the Plans screen applicants to some degree before an application is filed.

Note: The data reflecting approved and refused applications reported in the two following tables, may not sum to the provincial and territorial count reported in Table 9 for two reasons: First, a decision to accept or reject an application may not occur in the time period the application was made. Typically, most applications are filed and assessed within the same time period so the number carried into the next fiscal year is comparatively small.

Second, the approved application counts in Table 10 and 11 refer to full service applications only. The number of summary service applications handled by each Plan are reported in the footnotes. Consequently, the total application count approximates the

Notes

Tableau 9 - Demandes totales selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) Demandes totales selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1988-1989

Afin de créer des données comparables sur les cas, les régimes doivent déclarer toutes les demandes écrites de service dans ce tableau, regroupant ainsi celles concernant des services sommaires et celles concernant des services complets. Cependant, le total des demandes peut ne pas refléter toutes les demandes d'aide, étant donné que la plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ces derniers présentent une demande.

Nota: Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent dans les deux tableaux suivants peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons: premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit.

Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets. Le nombre de demandes de services sommaires traitées par chaque régime est déclaré dans les renvois. Par conséquent, le compte

sum of applications approved for service, both full service and summary service, and applications refused.

Prince Edward Island data are not reported in Tables 9, 11 and 12 since only counts of approved applications are maintained.

Saskatchewan includes duty counsel services in both Tables 9 and 11.

(2) Newfoundland

Provincial statute offence cases are included in the civil count.

(3) Nova Scotia

Criminal matters include provincial offenses. There were 644 provincial cases in 1987-88, 627 in 1988-89, and 449 in 1989-90.

(4) New Brunswick

Civil coverage commenced in October 1981. As of April 13, 1988, access to civil legal aid has been limited to those areas of family law involving violence, abuse, or guardianship applications. These cases are paid through domestic legal aid.

total des demandes est presque équivalent à la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.

Les tableaux 9, 11 et 12 ne contiennent pas les données pour l'île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont gardées.

Les données de la Saskatchewan concernant les services d'avocats nommés d'office figurent aux tableaux 9 et 10.

(2) Terre-Neuve

Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales font partie du compte des affaires civiles.

(3) Nouvelle-Écosse

Les affaires criminelles comprennent les infractions aux lois provinciales. On a enregistré 644 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales en 1987-1988, 627 cas en 1988-1989, et 449 en 1989-1990.

(4) Nouveau-Brunswick

La prestation d'aide juridique au civil a commencé en octobre 1981. Le 13 avril 1988, l'aide juridique en matière civile a été réduite de sorte que les régimes ne couvrent maintenant que les cas concernant le droit de la famille pour ce qui est de la violence, des mauvais traitements ou des demandes de tutelle. Les frais engagés pour ces cas sont payés par l'intermédiaire du Programme d'aide juridique en matière familiale.

(5) Quebec

Provincial and municipal offence cases are included in the criminal count. In 1986-87, 9,297 provincial and municipal offenses were reported, 9,149 in 1987-88, 11,246 in 1988-89, and 10,938 in 1989-90.

(5) Québec

Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales et aux règlements municipaux font partie du compte des affaires criminelles. En 1986-1987, 9,297 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales et aux règlements municipaux ont été déclarés, comparativement à 9,149 cas en 1987-1988, 11,246 en 1988-1989 et 10,938 en 1989-1990.

(6) Ontario

Community clinic data are included. These clinics supplement the civil legal aid services provided by private lawyers. Data for fiscal year 1981-82 are not comparable to the subsequent years since summary services are included only in the latter counts.

(6) Ontario

Comprend les données sur les centres de consultation communautaires. Ces centres complètent les services d'aide juridique au civil fournis par les avocats de pratique privée. Les données pour l'exercice financier 1981-1982 ne sont pas comparables avec celles des années subséquentes, car les services sommaires ne sont inclus que dans les derniers comptes.

(7) Manitoba

Summary service counts are excluded since this count combines both "drop-in" and "hot-line" types of requests for legal advice.

(7) Manitoba

Le compte des services sommaires est exclu, étant donné qu'il englobe les demandes de conseils juridiques présentées à la réception du bureau d'aide juridique et celles faites par téléphone.

(8) Saskatchewan

Total application counts include duty counsel services and some telephone advice. Provincial offenses are included in the criminal total. There were 764 provincial cases in 1987-88, 790 in 1988-89, and 1088 in 1989-90.

(8) Saskatchewan

Le nombre total de demandes comprend les services fournis par des avocats nommés d'office et certains conseils fournis par téléphone. Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales sont compris dans le compte des affaires criminelles. On a enregistré 764 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales en 1987-1988, 790 cas en 1988-1989 et 1088 cas en 1989-1990.

(9) Alberta

Provincial statute cases are included in the criminal count.

(9) Alberta

Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le

In 1985-86, there were 64 provincial cases, 112 in 1986-87, 295 in 1987-88, 367 in 1988-89 and 258 in 1989-90.

(10) British Columbia

Partial data for the Victoria Community Law Office are excluded in 1981-82 and 1982-83. Criminal matters also include provincial offenses.

(11) Northwest Territories

Data refer to the number of persons applying for legal aid services. Duty counsel counts are included. Summary service counts are not included. Total application counts include only partial data for Mackenzie Court Worker Services, Keewatin Legal Services Centre Society, Arctic Rim Law Centre, and Maliiganik Tukiisiniakdik Clinic.

(12) Yukon Territory

Data respecting fiscal years 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system. No distinction is made between summary and full service applications. They are all counted at the full service level.

compte des affaires criminelles. On a relevé 64 cas reliés aux infractions à des lois provinciales en 1985-1986, 112 en 1986-1987, 295 en 1987-1988, 367 en 1988-1989, et 258 en 1989-1990.

(10) Colombie-Britannique

Les données partielles pour le «Victoria Community Law Office» sont exclues en 1981-1982 et en 1982-1983. Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le compte des affaires criminelles.

(11) Territoires du Nord-Ouest

Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris, mais ceux pour les services sommaires ne le sont pas. Le nombre total de demandes comprend seulement les données partielles pour «Mackenzie Court Worker Services», «Keewatin Legal Services Centre Society», «Arctic Rim Law Centre», et «Clinique Maliiganik Tukiisiniakdik».

(12) Territoire du Yukon

En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années antérieures. On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Ces deux genres de service sont considérés comme des services complets.

TABLE 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90. (1)

TABLEAU 10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total			Criminal Matters				Civil Matters					
	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Rate per 1,000 Population Taux pour 1,000 habitants	Affaires criminelles			No. Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Rate per 1,000 Population Taux pour 1,000 habitants	Affaires civiles			
				No. Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Rate per 1,000 Population Taux pour 1,000 habitants				No. Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Rate per 1,000 Population Taux pour 1,000 habitants	
Newfoundland (3) Terre-Neuve	1981-82	3,603	..	6	2,205	..	61	4	1,398	..	39	2	567.7
	1982-83	3,935	9	7	2,428	10	62	4	1,507	8	38	3	568.9
	1983-84	3,211	-18	6	2,297	-5	72	4	914	-39	28	2	571.8
	1984-85	4,077	27	7	2,956	29	73	5	1,121	23	27	2	571.3
	1985-86	5,580	37	10	4,005	35	72	7	1,575	40	28	3	569.3
	1986-87	7,358	..	13	5,259	..	71	9	2,099	..	29	4	568.1
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	567.5
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	568.5
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	572.4
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1981-82	758	..	6	608	..	80	5	150	..	20	1	122.6
	1982-83	751	-1	6	510	-16	68	4	241	61	32	2	123.0
	1983-84	728	-3	6	526	3	72	4	202	-16	28	2	124.4
	1984-85	805	11	6	625	19	78	5	180	-11	22	1	125.3
	1985-86	1,546	92	12	1,388	122	90	11	158	-12	10	1	126.1
	1986-87	1,706	10	13	1,496	8	88	12	210	33	12	2	126.8
	1987-88	1,732	2	14	1,465	-2	85	11	267	27	15	2	127.6
	1988-89	1,762	2	14	1,428	-3	81	11	334	25	19	3	129.2
	1989-90	2,189	24	17	1,782	25	81	14	407	22	19	3	130.1
Nova Scotia (4) Nouvelle-Écosse	1981-82	15,440	..	18	9,137	..	59	11	6,303	..	41	7	848.6
	1982-83	14,679	-5	17	9,422	3	64	11	5,257	-17	36	6	853.1
	1983-84	14,843	1	17	9,521	1	64	11	5,322	1	36	6	860.6
	1984-85	12,377	..	14	6,335	..	51	7	6,042	..	49	7	867.6
	1985-86	13,518	9	16	6,760	7	50	8	6,758	12	50	8	872.1
	1986-87	17,814	32	20	8,074	19	45	9	9,740	44	55	11	875.7
	1987-88	20,408	15	23	8,949	11	44	10	11,459	18	56	13	881.3
	1988-89	23,395	15	26	9,956	11	43	11	13,439	17	57	15	883.9
	1989-90	21,521	-8	24	9,885 (e)	-1	46	11	11,636 (e)	-13	54	13	887.7
New Brunswick (5) Nouveau-Brunswick	1981-82	3,559	..	5	1,795	..	50	3	1,764	..	50	3	695.6
	1982-83	6,446	81	9	2,152	20	33	3	4,294	143	67	6	699.5
	1983-84	4,070	-37	6	1,588	-26	39	2	2,482	-42	61	4	705.1
	1984-85	4,180	3	6	1,642	3	39	2	2,538	2	61	4	709.1
	1985-86	4,303	3	6	1,848	13	43	3	2,455	-3	57	3	710.4
	1986-87	4,184	-3	6	1,926	4	46	3	2,258	-8	54	3	710.7
	1987-88	4,252	2	6	2,095	9	49	3	2,157	-4	51	3	712.4
	1988-89	1,896	-55	3	1,667	-20	88	2	229	-89	12	0	715.0
	1989-90	2,878	52	4	1,869	12	65	3	1,009	341	35	1	720.7

TABLE 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90. (1)

TABLEAU 10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total			Criminal Matters				Civil Matters			
				Affaires criminelles				Affaires civiles			
	Number Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Rate per 1,000 Population Taux pour 1,000 habitants	No. Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	# Taux pour 1,000 habitants	No. Nombre	Percent Change Over Previous Year Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	# Taux pour 1,000 habitants	No. Population (2) (en milliers)	
Quebec (6)	1981-82	219,875	..	34	77,051	..	35	12	142,824	..	65
Quebec	1982-83	228,240	4	35	79,988	4	35	12	148,252	4	65
	1983-84	227,570	-	35	81,145	1	36	13	146,425	-1	64
	1984-85	227,085	-	35	80,419	-1	35	12	146,666	-	65
	1985-86	235,845	4	36	84,507	5	36	13	151,338	3	64
	1986-87	238,698	1	36	86,661 (r)	3	36	13	152,037 (r)	-	64
	1987-88	232,746	-2	35	88,596 (r)	2	38	13	144,150 (r)	-5	62
	1988-89	240,674	3	36	94,367 (r)	7	39	14	146,307 (r)	1	61
	1989-90	245,853	2	37	98,087	4	40	15	147,766	1	60
Ontario (7)	1981-82	98,568	..	11	44,825	..	45	5	53,743	..	55
	1982-83	112,563	14	13	49,896	11	44	6	62,667	17	56
	1983-84	110,041	-2	12	49,464	-1	45	6	60,577	-3	55
	1984-85	111,752	2	12	50,131	1	45	6	61,621	2	55
	1985-86	106,101	-5	12	51,068	2	48	6	55,033	-11	52
	1986-87	118,873	12	13	59,028	16	50	6	59,845	9	50
	1987-88	124,911	5	13	62,858	6	50	7	62,053	4	50
	1988-89	143,823	15	15	70,382	12	49	7	73,441	18	51
	1989-90	168,282	17	17	78,382	11	47	8	89,900	22	53
Manitoba (8)	1981-82	13,530	..	13	7,825	..	58	8	5,705	..	42
	1982-83	17,486	29	17	9,985	28	57	10	7,501	31	43
	1983-84	17,668	1	17	10,649	7	60	10	7,019	-6	40
	1984-85	19,389	10	18	12,372	16	64	12	7,017	-	36
	1985-86	20,332	5	19	13,726	11	68	13	6,604	-6	32
	1986-87	22,902	13	21	15,032	9	66	14	7,870	19	34
	1987-88	24,367	6	23	16,115	7	66	15	8,252	5	34
	1988-89	23,741	-3	22	15,147	-6	64	14	8,594	4	36
	1989-90	25,502	7	23	15,780	4	62	15	9,722	13	38
Saskatchewan (9)	1981-82	26,167	..	27	16,272	..	62	17	9,895	..	38
	1982-83	28,610	9	29	18,348	13	64	19	10,262	4	36
	1983-84	25,946	-9	26	17,988	-2	69	18	7,958	-22	31
	1984-85	16,767	..	17	11,830	..	71	12	4,937	..	29
	1985-86	17,470	4	17	12,901	9	74	13	4,569	-7	26
	1986-87	19,694	13	20	13,813	7	70	14	5,881	29	30
	1987-88	17,769	-10	18	13,027	-6	73	13	4,742	-19	27
	1988-89	18,650	5	18	13,691	5	73	14	4,959	5	27
	1989-90	21,865	17	22	15,993	17	73	16	5,872	18	27

TABLE 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90. (1)

TABLEAU 10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year	Total			Criminal Matters				Civil Matters				
				Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Number	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	Population (2) ('000) (en milliers)
	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	
Alberta (10)	1981-82	15,508	..	7	11,886	..	77	5	3,622	..	23	2 2271.2
	1982-83	17,267	11	7	13,501	14	78	6	3,766	4	22	2 2325.5
	1983-84	18,900	9	8	15,044	11	80	6	3,856	2	20	2 2337.2
	1984-85	19,132	1	8	15,301	2	80	7	3,831	-1	20	2 2333.3
	1985-86	23,150	21	10	17,870	17	77	8	5,280	38	23	2 2349.5
	1986-87	25,599	11	11	19,840	11	78	8	5,759	9	22	2 2374.2
	1987-88	25,649	-	11	20,221	2	79	8	5,428	-6	21	2 2381.8
	1988-89	25,193	-2	10	20,058	-1	80	8	5,135	-5	20	2 2407.9
	1989-90	26,425	5	11	20,676	3	78	8	5,749	12	22	2 2440.3
British Columbia (11)	1981-82	37,627	..	14	21,963	..	58	8	15,664	..	42	6 2763.2
Colombie-Britannique	1982-83	37,076	-1	13	24,472	11	66	9	12,604	-20	34	5 2798.2
	1983-84	32,452	-12	11	21,231	-13	65	8	11,221	-11	35	4 2826.9
	1984-85	39,016	20	14	25,232	19	65	9	13,784	23	35	5 2858.2
	1985-86	39,200 (e)	-	14	25,400 (e)	-	65	9	13,800 (e)	-	35	5 2879.8
	1986-87	44,124 (e)	13	15	28,491 (e)	12	65	10	15,633 (e)	13	35	5 2901.4
	1987-88	43,648 (e)	-1	15	27,471 (e)	-4	63	9	16,177 (e)	3	37	5 2945.9
	1988-89	48,395 (e)	11	16	30,606 (e)	11	63	10	17,789 (e)	10	37	6 3009.1
	1989-90	50,278 (e)	4	16	30,063 (e)	-2	60	10	20,215 (e)	14	40	7 3083.3
Northwest Territories	1981-82	2,311	..	50	2,087	..	90	45	224	..	10	5 46.5
Territoire du Nord-Ouest (12)	1982-83	1,907	-17	40	1,688	-19	89	35	219	-2	11	5 48.1
	1983-84	1,705	-11	34	1,530	-9	90	31	175	-20	10	4 49.5
	1984-85	1,634	-4	32	1,497	-2	92	30	137	-22	8	3 50.7
	1985-86	2,443	50	47	2,199 (e)	47	90	42	244 (e)	78	10	5 51.9
	1986-87	2,523	3	49	2,259	3	90	44	264	8	10	5 51.7
	1987-88	3,008	19	58	2,480	10	82	48	528	100	18	10 51.6
	1988-89	2,623 (r)	-13	50	2,116 (r)	-15	81	40	507	-4	19	10 52.5
	1989-90	2,645	1	49	2,199	4	83	41	446	-12	17	8 53.6
Yukon Territory (13)	1981-82	548	..	23	453	..	83	19	95	..	17	4 23.4
Territoire du Yukon	1982-83	513	-6	22	375	-17	73	16	138	45	27	6 23.5
	1983-84	526	3	23	384	2	73	17	142	3	27	6 23.0
	1984-85	962	..	41	671	..	70	29	291	..	30	12 23.4
	1985-86	923	-4	39	639	-5	69	27	284	-2	31	12 23.6
	1986-87	1,141	24	48	902	41	79	38	239	-16	21	10 24.0
	1987-88	717	-37	29	540	-40	75	22	177	-26	25	7 24.8
	1988-89	915	28	36	720 (r)	33	79	28	195 (r)	10	21	8 25.4
	1989-90	1,072	17	42	776	8	72	30	296	52	28	12 25.6

TABLE 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90. (1)

TABLEAU 10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total			Criminal Matters				Civil Matters				
				Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Number	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	Population (2) ('000) (en milliers)
	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	
Canada (14)	1981-82	437,494	..	18	196,107	..	45	8	241,387	..	55	10 24425.7
	1982-83	469,473	7	19	212,765	6	45	9	256,708	6	55	10 24658.4
	1983-84	457,660	-3	18	211,367	-1	46	9	246,293	-4	54	10 24550.8
	1984-85	457,176	-	18	209,011	-1	46	8	248,165	1	54	10 25047.4
	1985-86	470,411	3	19	222,313	6	47	9	248,098	-	53	10 25231.1
	1986-87	504,616	7	20	242,781	9	48	10	261,835	6	52	10 25438.2
	1987-88	499,207	-1	19	243,817	-	49	9	255,390	-2	51	10 25728.5
	1988-89	531,067	6	20	260,138	7	49	10	270,929	6	51	10 26018.4
	1989-90	568,510	7	22	275,492	6	48	10	293,018	8	52	11 26355.2

Footnotes

Table 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

(1) Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

By definition, summary services are excluded from this count.

(2) Population

Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1986-87, 1988-89 and 1989-90 data are updated postcensal estimates and the 1987-88 data are preliminary postcensal estimates.

(3) Newfoundland

Provincial offence matters are included in the civil count. Applications for summary services are included. Data respecting fiscal years 1986-87 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

(4) Nova Scotia

For the years prior to 1985-86, total approved application counts include the number of applications approved for summary services. From 1985-86 onwards, applications approved for summary services are excluded. In 1984-85, 3,236 applications were approved for

Notes

Tableau 10 - Demandes approuvées selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) Demandes approuvées selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1981-1982 à 1989-1990

Les services sommaires sont, par définition, exclus de ce compte.

(2) Population

Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1er octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1986-1987, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires à jour, et les données de 1987-1988 sont des estimations postcensitaires provisoires.

(3) Terre-Neuve

Les affaires relatives à des infractions relevant de lois provinciales figurent parmi les affaires civiles. Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires. Les données concernant les exercices financiers 1986-1987 et suivants ne sont pas comparables avec les données des années antérieures, étant donné la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion.

(4) Nouvelle-Écosse

Pour les exercices financiers avant 1985-1986, le nombre total de demandes approuvées comprend le nombre de demandes de services sommaires approuvées. À partir de 1985-1986, les demandes de services sommaires sont exclues. En 1984-1985, 3,236 demandes de

summary services. The figures for the following years are 3,518 (1985-86), 3,114 (1986-87), 2,869 (1987-88), 2,919 (1988-89) and 3,041 (1989-90). Provincial statute offenses accounted for 409 of the total approved in 1984-85, 353 (1985-86), 412 (1986-87), 465 (1987-88), 567 (1988-89), and 309 (1989-90). Family matters comprised 6,288 of the civil applications approved in 1984-85, 5,301 (1985-86), 6,782 (1986-87), 7,525 (1987-88), 8,954 (1988-89), and 7,604 (1989-90).

(5) New Brunswick

Applications for civil summary services are included.

(6) Quebec

Provincial and municipal offences are included in the criminal count. Provincial and municipal offenses accounted for 8,647 in 1986-87, 8,427 in 1987-88, 10,331 in 1988-89 and 10,111 in 1989-90. Summary services are included.

(7) Ontario

Calendar year community clinic data are included. (i.e. applications approved in calendar year 1981 are included in the 1981-82 fiscal year count). In 1981, 17,520 files were "open". The corresponding figures for the following years were 21,671 (1982-83), 23,040 (1983-84), 24,221 (1984-85), 15,367 (1985-86), 15,407 (1986-87), 16,180 (1987-88), 28,894 (1988-89) and 30,008 (1989-90). Community clinics assist clients in civil matters only. The apparent decline in the

services sommaires ont été approuvées. Les chiffres pour les exercices suivants sont 3,518 (1985-1986), 3,114 (1986-1987), 2,869 (1987-1988), 2,919 (1988-1989) et 3,041 (1989-1990). En regard de l'ensemble des demandes approuvées, le nombre d'affaires reliées à des infractions aux lois provinciales en 1984-1985 s'élevait à 409, à 353 (1985-1986), à 412 (1986-1987), à 465 (1987-1988), à 567 (1988-1989) et à 309 (1989-1990). Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 6,288 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1984-1985, 5,301 (1985-1986), 6,782 (1986-1987), 7,525 (1987-1988), et 8,954 (1988-1989) 7,604 (1989-1990).

(5) Nouveau-Brunswick

Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires en matière civile.

(6) Québec

Les infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux sont comprises dans le compte des demandes en matière criminelle. Elles se chiffreraient à 8,647 en 1986-1987, à 8,427 en 1987-1988, à 10,311 en 1988-1989, et à 10,111 en 1989-1990. Les services sommaires sont inclus.

(7) Ontario

Comprend les données sur les centres de consultation communautaires pour l'année civile (c.-à-d. que le nombre de demandes approuvées en 1981 est inclus dans le compte de l'exercice financier 1981-1982). En 1981, 17,520 dossiers ont été ouverts. Les chiffres correspondants pour les exercices suivants sont, 21,671 (1982-1983), 23,040 (1983-1984), 24,221 (1984-1985), 15,367 (1985-1986), 15,407 (1986-1987), 16,180 (1987-1988), 28,894 (1988-1989) et 30,008 (1989-1990). Les centres

number of applications approved in the 1985-86 fiscal year is due to a change in the Plan's method of counting. In 1982-83, 130,409 applications were approved for summary services. The corresponding figures for the following years were 132,031 (1983-84), 131,433 (1984-85), 162,754 (1985-86), 159,771 (1986-87), 153,264 (1987-88), 169,223 (1988-89) and 156,436 (1989-90).

de consultation communautaires aident les clients dans les affaires civiles uniquement. La diminution apparente du nombre de demandes approuvées au cours de l'exercice financier 1985-1986 est attribuable à un changement apporté dans la méthode de comptage du régime. En 1982-1983, 130,409 demandes de services sommaires ont été approuvées. Les chiffres correspondants pour les exercices suivants sont 132,031 (1983-1984), 131,433 (1984-1985), 162,754 (1985-1986), 159,771 (1986-1987), 153,264 (1987-1988), 169,223 (1988-1989) et 156,436 (1989-1990).

X (8) Manitoba

Family matters comprised 5,553 of the civil applications approved in 1985-86, 6,774 (1986-87), 7,190 (1987-88), 7,384 (1988-89) and 8,645 (1989-90). Provincial offenses accounted for 251 of the criminal total for 1985-86, 331 (1986-87), 280 (1987-88), 338 (1988-89) and 445 (1989-90).

(8) Manitoba

Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 5,553 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1985-1986, 6,774 (1986-1987), 7,190 (1987-1988), 7,384 (1988-1989) et 8,645 (1989-1990). Parmi toutes les demandes reliées à des affaires criminelles, celles ayant trait à des infractions aux lois provinciales se chiffraient à 251 en 1985-1986, à 331 (1986-1987), à 280 (1987-1988), à 338 (1988-1989) et à 445 (1989-1990).

X (9) Saskatchewan

Duty counsel figures are included because staff lawyers provide this service. Provincial statute offenses accounted for 791 of the criminal applications approved in 1983-84, 347 (1984-85), 285 (1985-86), 295 (1986-87), 202 (1987-88), 186 (1988-89), and 179 (1989-90). Family matters comprised 4,542 of the civil applications approved in 1983-84, 4,249 (1984-85), 4,057 (1985-86), 5,506 (1986-87), 4,521 (1987-88), 4784 (1988-89) and 5,712 (1989-90). Approved applications for summary services accounted for 6,908 in 1984-85, 7,492 (1985-86), 7,296 (1986-87), 7,520 (1987-88), 7831 (1988-89)

(9) Saskatchewan

Comprend les chiffres d'avocats nommés d'office parce que les avocats salariés fournissent ce service. Les affaires ayant trait à des infractions aux lois provinciales représentaient 791 demandes parmi celles approuvées en matière criminelle en 1983-1984, 347 (1984-1985), 285 (1985-1986), 295 (1986-1987), 202 (1987-1988), 186 (1988-1989) et 179 (1989-1990). Les affaires relevant du droit de la famille constituaient 4,542 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1983-1984, 4,249 (1984-1985), 4,057 (1985-1986), 5,506 (1986-1987), 4,521 (1987-1988),

and 10463 (1989-90). Data respecting fiscal 1984-85 are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

4784 (1988-1989), et 5712 (1989-1990). Le nombre de demandes de services sommaires approuvées s'établissait à 6,908 en 1984-1985, 7,492 (1985-1986), 7,296 (1986-1987), 7,520 (1987-1988), 7831 (1988-1989) et 10,463 (1989-1990). En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données de l'exercice financier 1984-1985 ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années précédentes.

(10) Alberta

Applications for summary services (non-certificate opinions) are included. Provincial statute offenses accounted for approximately 18 of the total criminal applications approved for 1984-85, 39 in 1985-86, 94 in 1986-87, 49 in 1987-88, 55 in 1988-89 and 79 in 1989-90. Family matters comprised 2,950 of the civil total in 1984-85, 4,200 (1985-86), 4,543 (1986-87), 3,710 (1987-88), 3697 (1988-89), and 3148 (1989-90).

(10) Alberta

Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires (prestation de conseils sans délivrance de certificat). Les affaires ayant trait à des infractions aux lois provinciales représentaient environ 18 demandes parmi celles approuvées en matière criminelle en 1984-1985, 39 en 1985-1986, 94 en 1986-1987, 49 en 1987-1988, 55 en 1988-1989 et 79 en 1989-1990. Les affaires relevant du droit de la famille constituaient 2,950 demandes parmi celles approuvées en matière civile approuvées en 1984-1985, 4,200 (1985-1986), 4,543 (1986-1987), 3,710 (1987-1988), 3697 (1988-1989) et 3148 (1989-1990).

(11) British Columbia

Partial data for the Victoria Community Law Office are excluded in 1981-1982 and 1982-1983. Family matters comprised 5,101 of the civil applications approved (1983-84), 7,561 (1984-85 and 1985-86), 9,086 (1986-87), 12,623 (1988-89) and 14,995 (1989-90). Criminal matters also include provincial offenses.

(11) Colombie-Britannique

Les données partielles pour le «Victoria Community Law Office» sont exclues en 1981-1982 et 1982-1983. Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 5,101 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1983-1984, 7,561 (1984-1985 et 1985-1986), 9,086 (1986-1987), 12,623 (1988-1989) et 14,995 (1989-1990). Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le compte des affaires criminelles.

(12) Northwest Territories

The counts refer to the number of

(12) Territoires du Nord-Ouest

Les comptes renvoient au nombre de

persons assisted and only include those approved through the central office. Duty counsel and summary service counts are included.

personnes aidées et ne comprennent que les cas approuvés par le bureau central. Les chiffres comprennent les services d'avocats nommés d'office et les services sommaires.

(13) Yukon Territory

No distinction is made between summary and full service applications. They are all counted at the full service level. Data respecting fiscal 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

(13) Territoire du Yukon

On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Ces deux genres de service sont considérés comme des services complets. En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables aux chiffres déclarés les années précédentes.

(14) Canada

Canada totals for fiscal years 1987-88, 1988-89 and 1989-90 exclude Newfoundland.

(14) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 ne comprennent pas Terre-Neuve.

TABLE 11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983-84 to 1989-90.

TABLEAU 11 - Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1983-1984 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total						Criminal Matters						Civil Matters					
							Affaires criminelles									Affaires civiles		
	Total		Staff Professional	Private Lawyer	Total		Staff Professional	Private Lawyer	Total		Staff Professional	Private Lawyer	Total		Staff Professional	Private Lawyer	Total	
	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	No	%
Newfoundland	1983-84	3,211	..	..	..	..	2,297	..	..	..	..	..	914	..	..	..	..	..
Terre-Neuve	1984-85	4,077	..	..	..	..	2,956	..	..	..	..	..	1,121	..	..	..	..	..
	1985-86	5,580	..	..	..	..	4,005	..	..	..	..	..	1,575	..	..	..	..	..
	1986-87	7,358	..	..	..	..	5,259	..	..	..	..	..	2,099	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island	1983-84	720	..	..	..	..	526	..	..	..	..	..	202	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard (1)	1984-85	805	792	98	13	2	625	616	99	9	1	180	176	98	4	2	..	..
	1985-86	1,546	1,520	98	26	2	1,380	1,367	98	21	2	158	153	97	5	3	..	..
	1986-87	1,706	1,656	97	50	3	1,496	1,453	97	43	3	210	203	97	7	3	..	..
	1987-88	1,732	1,655	96	77	4	1,465	1,405	96	60	4	267	250	94	17	6	..	..
	1988-89	1,762	1,663	94	99	6	1,420	1,359	95	69	5	334	304	91	30	9	..	..
	1989-90	2,189	2,007	92	182	8	1,782	1,648	92	134	8	407	359	88	48	12	..	..
Nova Scotia	1983-84	14,843	..	..	..	..	9,521	..	..	..	..	..	5,322	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	1984-85	12,377	..	..	..	..	6,335	..	..	..	..	..	6,042	..	..	..	..	..
	1985-86	13,518	..	..	..	..	6,760	..	..	..	..	..	6,758	..	..	..	..	..
	1986-87	17,814	16,176	91	1,638	9	8,074	7,723	96	351	4	8,740	8,453	87	1,287	13	..	..
	1987-88	20,408	18,210	89	2,198	11	8,949	8,507	95	442	5	11,658	9,783	85	1,756	15	..	..
	1988-89	23,395	21,510	92	1,885	8	9,956	9,475	95	481	5	13,439	12,035	80	1,404	10	..	..
	1989-90	21,521	18,620	87	2,901	13	9,885	9,066	92	819 (x)	8	11,636	9,554	82	2,082 (x)	18	..	..
New Brunswick	1983-84	4,070	..	..	..	..	4,070	100	1,588	..	..	..	2,482	..	..	..	2,482	100
Nouveau-Brunswick	1984-85	4,180	..	..	..	..	4,180	100	1,642	..	..	..	2,538	..	..	..	2,538	100
	1985-86	4,303	..	..	..	..	4,303	100	1,648	..	..	..	2,455	..	..	..	2,455	100
	1986-87	4,184	..	..	..	..	4,184	100	1,926	..	..	..	2,250	..	..	..	2,250	100
	1987-88	4,252	..	..	..	..	4,252	100	2,095	..	..	..	2,157	..	..	..	2,157	100
	1988-89	1,896	..	..	..	..	1,896	100	1,667	..	..	..	229	..	..	..	229	100
	1989-90	2,078	..	..	..	..	2,078	100	1,869	..	..	..	1,009	..	..	..	1,009	100
Quebec (2)	1983-84	227,570	..	..	..	..	81,145	..	..	..	..	..	146,425	..	..	..	..	..
Québec	1984-85	227,085	..	..	..	..	80,419	..	..	..	..	..	146,666	..	..	..	..	..
	1985-86	235,045	140,964	60	94,881	40	84,507	48,087	57	36,420	43	151,338	92,877	61	58,461	39	..	..
	1986-87	238,698	145,038	61	93,660	39	78,014	51,050	65	35,602	46	160,684	93,979	58	58,058	36	..	..
	1987-88	232,746	134,324	58	98,422	42	80,169	49,597	62	38,999	49	152,577	84,727	56	59,423	39	..	..
	1988-89	240,674	147,130	61	93,544	39	94,367	55,708	59	38,659	41	146,307	91,422	62	54,085	38	..	..
	1989-90	245,053	151,175	61	94,678	39	88,087	56,807	58	41,280	42	147,766	94,368	64	53,398	36	..	..
Ontario	1983-84	110,041	23,040	21	87,001	79	49,464	..	..	49,464	100	60,577	23,040	38	37,537	62	..	..
	1984-85	111,752	24,223	22	87,531	78	50,131	..	..	50,131	100	61,621	24,221	39	37,400	61	..	..
	1985-86	106,101	15,367	14	90,734	66	51,068	..	..	51,068	100	55,033	15,367	28	39,666	72	..	..
	1986-87	118,873	15,407	13	103,466	87	59,028	..	..	59,028	100	59,845	15,407	26	44,438	74	..	..
	1987-88	124,911	16,180	13	108,731	87	62,858	..	..	62,858	100	62,053	16,180	26	45,873	74	..	..
	1988-89	143,823	20,894	20	114,928	80	70,382	..	..	70,382	100	73,441 (x)	28,894	39	44,547	61	..	..
	1989-90	168,282	30,006	18	138,274	82	78,382	..	..	78,382	100	88,900	30,008	33	59,892	67	..	..

TABLE 11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983-84 to 1989-90.

TABLEAU 11 - Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1983-1984 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total						Criminal Matters						Civil Matters					
							Affaires criminelles						Affaires civiles					
	Total		Staff Professional		Private Lawyer		Total		Staff Professional		Private Lawyer		Total		Staff Professional		Private Lawyer	
	Professionnels salariés	No	Avocats de pratique privée	No	Professionnels salariés	No	Avocats de pratique privée	No	Professionnels salariés	No	Avocats de pratique privée	No	Professionnels salariés	No	Avocats de pratique privée	No	Professionnels salariés	No
Manitoba (3)	1983-84	17,668	..	..	..	..	18,649	..	..	..	..	..	7,819	..	..	..	..	..
	1984-85	19,389	..	..	..	..	12,372	..	..	..	..	..	7,017	..	..	..	..	..
	1985-86	20,332	6,159	30	14,133	70	13,728	4,332	32	8,396	68	6,604	1,067	28	4,737	72		
	1986-87	22,902	6,964	30	15,938	70	15,032	4,947	33	10,085	67	7,870	2,017	26	5,853	74		
	1987-88	24,367	6,942	28	17,425	72	16,115	5,036	31	11,079	69	8,252	1,906	23	6,346	77		
	1988-89	23,741	6,749	28	16,992	72	15,147	4,694	31	10,453	69	8,594	2,055	24	6,539	76		
	1989-90	25,502	7,149	28	18,353	72	15,780	5,015	32	10,765	68	9,722	2,134	22	7,588	78		
Saskatchewan (4)	1983-84	25,946	..	..	..	..	17,988	..	..	..	..	..	7,958	..	..	..	..	..
	1984-85	16,767	16,677	99	90	1	11,830	11,743	99	87	1	4,937	4,934	100	3	-	-	
	1985-86	17,470	17,194	98	286	2	12,901	12,635	98	266	2	4,569	4,549	100	20	-	-	
	1986-87	19,634	19,467	99	227	1	13,813	13,621	99	192	1	5,881	5,846	99	35	1	-	
	1987-88	17,769	17,681	100	88	-	13,027	12,958	99	69	1	4,742	4,723	100	19	0	-	
	1988-89	18,650	18,432	99	218	1	13,691	13,527	99	164	1	4,959	4,805	99	54	1	-	
	1989-90	21,865	21,569	99	296	1	15,893	15,804	99	189	1	5,872	5,765	98	107	2	-	
Alberta (5)	1983-84	18,900	..	..	18,900	100	15,044	..	..	15,044	100	3,856	..	..	3,856	100		
	1984-85	19,132	..	..	19,132	100	15,301	..	..	15,301	100	3,831	..	..	3,831	100		
	1985-86	23,150	..	..	23,150	100	17,870	..	..	17,870	100	5,280	..	..	5,280	100		
	1986-87	25,589	..	..	25,589	100	19,840	..	..	19,840	100	5,759	..	..	5,759	100		
	1987-88	25,649	..	..	25,649	100	20,221	..	..	20,221	100	5,428	..	..	5,428	100		
	1988-89	25,193	..	..	25,193	100	20,058	..	..	20,058	100	5,135	..	..	5,135	100		
	1989-90	26,425	..	..	26,425	100	20,676	..	..	20,676	100	5,749	..	..	5,749	100		
British Columbia (6) Colombie-Britannique	1983-84	32,452	..	..	..	..	21,231	..	..	..	..	11,221	..	..	..	..	..
	1984-85	39,016	10,304	26	28,712	74	25,232	2,373	9	22,959	91	13,784	8,031	58	5,753	42		
	1985-86	38,200 (e)	9,700 (e)	25	29,500 (e)	75	25,400 (e)	2,400 (e)	9	23,000 (e)	91	13,800 (e)	7,300 (e)	53	6,500 (e)	47		
	1986-87	44,124 (e)	8,311 (e)	19	35,813 (e)	81	28,491 (e)	1,611 (e)	6	26,880 (e)	94	15,633 (e)	6,700 (e)	43	6,933 (e)	57		
	1987-88	43,648 (e)	7,467 (e)	17	36,161 (e)	83	27,471 (e)	1,323 (e)	5	26,149 (e)	95	16,177 (e)	6,144 (e)	38	10,033 (e)	62		
	1988-89	46,395 (e)	8,075 (e)	17	40,320 (e)	83	30,606 (e)	1,326 (e)	4	29,280 (e)	96	17,709 (e)	6,749 (e)	30	11,040 (e)	62		
	1989-90	50,278 (e)	7,689 (e)	15	42,589 (e)	85	30,063 (e)	1,152 (e)	4	28,911 (e)	96	20,215 (e)	6,537 (e)	32	13,678 (e)	68		
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest	1983-84	1,705	-	-	1,705	100	1,530	-	-	1,530	100	175	-	-	175	100		
	1984-85	1,634	-	-	1,634	100	1,497	-	-	1,497	100	137	-	-	137	100		
	1985-86	2,443	-	-	2,443	100	2,199 (e)	-	-	2,199 (e)	100	244 (e)	-	-	244 (e)	100		
	1986-87	2,523	-	-	2,523	100	2,259	-	-	2,259 (e)	100	264	-	-	264	100		
	1987-88	3,008 (x)	-	-	3,008 (x)	100	2,400 (x)	-	-	2,480	100	528	-	-	528	100		
	1988-89	2,623 (x)	-	-	2,623 (x)	100	2,116 (x)	-	-	2,116 (x)	100	507	-	-	507	100		
	1989-90	2,645	-	-	2,645	100	2,199	-	-	2,199	100	446	-	-	446	100		
Tukon Territory (7) Territoire du Tukon	1983-84	526	..	..	526	100	384	..	..	384	100	142	..	..	142	100		
	1984-85	962	..	..	962	100	671	..	..	671	100	291	..	..	291	100		
	1985-86	923	..	..	923	100	639	..	..	639	100	284	..	..	284	100		
	1986-87	1,141	..	..	1,141	100	902	..	..	902	100	239	..	..	239	100		
	1987-88	717	..	..	717	100	540	..	..	540	100	177	..	..	177	100		
	1988-89	915 (x)	..	..	915 (x)	100	720 (x)	..	..	720 (x)	100	195 (x)	..	..	195 (x)	100		
	1989-90	1,072	..	..	1,072	100	776	..	..	776	100	296	..	..	296	100		

TABLE 11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983-84 to 1989-90.

TABLEAU 11 - Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, 1983-1984 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total						Criminal Matters Affaires criminelles						Civil Matters Affaires civiles						Civil Matters Affaires civiles								
	Total			Staff Professional			Private Lawyer			Total			Staff Professional			Private Lawyer			Total			Staff Professional			Private Lawyer		
	Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Professionnels salarisés		Avocats de pratique privée		Avocats de pratique privée		
	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	
Canada (8)	1983-84	457,660	..	..	..	..	211,367	..	..	..	..	..	246,293	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	457,176	..	..	..	..	209,011	..	..	..	..	..	248,165	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	470,411	..	..	..	..	222,313	..	..	..	..	..	246,098	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	504,616	..	..	..	..	234,134	..	..	..	..	..	270,482	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	499,207 (x)	..	..	..	..	235,390	..	..	..	..	..	263,817	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	531,067 (x)	..	..	..	..	260,138	..	..	..	..	..	270,929	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	568,510	..	..	..	..	275,492	..	..	..	..	..	293,018	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Footnotes

Table 11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1983-84 to 1989-90

See explanatory notes for Table 10.

(1) Prince Edward Island

Staff lawyers approved legal aid for 503 young offenders in 1985-86, 465 in 1986-87, 457 in 1987-88, 444 in 1988-89 and 639 in 1989-90. Private bar lawyers approved 3 young offender applications in 1985-86, 12 in 1986-87, 18 in 1987-88, 4 in 1988-89 and 24 in 1989-90.

(2) Quebec

Staff lawyers approved legal aid for 8,329 young offenders in 1986-87, 7,478 in 1987-88 and 8,029 in 1988-89. Private bar lawyers approved 1,977 young offender applications in 1986-87, 2,456 in 1987-88 and 2,380 in 1988-89.

(3) Manitoba

Staff lawyers approved legal aid for 1,674 young offenders in 1985-86, 1,786 (1986-87), 1,883 (1987-88), 1,609 (1988-89) and 1,687 (1989-90). Private bar lawyers approved 1,483 young offender applications in 1985-86, 1,851 in 1986-87, 1,972 in 1987-88, 1,781 in 1988-89 and 1,886 in 1989-90.

Notes

Tableau 11 - Demandes approuvées selon le genre de professionnel et d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983-1984 à 1989-1990

Voir les notes explicatives pour le tableau 10.

(1) île-du-Prince-Édouard

Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 503 jeunes contrevenants en 1985-1986, 465 en 1986-1987, 457 en 1987-1988, 444 en 1988-1989 et 639 en 1989-1990. Les avocats de pratique privée ont approuvé 3 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986, 12 en 1986-1987, 18 en 1987-1988, 4 en 1988-1989 et 24 en 1989-1990.

(2) Québec

Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 8,329 jeunes contrevenants en 1986-1987, 7,478 en 1987-1988 et 8,029 en 1988-1989. Les avocats de pratique privée ont approuvé 1,977 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1986-1987, 2,456 en 1987-1988 et 2,380 en 1988-1989.

(3) Manitoba

Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 1,674 jeunes contrevenants en 1985-1986, 1,786 (1986-1987), 1,883 (1987-1988), 1,609 (1988-1989) et 1,687 (1989-90). Les avocats de pratique privée ont approuvé 1,483 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986, 1,851 en 1986-1987, 1,972 en 1987-1988, 1,781 en 1988-1989 et 1,886 en 1989-1990.

4) Saskatchewan

Staff lawyers approved legal aid for 3,297 young offenders in 1985-86, 3,608 in 1986-87, 3,230 in 1987-88, 3,139 in 1988-89 and 3,805 in 1989-90. Private bar lawyers approved 63 young offender applications in 1985-86, 42 in 1986-87, 4 in 1987-88, 10 in 1988-89 and 16 in 1989-90.

(4) Saskatchewan

Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 3,297 jeunes contrevenants en 1985-1986, 3,608 en 1986-1987, 3,230 en 1987-1988, 3,139 en 1988-1989 et 3,805 en 1989-1990. Les avocats de pratique privée ont approuvé 63 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986, 42 en 1986-1987, 4 en 1987-1988, 10 en 1988-1989 et 16 en 1989-1990.

(5) Alberta

Private bar approved legal aid for 3,863 young offenders in 1985-86, 5,120 in 1986-87, 5,840 in 1987-88 and 6,143 in 1988-89.

(5) Alberta

Les avocats de pratique privée ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 3,863 jeunes contrevenants en 1985-1986, 5,120 en 1986-1987, 5,840 en 1987-1988 et 6,143 en 1988-1989.

(6) British Columbia

Staff lawyers approved legal aid for approximately 184 young offenders in 1985-86, 140 in 1986-87, 110 in 1987-88 and 100 in 1988-89. Private bar lawyers approved 3,798 young offender applications in 1985-86 and 4,980 in 1986-87.

(6) Colombie-Britannique

Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par environ 184 jeunes contrevenants en 1985-1986, 140 en 1986-1987, 110 en 1987-1988 et 100 en 1988-1989. Les avocats de pratique privée ont approuvé 3,798 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986 et 4,980 en 1986-1987.

(7) Yukon Territory

Private bar approved legal aid for 89 young offenders in 1985-86 and 184 in 1986-87, 121 in 1987-88 and 174 in 1988-1989.

(7) Territoire du Yukon

Les avocats de pratique privée ont approuvé une aide juridique pour 89 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986, 184 en 1986-1987, 121 en 1987-1988 et 174 en 1988-1989.

(8) Canada

Canada totals for fiscal years 1987-88, 1988-89 and 1989-90 exclude Newfoundland.

(8) Canada

Les totaux du Canada pour les années financières 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990.

TABLE 12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 12 - Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnés, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Refused						Financial Ineligibility						Other Reasons					
	Total des demandes rejetées						Inadmissibilité financière						Autres raisons					
	Total	Criminal	Civil		Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Criminal	Civil		Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Criminal	Civil		Affaires criminelles	Affaires civiles
	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	No.	%	No.	No.	%
Newfoundland (2) Terre-Neuve	1981-82	2,305	706	31	1,599	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	3,303	1,069	32	2,234	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	3,080	1,000	32	2,080	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	3,167	987	31	2,200	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1981-82	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	1,507	379	25	1,128	75	925	200	22	725	78	582	179	31	403	69	..	..
	1985-86	1,314	377	29	937	71	815	194	24	621	76	499	183	37	316	63	..	..
	1986-87	1,495	430	29	1,065	71	978	246	25	732	75	517	184	36	333	64	..	..
	1987-88	1,546	403	26	1,143	74	1,056	272	26	784	74	490	131	27	358	73	..	..
	1988-89	1,708	433	25	1,275	75	1,206	295	24	911	76	502	138	27	364	73	..	..
	1989-90	1,713	400	23	1,313	77	1,160	249	21	911	79	553	151	27	402	73	..	..
New Brunswick (3) Nouveau-Brunswick	1981-82	472	270	57	202	43	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	1,360	451	33	909	67	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	1,436	549	38	887	62	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	1,351	488	36	863	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	1,154	450	39	704	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	1,485	593	40	892	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	1,324	545	41	779	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	585	390	67	195	33	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	889	452	51	437	49	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Quebec (4) Québec	1981-82	31,275	3,412	11	27,863	89	22,456	2,932	13	19,524	87	8,819	480	5	8,339	95	..	..
	1982-83	32,232	3,971	12	28,261	88	23,137	3,281	14	19,856	86	9,095	690	8	8,405	92	..	..
	1983-84	30,980	4,272	14	26,708	86	22,423	3,551	16	18,872	84	8,557	721	8	7,836	92	..	..
	1984-85	30,267	4,001	13	26,266	87	21,941	3,271	15	18,670	85	8,326	730	9	7,596	91	..	..
	1985-86	29,909	4,233	14	25,676	86	21,764	3,508	16	18,256	84	8,145	725	9	7,420	91	..	..
	1986-87	33,106	5,347	16	27,759	84	24,327	4,536	19	19,791	81	8,779	811	9	7,968	91	..	..
	1987-88	32,308	5,753	18	26,555	82	23,514	4,832	21	18,682	79	8,794	921	10	7,873	90	..	..
	1988-89	32,746	6,267	19	26,479	81	24,281	5,253	22	19,028	78	8,465	1,014	12	7,451	88	..	..
	1989-90	30,128	6,030	20	24,098	80	23,172	5,110	22	18,062	78	6,956	920	13	6,036	87	..	..

TABLE 12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 12 - Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnés, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Refused						Financial Ineligibility						Other Reasons					
	Total des demandes rejetées						Inadmissibilité financière						Autres raisons					
	Total	Criminal	Civil				Total	Criminal	Civil				Total	Criminal	Civil			
	Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires civiles		
No.	No.	%	No.	%	No.	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.
Ontario (5)	1981-82	34,165	18,630	55	15,535	45	7,469	3,908	52	3,561	48	26,696	14,722	55	11,974	45		
	1982-83	36,217	18,716	52	17,501	48	7,781	3,518	45	4,263	55	28,436	15,198	53	13,238	47		
	1983-84	35,262	17,860	51	17,402	49	7,751	3,448	44	4,303	56	27,511	14,412	52	13,099	48		
	1984-85	36,142	18,837	52	17,305	48	7,565	3,525	47	4,040	53	28,577	15,312	54	13,265	46		
	1985-86	32,836	18,110	55	14,726	45	6,331	3,335	53	2,996	47	26,505	14,775	56	11,730	44		
	1986-87	36,093	19,202	53	16,891	47	6,568	3,412	52	3,156	48	29,525	15,790	53	13,735	47		
	1987-88	35,174	18,133	52	17,041	48	6,767	3,814	56	2,953	44	28,407	14,319	50	14,088	50		
	1988-89	34,544	18,239	53	16,305	47	7,027	3,909	56	3,118	44	27,517	14,330	52	13,187	48		
	1989-90	38,076	19,673	52	18,403	48	7,368	4,182	57	3,186	43	30,708	15,491	50	15,217	50		
Manitoba	1981-82	3,972	2,056	52	1,916	48	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	4,039	2,211	46	2,628	54	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	5,101	2,327	46	2,774	54	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	5,431	2,286	42	3,145	50	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	5,846	3,723	64	2,123	36	3,396	2,122	62	1,274	38	2,450	1,601	65	849	35		
	1986-87	5,882	4,079	69	1,803	31	3,291	2,210	67	1,081	33	2,591	1,869	72	722	28		
	1987-88	6,565	4,222	64	2,343	36	3,433	2,232	65	1,201	35	3,132	1,990	64	1,142	36		
	1988-89	7,329	4,690	64	2,639	36	1,194	764	64	430	36	6,135	3,926	64	2,209	36		
	1989-90	7,834	4,792	61	3,042	39	894	383	43	511	57	6,940	4,409	64	2,531	36		
Saskatchewan	1981-82	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	1,403	..	..	..	..	570	..	..	..	..	833	..	..	..	..	..	..
	1985-86	917	544	59	373	41	438	245	56	193	44	479	298	62	181	38		
	1986-87	883	520	59	363	41	506	283	56	223	44	377	237	63	140	37		
	1987-88	858	571	67	287	33	398	254	64	144	36	460	317	69	143	31		
	1988-89	1,021	647	63	374	37	503	304	60	199	40	518	343	66	175	34		
	1989-90	1,199	677	56	522	44	627	321	51	306	49	572	356	62	216	38		
Alberta (6)	1981-82	7,408	4,345	59	3,063	41	1,284	840	65	444	35	6,124	3,505	57	2,619	43		
	1982-83	10,745	5,933	55	4,812	45	1,429	838	59	591	41	9,316	5,095	55	4,221	45		
	1983-84	11,603	6,794	59	4,809	41	1,811	1,072	59	739	41	9,792	5,722	58	4,070	42		
	1984-85	11,554	6,758	58	4,736	42	1,579	928	59	651	41	9,975	5,830	58	4,145	42		
	1985-86	9,812	5,293	54	4,519	46	1,554	898	58	656	42	8,258	4,395	53	3,863	47		
	1986-87	9,744	5,337	55	4,407	45	1,699	1,073	63	626	37	8,045	4,264	53	3,781	47		
	1987-88	9,560	5,567	58	3,993	42	1,639	1,045	64	594	36	7,921	4,522	57	3,399	43		
	1988-89	8,612	6,829	79	1,783	21	1,854	1,608	87	246	13	6,758	5,221	77	1,537	23		
	1989-90	6,154	3,898	63	2,256	37	1,014	1,275	70	539	30	4,340	2,623	60	1,717	40		

TABLE 12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 12 - Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnés, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year		Total Refused				Financial Ineligibility				Other Reasons			
		Total des demandes rejetées				Inadmissibilité financière				Autres raisons			
Province ou territoire et année		Total	Criminal	Civil		Total	Criminal	Civil		Total	Criminal	Affaires criminelles	Affaires civiles
		No.	No.	%	No.	No.	No.	%	No.	No.	No.	No.	%
British Columbia	1981-82	27,031	6,689	25	20,342	75	..	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique	1982-83	32,643	8,260	25	24,383	75	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	27,890	6,477	23	21,413	77	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	31,835 (e)	7,322 (e)	23	24,513 (e)	77	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	36,500 (e)	8,395 (e)	23	28,105 (e)	77	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	35,210 (e)	7,580 (e)	22	27,630 (e)	78	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	33,947 (e)	7,557 (e)	22	26,390 (e)	78	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	35,620 (e)	9,524 (e)	27	26,096 (e)	73	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1981-82	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest (7)	1982-83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984-85	51	43	84	8	16	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	66	29	44	37	56	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	29	15	52	14	48	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	102	58	57	44	43	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	181	118 (r)	65	63	35	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	300	148	49	152	51	..	..	..	..	..	..	..
Yukon Territory	1981-82	43	16	37	27	63	16	16	100	-	-	27	-
Territoire du Yukon (8)	1982-83	63	37	59	26	41	37	37	100	-	-	26	-
	1983-84	152	76	50	76	50	82	40	49	42	51	70	36
	1984-85	90	53	59	37	41	..	..	..	..	..	..	..
	1985-86	160	93	58	67	42	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	69	33	48	36	52	44	..	..	..	..	25	..
	1987-88	201	97	48	104	52	67	40	60	27	40	134	57
	1988-89	139 (r)	72 (r)	52	67 (r)	48	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	119	65	55	54	45	..	..	..	..	..	..	..

Footnotes

Table 12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

(1) **Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90**
Most of the Plans screen applicants to some degree before an application is filed. For this reason, the refused application count does not always include those who are denied services before they file an application. In only two provinces are applications taken from all applicants: Newfoundland and New Brunswick.

(2) **Newfoundland**
Provincial statute offence cases are included in the civil count. Applications for summary services are included.

(3) **New Brunswick**
Applications for civil summary services are included. As of April 13, 1988, access to civil legal aid has been limited to those family law cases involving violence, abuse or guardianship applications.

(4) **Quebec**
Applications for provincial and municipal offence cases are included in the criminal count.

Notes

Tableau 12 - Demandes rejetées selon le genre d'affaire judiciaire et raison du refus, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) **Demandes rejetées selon le genre d'affaire judiciaire et raison du refus, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990**
La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas toujours compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Deux provinces seulement acceptent que tous les requérants présentent des demandes: Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick.

(2) **Terre-Neuve**
Les cas relatifs à des infractions aux lois provinciales figurent parmi les affaires civiles. Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires.

(3) **Nouveau-Brunswick**
Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires. Le 13 avril 1988, l'aide juridique en matière civile a été réduite de sorte que les régimes ne couvrent maintenant que les cas concernant le droit de la famille pour ce qui est de la violence, des mauvais traitements ou des demandes de tutelle.

(4) **Québec**
Les demandes relatives à des infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux figurent parmi les affaires criminelles.

(5) Ontario

Community clinic data are excluded. These clinics handle civil matters only.

(5) Ontario

Les données sur les centres de consultation communautaires sont exclues. Ces centres ne traitent que les affaires civiles.

(6) Alberta

The criminal count includes 235 provincial offenses for fiscal year 1987-88 and 213 for 1988-89.

(6) Alberta

Le compte des affaires criminelles comprend 235 affaires relatives à des infractions aux lois provinciales pour l'exercice financier 1987-1988 et 213 pour 1988-1989.

(7) Northwest Territories

Refers to the number of persons not assisted.

(7) Territoires du Nord-Ouest

Désigne le nombre de personnes n'ayant bénéficié d'aucune aide.

(8) Yukon Territory

Data respecting fiscal 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

(8) Territoire du Yukon

En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années précédentes.

TABLE 13 - Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 13 - Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total No.	Duty Counsel Services Services d'avocats nommés d'office			
		Criminal Matters Affaires criminelles		Civil Matters Affaires civiles	
		No.	%	No.	%
Newfoundland (2) Terre-Neuve	1981-82	1,446		1,426	99
	1982-83	1,324		1,280	97
	1983-84	109		109	100
	1984-85	948		925	98
	1985-86	..		..	..
	1986-87	..		..	..
	1987-88	..		..	..
	1988-89	..		..	..
	1989-90	..		..	..
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1981-82	..		..	..
	1982-83	..		..	..
	1983-84	..		..	..
	1984-85	252		..	..
	1985-86	158		..	..
	1986-87	156		..	..
	1987-88	239		..	..
	1988-89	257		..	..
	1989-90	197		..	..
New Brunswick (3) Nouveau-Brunswick	1981-82	16,527		14,666	89
	1982-83	19,703		14,724	75
	1983-84	17,782		13,761	77
	1984-85	16,555		12,299	74
	1985-86	15,627		11,834	76
	1986-87	17,088		13,320	78
	1987-88	15,991		12,161	76
	1988-89	13,788		12,688	92
	1989-90	12,770		11,731	92
Quebec Québec	1981-82	..		..	..
	1982-83	..		..	..
	1983-84	..		..	..
	1984-85	..		..	..
	1985-86	..		..	..
	1986-87	..		..	..
	1987-88	..		..	..
	1988-89	..		..	..
	1989-90	..		..	..
Ontario (4)	1981-82	226,565		180,615	80
	1982-83	244,626		196,134	80
	1983-84	248,725		192,690	77
	1984-85	270,129		209,758	78
	1985-86	281,821		221,338	79
	1986-87	218,544		152,585	70
	1987-88	219,083		157,241	72
	1988-89	301,327		242,392	80
	1989-90	318,636		257,333	81
Manitoba	1981-82	16,190		..	..
	1982-83	19,226		..	..
	1983-84	23,216		..	..
	1984-85	22,150		..	..
	1985-86	24,247		..	..
	1986-87	27,219		..	..
	1987-88	28,052		..	..
	1988-89	27,351		..	..
	1989-90	28,448		..	..
Saskatchewan	1981-82	..		..	..
	1982-83	..		..	..
	1983-84	..		..	..
	1984-85	..		..	..
	1985-86	..		..	..
	1986-87	..		..	..
	1987-88	..		..	..
	1988-89	..		..	..
	1989-90	..		..	..

TABLE 13 - Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90 (1).

TABLEAU 13 - Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, 1981-1982 à 1989-1990 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total No.	Duty Counsel Services Services d'avocats nommés d'office			Civil Matters		
		Criminal Matters Affaires criminelles		No.	\$	Affaires civiles	
		No.	\$			No.	\$
Alberta (5)	1981-82	15,989	15,851	99	138	1	-
	1982-83	15,485	15,481	100	4		
	1983-84	18,744	18,744	100	...	...
	1984-85	19,464	19,464	100	...	...
	1985-86	22,803	22,803	100	...	...
	1986-87	25,362	25,362	100	...	...
	1987-88	29,870	29,870	100	...	...
	1988-89	32,281	32,281	100	...	...
	1989-90	46,061	45,939	100	122	---	
British Columbia Colombie-Britannique	1981-82	..	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..	..
	1984-85	..	..	..	..	..	..
	1985-86	32,843 (e)	32,463	99	380	1	
	1986-87	35,649 (e)	35,249	99	400	1	
	1987-88	37,294 (e)	36,935 (e)	99	359 (e)	1	
	1988-89	38,644	38,052	98	592	2	
	1989-90	..	..	..	..	..
Yukon Territory (6) Territoire du Yukon	1981-82	..	..	..	..	..
	1982-83	..	..	..	..	..
	1983-84	..	..	..	..	..
	1984-85	..	..	..	..	..
	1985-86	199	199	100	..	..
	1986-87	172	172	100	..	..
	1987-88	52	52	100	..	..
	1988-89	130	130	100	..	..
	1989-90	130	130	100	..	..

Footnotes

Table 13 - Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

(1) Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1981-82 to 1989-90

Includes matters handled on court circuit as well as those handled in permanent court location or any location other than a legal aid office.

(2) Newfoundland

All duty counsel services apart from those provided on court circuit were suspended between January 1983 and March 1984. In April 1984, duty counsel services were reinstated in St. John's. Provincial statute offence matters are included in the civil counts.

(3) New Brunswick

Persons assisted are counted.

(4) Ontario

Civil duty counsel may also be provided in family court. Criminal duty counsel figures include salaried duty counsel for all years except 1987-88.

(5) Alberta

Cases coming before criminal courts are typically provided duty counsel services. Duty Counsel is

Notes

Tableau 13 - Services d'avocats nommés d'office selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990

(1) Services d'avocats nommés d'office selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1981-1982 à 1989-1990

Comprend les affaires traitées par les tribunaux itinérants de même que par les tribunaux permanents ou en tout endroit autre qu'un bureau d'aide juridique.

(2) Terre-Neuve

Tous les services d'avocats nommés d'office, sauf ceux qui sont assurés pour les tribunaux itinérants, ont été suspendus entre janvier 1983 et mars 1984. En avril 1984, les services d'avocats nommés d'office ont été rétablis à St. John's. Les causes relatives à des infractions aux lois provinciales figurent parmi les affaires civiles.

(3) Nouveau-Brunswick

On compte les personnes ayant bénéficié de l'aide juridique.

(4) Ontario

Des services d'avocats nommés d'office en matière civile peuvent également être offerts dans les tribunaux de la famille. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années, sauf 1987-1988.

(5) Alberta

Les personnes dont la cause est entendue devant un tribunal criminel reçoivent généralement

also provided for mental health review panels. There were 1308 provincial statute matters included in the criminal count in 1987-88, 1423 (1988-89), and 5161 (1989-90).

(6) Yukon Territory

The family court duty counsel program was discontinued in 1980-81. Provincial statute offence matters comprised 270 of the criminal duty counsel count in 1983-84, 658 in 1984-85, 979 in 1985-86 and 1,281 in 1986-87. Rather than the number of "units of service" provided, this count now represents the number of days duty counsel services were provided in Whitehorse. Days on circuit court outside Whitehorse are not included.

les services d'un avocat nommé d'office. Des services d'avocats nommés d'office sont également fournis aux comités d'examen de la santé mentale. Le compte des affaires criminelles comprend 1,308 affaires relatives à des infractions aux lois provinciales en 1987-1988, 1,423 en 1988-1989 et 5,161 en 1989-1990.

(6) Territoire du Yukon

Le programme de services d'avocats nommés d'office du tribunal de la famille a été supprimé en 1980-1981. Les affaires relatives à des infractions aux lois provinciales représentaient 270 cas parmi ceux où l'on a recours aux services d'avocats nommés d'office en matière criminelle en 1983-1984, 658 en 1984-1985, 979 en 1985-1986 et 1,281 en 1986-1987. Plutôt que le nombre «d'unités de services» fournis, ce compte représente maintenant le nombre de jours au cours desquels des services d'avocats nommés d'office ont été offerts à Whitehorse. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus.

Table 14 - Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, 1987-88 to 1989-90.

TABLEAU 14 - Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire, 1987-1988 à 1989-1990.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Appeals						Approved						Refused						
	Total des appels						Approuvés						Refusés						
	Total	Criminal Matters	Civil Matters	Total	Criminal Matters	Civil Matters	Total	Criminal Matters	Civil Matters	Total	Criminal Matters	Civil Matters	Total	Criminal Matters	Civil Matters	Total	Criminal Matters	Civil Matters	
		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles		Affaires criminelles	Affaires civiles	
	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	%
Newfoundland	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Terre-Neuve	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madeleine Islands	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nova Scotia	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mouvelle-Écosse	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
New Brunswick	1987-88	19	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mouveau-Brunswick	1988-89	28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	20	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Quebec	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ontario	1987-88	2,500	..	..	..	..	..	1,238	..	..	..	..	..	..	1,350	..	..	..
	1988-89	2,068	..	..	..	..	..	1,325	..	..	..	..	..	..	743	..	..	..
	1989-90	2,118	..	..	..	..	..	1,302	..	..	..	..	..	..	816	..	..	..
Manitoba	1987-88	432	366	85	66	15	344	278	81	66	19	88	88	100	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	329	235	71	94	29	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	340	262	77	78	23	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Alberta	1987-88	1,010	945	94	65	6	554	528	95	26	5	456	417	91	39	9	..	..
	1988-89	597	596	100	1	-	544	544	100	-	-	53	52	98	1	2	..	..
	1989-90	1,474	1,474	100	-	-	1,219	1,219	100	-	-	255	255	100	-	-	..	..
British Columbia	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	81	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	1988-89	..	..	..	..	..	..	43 (x)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	52	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yukon Territory	1987-88	37	37	100	-	-	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon	1988-89	..	..	..	..	..	..	18	18	100	-	-	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	18	18	100	-	-	..	..	..	..	..	..

TABLE 15 - Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90. (1)

TABLEAU 15 - Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, 1985-1986 à 1989-1990. (1)

		(From / De)													
(To / A / Au)		Total	Nfld. T.-B.	P.E.I. I.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que Qc	Ont Ont.	Man Man.	Sask Sask.	Alta Alb.	B.C. C.-B.	MB T.-B.-O.	Yuk Yuk.	Outside Canada Extérieur du Canada
Newfoundland	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Terre-Neuve	1986-87	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island	1985-86	5	-	..	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	..
Île-du-Prince-Édouard	1986-87	4	-	..	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-	..
1987-88	3	-	..	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	..
1988-89	5	1	..	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	..
1989-90	4	1	..	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Nova Scotia	1985-86	98	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	1986-87	111	5	5	..	17	11	40	3	1	17	9	3	-	..
1987-88	94	3	4	..	..	12	10	41	4	2	5	13	-	-	..
1988-89	40	3	1	..	-	..	3	18	3	-	4	8	-	-	..
1989-90	72	9	-	..	..	11	4	30	2	1	3	12	-	-	-
New Brunswick	1985-86	55	2	1	22	..	11	12	1	1	2	3	-	-	..
Nouveau-Brunswick	1986-87	40	-	2	7	..	9	11	3	-	3	5	-	-	..
1987-88	31	1	-	10	..	..	9	5	-	-	3	3	-	-	..
1988-89	4	-	1	-	..	..	2	1	-	-	-	-	-	-	..
1989-90	23	-	1	5	..	4	9	-	-	3	1	-	-	-	..
Quebec	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec	1986-87	123	2	-	7	17	..	74	3	1	3	15	-	-	1
1987-88	119	-	1	7	10	..	..	69	2	2	9	12	5	-	2
1988-89	156	2	-	13	1	..	110	3	2	5	19	1	-	-	-
1989-90	321	2	-	10	9	..	266	4	2	11	14	3	-	-	-
Ontario	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1986-87	378	13	1	35	12	88	..	36	12	81	92	-	-	-	..
1987-88	404	11	2	67	9	115	..	46	9	76	67	2	-	-	..
1988-89	430	14	5	78	3	106	..	50	10	79	91	..	2	-	..
1989-90	662	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba	1985-86	122	-	-	5	1	7	27	..	14	35	33	-	-	..
1986-87	126	1	-	2	1	2	41	..	15	34	30	-	-	-	..
1987-88	87	-	-	5	-	1	29	..	17	25	9	1	-	-	..
1988-89	143	-	-	2	-	3	50	..	19	31	38	-	-	-	..
1989-90	176	-	-	5	2	-	45	..	24	42	55	-	-	-	1
Saskatchewan	1985-86	90	1	-	1	-	3	4	15	..	41	24	-	1	..
1986-87	104	-	-	1	-	4	3	25	..	49	19	2	1	..	..
1987-88	74	-	1	-	..	2	8	10	..	30	21	-	2	-	..
1988-89	94	-	-	2	-	-	12	23	..	31	25	1	-	-	..
1989-90	92	1	-	-	1	2	7	19	..	33	28	-	1	-	..

TABLE 15 - Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90. (1)

TABLEAU 15 - Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, 1985-1986 à 1989-1990. (1)

Footnotes

Table 15 - Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90

(1) Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90

The Interprovincial Reciprocity Agreement refers to the informal agreement among legal aid Plans in Canada to handle non-resident civil dossiers. Under the terms of the agreement, applicants must request legal aid in their province of residence rather than in the province or territory where the legal recourse is sought. An approved application is then forwarded to the Plan which will provide legal aid services.

Incoming dossiers refer to the number of applications approved by other provincial/territorial Plans which are forwarded to the Plan for service and for which service has been provided.

(2) British Columbia

British Columbia only counts civil applications as incoming after the Plan agrees to provide service (e.g. there is certainty that a lawyer will be appointed).

Notes

Tableau 15 - Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de reciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990

(1) Dossiers reçus traités en vertu de l'accord interprovincial de reciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990

L'accord interprovincial de reciprocité désigne l'accord officieux conclu entre les régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires civiles mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique.

Les dossiers reçus désignent les demandes que d'autres régimes provinciaux/territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services.

(2) Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique ne considère les demandes en matière civile comme des dossiers reçus que lorsque le régime a accepté d'assurer les services (c.-à-d. lorsqu'il est certain qu'un avocat sera nommé).

TABLE 16 - Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity, 1985-86 to 1989-90. (1)

TABLEAU 16 - Dossiers transmis en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990. (1)

(From / De)

(To / ? / AU)

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Nfld. T.-N.	P.E.I. I.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que Qc	Ont Ont.	Man Man.	Sask Sask.	Alta Alb.	B.C. C.-B.	Manitoba MNT T.-N.-O.	Yuk. Yuk.	Outside Canada Extérieur du Canada
Newfoundland Terre-Neuve	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1985-86	2	-	..	1	-	1	-	-	-	-	-	-	..
	1986-87	12	1	..	5	4	2	-	-	-	-	-	-	..
	1987-88	8	-	..	2	-	1	2	-	1	2	-	-	..
	1988-89	7	1	..	1	-	4	-	-	1	1	-	-	..
	1989-90	5	-	..	-	2	-	1	-	1	1	-	-	..
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1985-86	77	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	84	5	1	..	12	8	31	3	1	15	7	-	1
	1987-88	136	10	1	..	13	15	59	7	1	16	14	-	..
	1988-89	97	6	2	..	3	16	43	2	2	14	7	2	..
	1989-90	97	7	2	..	11	10	40	5	-	15	6	1	-
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1985-86	61	2	1	10	..	12	30	1	-	2	3	-	..
	1986-87	72	1	4	17	..	20	17	1	-	10	2	-	..
	1987-88	36	2	1	11	..	9	11	-	-	2	-	-	..
	1988-89	4	-	-	1	..	-	3	-	-	-	-	-	..
	1989-90	42	2	1	13	..	7	12	2	1	3	1	-	..
Quebec Québec	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	156	2	-	4	12	..	104	1	3	14	11	-	3
	1987-88	127	3	-	5	11	..	72	3	3	15	13	-	2
	1988-89	123	1	-	2	5	..	87	3	1	14	10	-	-
	1989-90	159	-	-	5	5	..	120	2	-	17	8	-	2
Ontario	1985-86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986-87	360	11	2	45	15	98	..	37	3	68	79	-	2
	1987-88	443	11	1	52	6	154	..	49	9	90	70	1	-
	1988-89	480	16	1	58	5	158	..	60	10	92	78	-	2
	1989-90	1,201	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba	1985-86	128	-	-	3	-	1	45	..	15	35	27	1	1
	1986-87	150	-	1	4	3	3	39	..	36	36	27	1	..
	1987-88	79	1	-	-	-	3	38	..	10	21	4	2	..
	1988-89	97	-	-	2	1	2	37	..	15	21	16	2	1
	1989-90	126	1	-	-	-	6	50	..	17	25	22	2	1
Saskatchewan	1985-86	81	-	-	-	1	-	8	15	..	44	12	1	..
	1986-87	75	-	-	1	-	1	10	15	..	33	15	-	..
	1987-88	61	-	1	2	-	2	9	16	..	17	13	-	1
	1988-89	72	-	-	-	-	1	15	19	..	22	15	-	..
	1989-90	74	1	-	1	-	2	8	19	..	25	18	-	-

TABLE 16 - Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity, 1985-86 to 1989-90. (1)

TABLEAU 16 - Dossiers transmis en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990. (1)

(From / De)

(To / ? / AU)

Footnotes

Table 16 - Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1989-90

(1) Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement

Outgoing dossiers refer to the number of applications approved by the Plan and forwarded to other provincial/territorial Plans for service.

(2) British Columbia

British Columbia counts all civil dossiers as outgoing even if there is the possibility that the other province may decline services.

Notes

Tableau 16 - Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1989-1990

(1) Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile

Les dossiers transmis désignent les demandes que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent les services nécessaires.

(2) Colombie-Britannique

Le Colombie-Britannique considère toutes les demandes en matière civile comme des dossiers transmis même s'il est possible que l'autre province ou territoire refuse d'assurer les services.

GLOSSARY OF DEFINITIONS

Scope: Information requested by the Legal Aid Questionnaire is limited to descriptions of legal aid services delivered by legal aid offices (including community law clinics) which are funded, in whole or in part, by the Legal Aid Plan of the province.

General Definitions:

Criminal matters refer to matters under federal statutes.

Federal matters refer to those criminal offenses designated as a federal statutory responsibility.

Provincial and territorial matters refer to those offenses under provincial or territorial statutory responsibility. Also included are infractions under municipal by-laws.

Adult refers to persons 18 years of age and older.

Youth refers to persons who are 12 years of age or older, but under 18 years of age under federal and provincial statutes. Alternatively, two provinces (Ontario and Nova Scotia) have designated maximum age for youth at 15 years of age for most provincial/ municipal matters.

Family matters refer to proceedings related to divorce, separation, maintenance, custody/access, wardship/child protection, and all other matters of a family law nature (e.g. adoption, change of name, mediation proceedings, filiation).

GLOSSAIRE DES DÉFINITIONS

Portée: Les renseignements demandés sur le questionnaire de l'enquête sur les services d'aide juridique se limitent à la description des services assurés par les bureaux d'aide juridique (y compris les centres de consultation communautaires) financés en totalité ou en partie par le régime d'aide juridique de la province.

Définitions générales:

Les affaires criminelles désignent les affaires relevant des lois fédérales.

Les affaires fédérales désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

Les affaires provinciales et territoriales désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les adultes désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les jeunes désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les affaires relevant du droit de la famille désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple: adoption, changement de nom, médiation, filiation).

Other Civil matters refer to all other civil proceedings which are not of a family nature.

Revenue:

Revenue refers to all monies received directly by the Legal Aid Plan during a given fiscal year. Funds received for specific projects from agencies external to the Plan are not included as revenue, but should be noted. Accounts receivable are excluded.

Payment year refers to the year in which monies were received rather than the year in which monies were expended.

Government contributions refer to federal, provincial and territorial monies allocated to the Plan through the provincial or territorial government. Federal contributions made through the separate federal/provincial or territorial cost-sharing agreements for criminal and young offender legal aid, as well as contributions to civil legal aid made through the Canada Assistance Plan, are not recorded separately since monies are generally directed to the consolidated revenue fund of the province and not to the Plans directly. In past years, the federal Department of Health and Welfare shared the cost of services provided to wards of the Children's Aid Society. The legal aid expenses of all Young Offenders Act proceedings are now cost-shared between the federal Department of Justice, the provinces and territories. Also, in the past years, one criminal legal aid agreement was in place, but since

Les autres affaires civiles désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Recettes:

Par recettes, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes, mais doivent être indiqués. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

L'année du paiement désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Par contributions de l'État, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la Loi sur les jeunes contrevenants, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes. Au cours des dernières années, le ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social a assumé une partie du coût des services fournis aux pupilles de la Société d'aide à l'enfance. Les dépenses relatives à l'aide juridique entraînées par les poursuites judiciaires en vertu de

1984-85, two have been administered: one for adults and one for young people.

Federal Government Contribution refers to monies contributed by the Department of Justice Canada.

Criminal Adult Contributions refer to monies provided by the Department of Justice, Canada as part of the criminal adult cost-sharing agreement.

Young Offender Contributions refer to monies provided by the Department of Justice, Canada as part of the cost-sharing agreement dealing with YOA proceedings.

Civil Contributions refer to monies provided by the Department of Health and Welfare as part of the cost-sharing agreement for legal services in family matters under the Canada Assistance Plan (CAP).

Provincial and Territorial Contributions refer to monies contributed by the provinces and territories to the Legal Aid Plans.

Contributions of the legal profession refers to all monies received from the law profession.

la Loi sur les jeunes contrevenants sont maintenant partagées par le ministère fédéral de la Justice, les provinces et les territoires. De même, une seule entente relative à l'aide juridique en matière criminelle était en vigueur au cours des dernières années, mais depuis 1984-1985, deux ententes ont été mises en oeuvre en la matière, l'une pour les adultes et l'autre pour les mineurs.

La contribution fédérale désigne les fonds fournis par le ministère de la Justice du Canada.

La contribution au criminel à l'intention des adultes désigne les montants fournis par le ministère fédéral de la Justice dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

La contribution à l'intention des jeunes contrevenants désigne les montants fournis par le ministère fédéral de la Justice dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants.

La contribution en matière civile désigne les montants fournis par le ministère de la Santé et du Bien-être social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière de droit familial assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC).

La contribution des provinces et territoires désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

Les contributions des avocats désignent toutes les sommes reçues des avocats.

Client contributions refer to all monies received from the aided person for legal assistance; flat user fees are included.

Cost recoveries refer to the party costs ordered or agreed to be recovered in the case. Includes monies recovered from a judgement, award or settlement.

Other sources refer to revenues that have not already been accounted for in the above categories.

Expenditure:

Expenditures refer to the actual gross dollars expended by the Plan in a given fiscal year (i.e. accounts payable are excluded). Expenditures made on behalf of the Plan by other agencies are not included. Total expenditure is the sum of expenditures on direct legal service, other program expenditure, central administrative expenditure and any other expenditure.

Direct legal service expenditures are the sum payments made to private law firms and the costs of legal service delivery by Plan staff. These expenditures include monies spent on the provision of legal advice and representation services to clients including special target groups. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e. staff salaries, benefits and overhead expenses.) Central administrative expenses and other expenses of the Plan are excluded.

Les contributions des clients désignent tous les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par frais recouvrés, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouvrés par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les autres sources ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Dépenses:

Les dépenses désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égale à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses.

Les dépenses directes au titre des services juridiques désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un

Private law firm expenditures include fees and disbursements, together with other specific costs (e.g. travel expenses) incurred by private lawyers for the provision of legal services to legal aid clients.

Direct legal service staff expenditures include monies spent on the provision of legal advice and representation services by Plan staff to clients, including special target groups. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e. staff salaries, benefits and overhead expenses). These expenditures include, for example, professional and support staff salaries and benefits, legal disbursements and overhead costs of direct legal service offices. Associated overhead includes the cost of office supplies, equipment and maintenance, conferences, meetings, membership expenses, rent, etc. Central administrative expenses and other expenses (e.g. capital expenditures) are excluded.

Other program expenditure includes monies spent on legal research

contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Les dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Les dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, de la location, etc. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les dépenses au titre des autres programmes comprennent les montants

activities, public legal education and grants to other agencies.

Legal research expenditures refer to monies expended by the Plan for conducting research related to legal matters. This component excludes the cost of maintaining libraries.

Public legal education expenditures refer to monies expended by the Plan on preventive law programs, educational programs and publicity.

External project expenditures refer to monies expended by the Plan on projects undertaken external to the Plan (e.g. university clinics). Note that funding of community clinics is not included.

Central administrative expenditures include monies spent on head office functions and on offices that do not employ staff to advise and represent clients.

Other expenditures refer to any other monies expended by the Plan on functions not already accounted for in the above categories (e.g. capital expenditures).

The March 31st count refers to the actual number of both full-time and part-time staff employed by the Plan at one particular point in time: March 31, the final day of the

consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les dépenses au titre des recherches juridiques désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les dépenses au titre de l'information du public englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les dépenses au titre de projets externes désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les dépenses au titre des services administratifs centraux comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les autres dépenses désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Le nombre d'employés au 31 mars désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de

fiscal year.

Personnel resources refer to the actual number of staff employed by the Plan. This will be reported as a March 31 st count. These data are broken down in two ways: by type of service provided and by type of personnel. The type of personnel on staff with the Plans are divided into: lawyer and non-lawyer counts Staff lawyers refer to lawyers who are hired by the Legal Aid Plan to work from the legal aid office. Salaries are paid by the Plan.

Direct legal service staff refers to persons whose primary function is to deliver legal assistance and/or legal representation directly to clients. Notaries are included in the staff lawyer count. Paralegals are included in the non-lawyer count.

Public legal education staff refers to persons working within a specific program area conducting preventive law programs, educational programs and/or publicity.

Legal Research staff refers to persons working within a specific program area conducting research related to legal matters. This excludes persons maintaining Plan libraries.

Other staff refers to persons not in public legal education or legal research programs and whose primary function does not involve the provision of legal advice and/or representation directly to clients; for example, lawyers performing

l'exercice financier.

Les ressources en personnel qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désigne le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories: les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par personnel affecté aux services d'aide juridique directs, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les employés parajuridiques sont comptés avec les non-avocats.

Par personnel affecté à l'information du public on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par personnel affecté aux recherches juridiques, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Les autres employés désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et(ou) de

primarily administrative functions, accountants, librarians, law students and clerical staff.

Number of private bar lawyers who provided services includes those active members of the private bar who actually delivered legal services and billed the Plan during the fiscal year. Active bar members include the total number of lawyers certified and insured to practice in the jurisdiction. Government employed and legal aid staff lawyers are excluded. Notaries are included in the total counts provided. An unduplicated count is reported.

An application refers to a formal request, evidenced in writing, whereby a person applies to a legal aid office for assistance. When aggregated, the total number of applications reflects the number of individual requests for summary and full service assistance, rather than the total number of persons seeking assistance.

Formal requests for assistance are recorded on the intake document used by the legal aid office. Related legal matters enumerated at the time of contact with the office are included on one application, regardless of the requirement for a court appearance. If a matter related to that on the original application arises at a later date (other than appeal), a new application is not filed. Separate applications are counted for criminal and civil matters.

services de représentation directs des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Le nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les membres actifs du Barreau comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Par demande, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide.

Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes

The total number of applications reported for the fiscal year include all such applications filed during that time, irrespective of when the application was approved or rejected. The count excludes requests for duty counsel services.

Summary service refers to the provision of legal advice, information, or any other type of minimal legal service to an individual during a formal interview. It can include simple legal tasks such as making a telephone call or drafting a letter on behalf of a client. Excluded are inquiries made at the "front desk" of the legal aid office, or telephone ("hot line") inquiries. Summary services are provided to individuals in two circumstances: a written request has been submitted at the office, or a verbal request has been made. Only written requests should be included in the count. A written request refers to a request or assistance as evidenced by the completion of a legal aid application. A verbal request refers to a request by a non-applicant made in-person at a legal aid office or by telephone to a direct legal service professional. Summary services may be provided to fulfil the request itself or follow the refusal of a written request for more extensive legal service (full-service). Once an application is approved for full service, it is not subsequently included in a summary service count although relatively little service may be provided. Also, no file (dossier) is opened for the client provided summary services. Summary service counts measure the number of units of service provided rather than the

relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par services sommaires on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances: lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites doivent être comptées. Par demande écrite on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par demande verbale, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un employé affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une

number of persons assisted, and are mutually exclusive of both the approved full service application and duty counsel counts.

Only one offence or legal matter is reported per dossier; that is, the offence or legal matter deemed to be most serious in nature. Please use standards normally applied by your Plan for the purposes of this exercise. Offenses processed under the Young Offenders Act are mutually exclusive of the Adult offence categorizations.

Refused applications refer to all formal requests for legal aid evidenced in writing, that have been denied legal services. This total includes applications for which no services have been approved, as well as those applications denied for full service that subsequently receive summary service. An application can be refused, appealed and still refused. Only the initial refusal is counted. Reasons for refusal are a product of legislative and policy restrictions. The number of total applications refused for service is broken down into two categories according to the reason upon which the decision was based. Only one reason for refusal can be selected, according to the Plan's evaluation of the key criteria. If an application involves two reasons for refusal, the one deemed to be the most important shall be counted as the major reason.

La demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Une seule infraction ou affaire est déclarée par dossier, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Veuillez utiliser les catégories dont se sert habituellement votre régime pour fins du présent exercice. Les infractions traitées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.

Par demande refusée on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique. Le nombre total de demandes rejetées est ventilé selon deux catégories en fonction de la raison justifiant le rejet. On ne peut retenir qu'une seule raison pour justifier le rejet, conformément à l'évaluation faite par le régime des critères d'admissibilité clés. Lorsqu'une demande est rejetée pour deux

Financial ineligibility refers to a refusal for legal aid based on some financial information disclosed by the applicant pertaining to his/her income, assets and liabilities.

Other reasons refer to reasons for refusing an application other than financial ineligibility. Where possible please specify the reasons for refusal which are included within this category. Other reasons may include: coverage restrictions, lack of merit or non-compliance/abuse.

Coverage restrictions refer to applications refused on the grounds that the legal matter is not covered by the legal aid Plan.

Lack of merit refers to applications refused because the nature of the case or the seriousness of the matter does not warrant legal assistance.

Non-compliance/abuse refers to a refusal for legal aid based on either an applicant's prior or current experience with the Plan. These refusals include applications where similar services were already rendered; services applied for are abusive of the legal process; or failure to cooperate with the legal aid lawyer.

Other reasons includes any residual reasons for refusing an application for legal services that was not included in the above categories.

raisons, la raison la plus importante doit être considérée comme la principale.

Par inadmissibilité financière, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Par autres raisons, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Lorsqu'il est possible de le faire, veuillez préciser les raisons du rejet figurant dans cette catégorie. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes: raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Des demandes peuvent être rejetées faute de mérite suffisant si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les autres raisons englobent aussi toutes les raisons résiduelles de rejet d'une demande d'aide juridique dont il n'a pas été fait état dans

Approved Application for full service refers to an application for legal assistance which is granted legal aid as described in a certificate, referral, or any other authorization denoting that the applicant is entitled to extensive legal services. Approval can be granted for either full or summary services.

Once an application is approved for full service, it is not subsequently counted as a summary service although in some cases, relatively little service may be required to fulfil the request.

This count measures the number of units of service rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of all summary service and duty counsel services.

Approved application for summary services refers to the provision of legal advice, information, or any other type of minimal legal service to an individual during a formal interview. It can include simple legal tasks such as making a telephone call or drafting a letter on behalf of a client. Excluded are inquiries made at the "front desk" of the legal aid office or telephone ("hot-line") inquiries. Summary services are provided to individuals in two circumstances: a written request has been submitted at the office, or a verbal request has been made. Only written requests should be included in the count.

No file (dossier) is opened for the client provided summary services. This count excludes the application which requested extensive legal

les catégories susmentionnées.

Par demande de services complets approuvée on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services complets d'aide juridique. La demande peut être approuvée aux fins de la prestation de services complets ou de services sommaires.

Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande.

On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par demande de services sommaires approuvée, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances: lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a

assistance (full service) but received summary service upon refusal. Also excluded are the applications originally approved for full service but subsequently rendered summary services. Verbal requests for assistance are excluded from this count.

The count measures the number of units of service provided rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of both the approved full service application and duty counsel counts.

Duty counsel services refer to legal services provided by a lawyer at a location other than a legal aid office, where the person assisted had not previously applied in writing for services to be rendered. This count measures the number of units of service provided rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of both the summary service and approved application counts. Cases coming before a circuit court are typically provided duty counsel services. Consequently, circuit court cases are included in the duty counsel service count rather than in the approved application count. Only circuit court matters granted a delay are included in the approved application count. The provision of duty counsel services does not bar the recipient from subsequent application for legal aid services.

été faite. Seules les demandes écrites doivent être comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales.

On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par services d'avocats nommés d'office, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite.

On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services

Criminal duty counsel refers to services in criminal matters that are generally provided at a court or place of detention

Civil duty counsel refers to services in civil matters that may additionally be provided at locations other than a court or place of detention (e.g. psychiatric hospital, senior citizens' home).

Interprovincial Reciprocity Agreement refers to the informal agreement among legal aid Plans in Canada to handle non-resident civil dossiers. Under the terms of the agreement, applicants must request legal aid in their province or territory of residence rather than in the province or territory where the legal recourse is sought. An approved application is then forwarded to the Plan which will provide the legal aid service.

Incoming Dossiers refer to the number of applications approved for civil legal aid by other provincial or territorial Plans which are forwarded to the Plan for service and for which service has been provided.

Outgoing Dossiers refer to the number of applications for civil legal aid approved by the Plan and are forwarded to other provincial or territorial Plans for service.

d'aide juridique s'il le désire.

Les services d'avocats nommés d'office au criminel désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Les services d'avocats nommés d'office au civil désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

L'accord interprovincial de réciprocité désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique.

Par dossiers reçus, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services.

Par dossiers transmis, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Appeal refers to an appeal of a lower court or administrative tribunal decision, not an appeal of a refused application. Each dossier is counted in spite of the fact that the matter may have been dealt with by the Plan in the past.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

DATE DUE

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010474620

c.1